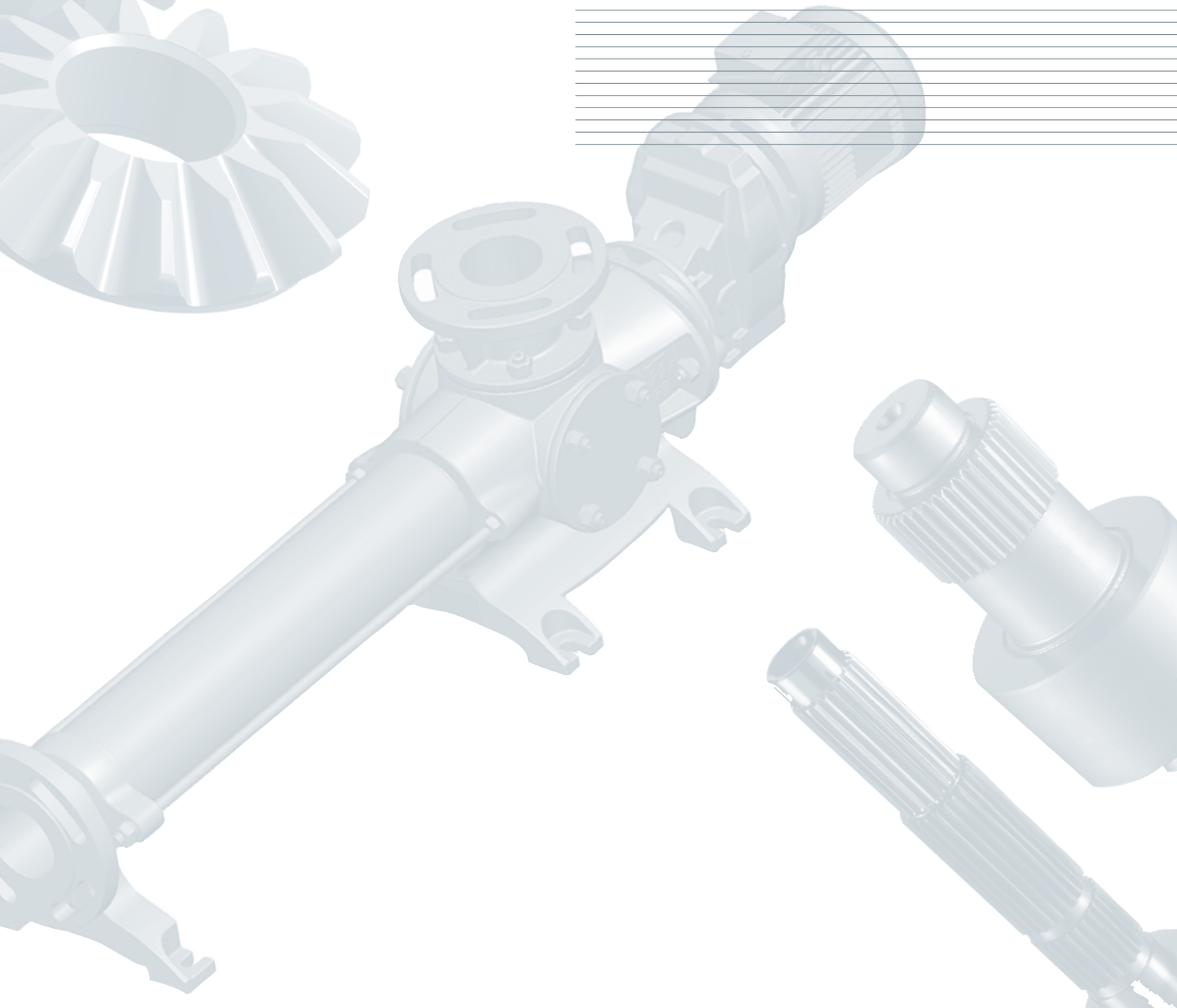




**Assemblée Générale Mixte
du 25 Juin 2009**



Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2009

Sommaire

Eléments Financiers et Juridiques

Groupe Gévelot

Sociétés du Groupe	p. 2
Organigramme	p. 3
Administration Gévelot SA	p. 4
Ordre du jour de l'Assemblée Générale Mixte	p. 5
Panorama de l'exercice 2008	p. 7

Comptes 2008

Rapport de Gestion du Conseil d'Administration	p. 9
Attestation des Dirigeants sur le Rapport Financier	p. 20
Comptes consolidés au 31 décembre 2008	p. 21
- Rapport des Commissaires aux Comptes	p. 52
Comptes sociaux au 31 décembre 2008	p. 53
- Rapports des Commissaires aux Comptes	p. 72
Résolutions soumises à l'Assemblée Générale Mixte	p. 76

Rapport du Président aux Actionnaires, Loi LSF

- Rapport des Commissaires aux Comptes	p. 79
	p. 83

Rapport sur les Informations Sociales et Environnementales, Loi NRE

	p. 85
--	-------

Société Anonyme au capital de 33 514 005 euros
Siège social, Direction et Administration :
6, boulevard Bineau
92300 Levallois-Perret
562 088 542 R.C.S. Nanterre – SIRET N° 562 088 542 00369

www.gevelot-sa.fr

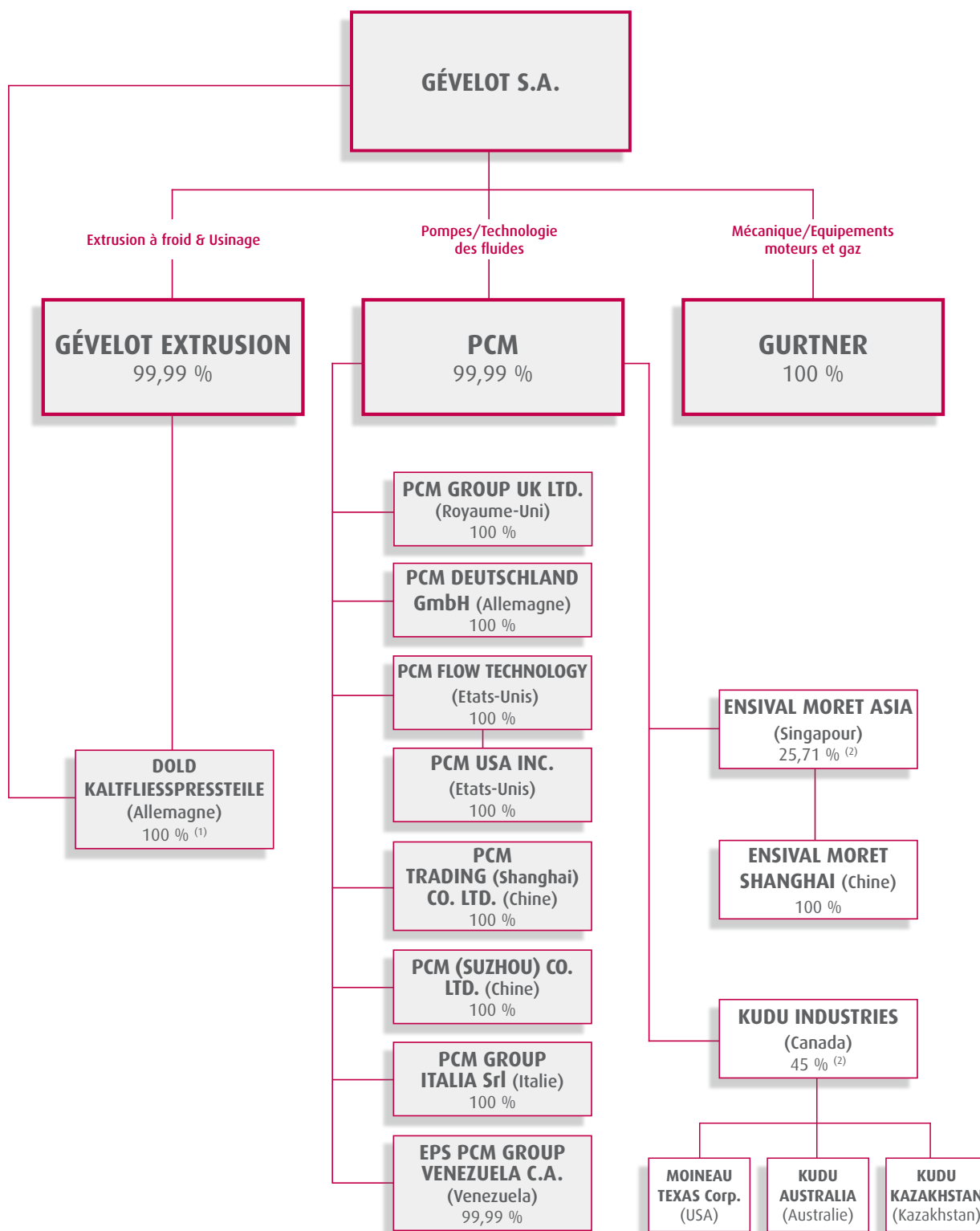
Exercice 2008

Sociétés du Groupe Gévelot

Adresses et Activités

Sociétés	Adresses	Téléphone Télécopie Internet/E-mail	Activités
SOCIETE HOLDING			
Gévelot			
Président-Directeur Général Paolo MARTIGNONI	6, boulevard Bineau 92532 Levallois-Perret Cedex (France)	+33 (0)1 41 49 03 03 +33 (0)1 41 49 03 02 www.gevelot-sa.fr	Gestion de participations industrielles et services s'y rattachant.
SOCIETES FILIALES			
SECTEUR EXTRUSION A FROID & USINAGE			
Gévelot Extrusion			
Président-Directeur Général Patrick LHUILLERY	6, boulevard Bineau 92532 Levallois-Perret Cedex (France)	+33 (0)1 41 49 03 33 +33 (0)1 47 48 90 34 www.gevelot-sa.fr	Extrusion à froid de pièces en acier Usinage et traitement thermique.
• Dold Kaltfließpressteile GmbH	Langenbacher Strasse 17/19 D-78147 Vöhrenbach (Allemagne)	+49 (0)7727/509-0 +49 (0)7727/509-166 www.doldgmbh.de	Extrusion à froid de pièces en acier. Usinage et traitement thermique.
SECTEUR POMPES/TECHNOLOGIE DES FLUIDES			
PCM			
Président-Directeur Général Jacques FAY	17, rue Ernest Laval B.P. 35 92173 Vanves Cedex (France)	+ 33 (0)1 41 08 15 15 + 33 (0)1 41 08 15 00 www.pcm.eu	• Solutions en technologie des fluides • Pompes volumétriques : à rotor excentré PCM Moineau, PCM Vulcain, à tube PCM Delasco, doseuses PCM Précipompe, à lobes PCM Ecolobe • Marché de l'Industrie, de l'Agro-Alimentaire et de la Production Pétrolière
- PCM Group UK Ltd.	Pilot Road -Phoenix Parkway Corby, NN17 5YF (Royaume Uni)	+44 (0)1536 740200 +44 (0)1536 740201 www.pcm.eu	Fabrication, vente et services de pompes volumétriques, Systèmes de dosage de réactifs et de solutions en technologie des fluides
- PCM Deutschland GmbH	Wiesbadener Landstrasse 18 65203 Wiesbaden (Allemagne)	+49 (0)611/60977-0 +49 (0)611/60977-20 www.pcm.eu	Fabrication, commercialisation et services de pompes volumétriques
- PCM Flow Technology Inc. - PCM USA Inc.	11940 Brittmoore Park Drive Houston, Tx 77041 (Etats Unis)	+1 (713) 896 4888 +1 (713) 896 4806 www.pcmusa-inc.com	Gestion de participations industrielles et services s'y rattachant. Fabrication, commercialisation et services de pompes volumétriques
- PCM Trading (Shanghai) Co. Ltd.	Unit 10A 19 21, Shanghai 2299 Yanan Road (West) 200336 Shanghai (Chine)	+86 (0)2162362521 +86 (0)2162362428	Commercialisation et services de pompes volumétriques
- PCM (Suzhou) Co. Ltd.	Zhonglu Ecological park - Usine 12 & 13 Pingwang Town - Wungjiang city 215221 Jiangsu Province (Chine)		Fabrication, commercialisation et services de pompes volumétriques
- PCM GROUP ITALIA Srl.	6, via Bergamo 20135 Milano (Italie)	+ 39 (0)2 89 65 56 48 + 39 (0)2 92 88 49 50	Commercialisation et services de pompes volumétriques
- EPS PCM GROUP VENEZUELA C.A.	Avenida Ugarte Pelayo C1518 Ciudad comercial Petroriente Nivel 1 Oficina C1 518 6201 Maturin -Monagas (Venezuela)	+ 58 (0)41463388689	Commercialisation et services de pompes volumétriques
- Kudu Industries Inc.	9112 - 40 th Street S.E. Calgary AB - T2C 2P3 (Canada)	+1 403 279 5838 +1 403 279 2192 www.kudupump.com	Fabrication, vente et services de pompes pétrole. Conception et fabrication d'accessoires parapétroliers
• Moineau Texas Corporation	1112 S.Main Street Seminole Texas 79360 (Etats-Unis)	+1 (915) 698 0482 +1 (915) 698 11 55	Vente et services de pompes pétrole
• Kudu Australia Pty Ltd.	L3, 349 Coronation Drive Milton, QLD, 4064 (Australie)	+(61) 7 3842 3105 +(61) 7 3371 7300	Vente et services de pompes pétrole
• Kudu Kazakhstan LLP	50 Yablonevyy Sad Street Baghashi Village, Karasai District Almaty Oblast, 040907 (Kazakhstan)	7-3272-993-092 7-3272-993-119	Vente et services de pompes pétrole
- Ensival Moret Asia Pte Ltd. (EMA)	9 Tai Seng Drive #02-02 Hesche Building 535227 Singapore (Singapour)	+(65) 281 06 67 +(65) 281 09 08	Gestion de participations industrielles et services s'y rattachant
• Ensival Moret Shanghai Co. Ltd. (EMS)	N° 1590, Li An Road Minhang District 201100 Shanghai (Rep. Populaire de Chine)	+(86) 2154889599 +(86) 2154889399	Fabrication et commercialisation de pompes industrielles
SECTEUR MECANIQUE/EQUIPEMENTS MOTEURS ET GAZ			
Gurtner			
Président-Directeur Général Bruno TRACCO	40, rue de la Libération B.P. 129 25302 Pontarlier Cedex (France)	+33 (0)3 81 46 70 22 +33 (0)3 81 39 29 50 www.gurtner.fr	Solutions pour la circulation des fluides dans les domaines des équipements moteurs et des équipements de gaz

Organigramme du Groupe Gévelot



N.B. Les pourcentages indiqués sont les pourcentages de contrôle direct

(1) Société contrôlée à 20 % par Gévelot SA et 80 % par Gévelot Extrusion au 1^{er} janvier 2009

(2) Sociétés mises en équivalence

Administration Gévelot S.A.

au 25 juin 2009

Conseil d'Administration

Président-Directeur Général

Paolo MARTIGNONI

Administrateurs

Roselyne MARTIGNONI

Claudine BIENAIMÉ

Charles BIENAIMÉ

Pascal HUBERTY

Philippe DESTOURS

Roberto BARABINO

Mario MARTIGNONI

Direction

Directeur Général

Paolo MARTIGNONI

Directeur Général Délégué

Philippe BARBELANE

Commissaires aux Comptes

Titulaires

PricewaterhouseCoopers Audit (PwC)
représenté par Pierre RIOU

Cabinet ROUSSEL & ASSOCIES (CREA)
représenté par Bernard ROUSSEL

Suppléants

FIDEAC
Représenté par Jean MARIÉ

Philippe BAILLIN

Ordre du jour

de l'Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2009

De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration sur la marche de la Société pendant l'exercice 2008,
- Rapports des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Sociaux et Consolidés de cet exercice,
- Examen et approbation des Comptes Sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2008,
- Examen et approbation des Comptes Consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2008,
- Approbation des Conventions visées à l'Article L.225-38 du Code de Commerce,
- Affectation des résultats de l'exercice 2008,
- Administrateurs,
- Quitus aux Administrateurs,
- Autorisation à consentir au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à l'achat par la Société de ses propres actions.

De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

- Délégation de pouvoir à consentir au Conseil d'Administration en vue de réaliser une Augmentation de Capital réservée aux Salariés, Adhérents d'un Plan d'Épargne d'Entreprise du Groupe,
- Autorisation à consentir au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à la réduction du capital par annulation d'actions achetées.

De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire

- Pouvoirs,
- Questions diverses.



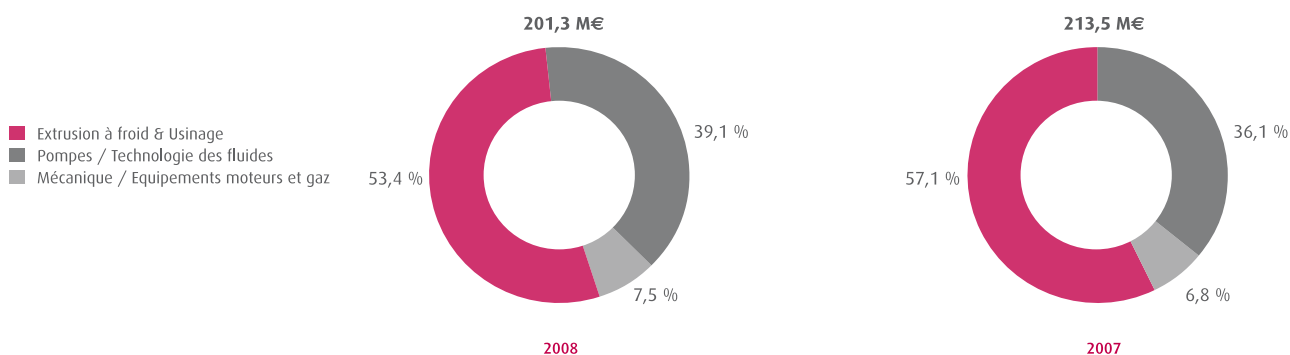
Panorama

de l'exercice 2008

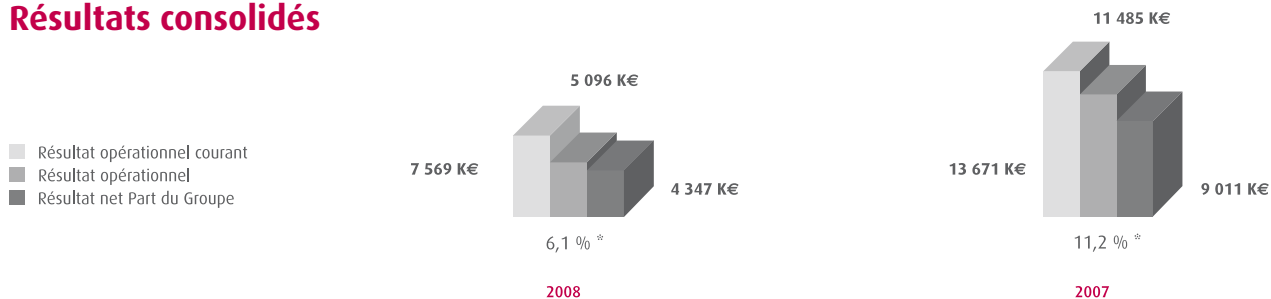
Chiffres clés

(en milliers d'euros)	2008	2007	Variation en %
Groupe			
Chiffre d'affaires hors taxes consolidé	201 271	213 519	(5,7)
Part réalisée hors France	115 720	124 253	(6,9)
Résultat opérationnel courant	7 569	13 761	(45,0)
<i>Dont Amortissements</i>	(9 532)	(9 173)	3,9
<i>Dont Dépréciation Actif IAS 36 (dotation/reprise nette)</i>	(1 502)	917	-
Résultat opérationnel	5 096	11 485	(55,6)
Résultat courant avant impôts	4 145	10 172	(59,3)
Résultat net	4 350	9 015	(51,8)
Résultat net Part du Groupe	4 347	9 011	(51,8)
Résultat net par actions (en euros)	4,54	9,41	(51,8)
Part des intérêts minoritaires	3	4	(25,0)
Marge brute d'autofinancement	15 823	18 166	(12,9)
Effectifs	1 413	1 489	(5,1)
Gévelot S.A.			
Chiffre d'affaires hors taxes	3 603	3 533	2,0
Résultat courant	3 165	3 653	(13,4)
Résultat exceptionnel	(2 142)	(1 592)	-
Résultat net	2 290	2 793	(18,0)
Marge brute d'autofinancement	4 604	4 526	1,7
Dividende net par action (en euros)	2,00	2,20	(9,1)
Effectifs	7	7	-

Chiffres d'affaires consolidés par secteurs d'activité



Résultats consolidés



* Les pourcentages correspondent au résultat opérationnel courant sur capitaux propres



Rapport de gestion du Conseil d'Administration

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la Loi et aux Statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte pour vous rendre compte de l'activité de notre Société et de ses Filiales au cours de l'exercice écoulé et soumettre à votre approbation les Comptes Sociaux ainsi que les Comptes Consolidés arrêtés au 31 décembre 2008.

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 201,3 M€ contre 213,5 M€ en 2007, soit une baisse de 5,7 %.

Pour le Secteur Extrusion, le chiffre d'affaires de 107,4 M€ est en baisse de 11,9 % sur 2007 dans un contexte de réduction d'activité des donneurs d'ordres, Constructeurs et Equipementiers automobiles, particulièrement sur le deuxième trimestre 2008. La Filiale allemande Dold a également subi un net ralentissement d'activité durant les derniers mois de l'année 2008.

Le chiffre d'affaires du Secteur Pompes à 78,6 M€ est en progression de 2,0 % sur 2007, la faiblesse constatée depuis le début de l'année vers l'Amérique du Nord ayant pu être compensée par les premières facturations en fin d'exercice sur des commandes significatives à l'Export. Les fournitures à l'industrie sur le Marché Européen restent néanmoins en retrait du fait de la crise économique actuelle touchant les biens d'équipement.

Le chiffre d'affaires du Secteur Mécanique 15,1 M€ est en progression de 4,2 % sur l'exercice 2007, année en repli et à périmètre non comparable. La progression des volumes est due aux premières fournitures de nouvelles pièces pour l'Automobile, les autres marchés carburateurs première monte et rechange étant en diminution significative.

Le résultat opérationnel courant consolidé s'établit à 7,6 M€ contre 13,8 M€ soit en repli de 45 %.

Le résultat opérationnel est positif à 5,1 M€ contre 11,5 M€ en repli de 55,6 %.

Le résultat financier est négatif de 0,9 M€ contre 1,3 M€ en 2007.

Au final, le résultat net consolidé du Groupe en 2008 est positif de 4,3 M€ contre 9,0 M€ en 2007.

La contribution des différents Secteurs d'activité aux résultats consolidés d'ensemble est développée dans l'Annexe des Comptes Consolidés.

Les activités des Sociétés incluses dans le périmètre du Groupe sont développées ci-après (les données chiffrées sont extraites des comptes individuels de chaque société) :

Activités de la Société-Mère

Gévelot S.A.

Le chiffre d'affaires de GEVELOT S.A., Société-Mère, constitué de loyers et de prestations, s'est élevé à 3 603 K€, en hausse de 1,9 % due à une progression des loyers de 1,1 % principalement ceux de PCM et de la mise à disposition, sous bail précaire, du fait de l'acquisition des nouvelles surfaces de bureaux du 6^{ème} étage de Levallois, des surfaces du 3^{ème} étage libérées à cette occasion.

Le résultat d'exploitation de l'exercice s'élève à 1 114 K€ contre 1 224 K€ en 2007, repli dû à la progression des charges externes, notamment des charges d'entretien des Sites du Secteur Extrusion.

Le résultat financier s'élève à 2 051 K€ contre 2 429 K€ intégrant la contribution de nos filiales en termes de dividendes qui se situe à 1 417 K€ contre 1 728 K€, repli dû à l'interruption du dividende de Gurtner.

Le résultat courant avant impôt s'établit à 3 165 K€ contre 3 654 K€ en 2007.

Le résultat exceptionnel est négatif de 2 142 K€ contre 1 592 K€. Il intègre une provision intra-groupe pour charges d'impôts futurs sur déficits reportables de nos filiales pour 1 745 K€, une charge d'amortissements dérogatoires nets de 327 K€. Diverses charges nettes sont par ailleurs constatées pour 70 K€.

Après une charge d'impôt Sociétés de 486 K€ et constatation de 1 754 K€ d'économie d'impôt liée au régime d'intégration fiscale, le bénéfice net social s'établit à 2 290 K€ contre 2 793 K€ en 2007. Les investissements se sont élevés à 1,4 M€ contre 0,2 M€ en 2007 et correspondent essentiellement au solde de l'acquisition de nouvelles surfaces à Levallois-Perret.

Activités des Filiales

Secteur Extrusion, Usinage

Les ventes consolidées de ce Secteur ont atteint 107,4 M€.

Les investissements incorporels et corporels se sont élevés à 6,7 M€ contre 5,9 M€ en 2007.

Gévelot Extrusion

Le marché automobile européen est en repli global sur l'année 2008 de 7,8 % après une forte baisse constatée au troisième trimestre (-9,8 %) et surtout au dernier trimestre (-19,3 %). Les perspectives d'activité restent très incertaines et le repli global du marché est annoncé en repli de -15 % à -20 % sur l'ensemble de l'année après un premier semestre très faible.

Le chiffre d'affaires 2008 s'élève à 64 941 K€ en repli de 12,1 % sur 2007. L'effet baisse de volume est très conséquent et les nouveaux marchés et montées en cadence restent insuffisants pour combler cet écart et les pertes de marchés subies ou initiées, particulièrement sur les Etats-Unis. La production de l'exercice se monte à 64 391 K€, en repli de 12,7 % par rapport à 2007.

Le résultat d'exploitation est négatif de 1 480 K€ (192 K€ positif en 2007) après une charge d'amortissements de 3 280 K€ (3 199 K€ en 2007) et de redevances de Crédit-bail de 1 235 K€ (773 K€ en 2007).

Le résultat financier apparaît négatif de 391 K€ contre 1 006 K€ en 2007 du fait d'une meilleure contribution en termes de dividende de la filiale allemande Dold (560 K€ contre 160 K€ en 2007) et du fait des premiers effets positifs de la diminution de l'endettement financier.

Le résultat exceptionnel reste négatif de 2 012 K€ contre 2 030 K€ en 2007. Il intègre 1 654 K€ de charges et coûts sur restructuration, des dotations nettes aux provisions réglementées pour 568 K€ et 207 K€ de divers produits nets.

Après prise en compte d'un crédit impôt recherche, le résultat net de l'exercice 2008 s'élève ainsi négatif à 3 465 K€ contre 2 844 K€ en 2007.

La Capacité d'Autofinancement est de 1 167 K€ contre 2 841 K€ en 2007.

L'effectif global au 31 décembre 2008 s'établit à 547 personnes dont 2 CDD et 0 intérimaire, contre 645 personnes dont 59 intérimaires en décembre 2007 soit un repli de 15 %.

Dold Kaltfließpressteile GmbH (Allemagne)

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2008 s'est élevé à 43 092 K€ contre 48 504 K€ en 2007 soit un retrait de 11,2 %. La Production de l'exercice, en repli de 13,0 %, se monte à 42 582 K€.

Le Résultat d'exploitation est bénéficiaire de 1 376 K€ contre 2 722 K€ en 2007 en baisse de 49,4 %.

Le résultat financier est négatif de 85 K€ contre 181 K€ en 2007.

Le résultat exceptionnel est négatif de 494 K€ correspondant aux coûts de restructuration.

Le résultat net ressort bénéficiaire à 659 K€ contre 2 043 K€ en 2007 après une charge de 138 K€ d'impôts.

La Capacité d'Autofinancement s'élève à 2 494 K€ contre 4 777 K€ en 2007.

L'effectif global au 31 décembre 2008 s'élève à 339 personnes, dont 9 apprentis, contre 373 dont 11 apprentis au 31 décembre 2007 soit une baisse de 9 %.

Secteur Pompes, Technologie des Fluides

Les ventes consolidées de ce Secteur se sont élevées à 78,6 M€ contre 77,0 M€ en 2007 soit une progression de 1,9 %.

Les investissements incorporels et corporels se sont élevés à 5,6 M€ contre 2,5 M€ en 2007.

PCM

Le chiffre d'affaires de cette Société s'est élevé en 2008 à 70 139 K€ (dont 62,4 % réalisés à l'Export) contre 69 293 K€ en 2007, soit une progression de 1,2 %.

Le chiffre d'affaires du Département Oil and Gaz à 30 148 K€ est en progression de 6,9 % par rapport à 2007. Le Département Industry a réalisé un Chiffre d'Affaires de 20 376 K€, en baisse de 3,7 % sur 2007 et celui du Département agro-alimentaire s'est élevé à 16 736 K€, stable par rapport à 2007.

Les Services, en baisse à 2,7 M€, représentent 3,8 % du global.

L'activité dégage un Résultat d'Exploitation de 6 100 K€ contre 9 155 K€ en 2007 soit un repli de 33,4 %. La contraction des marges commerciales et la progression des frais commerciaux à l'export expliquent cette baisse.

Le Résultat Financier est positif de 538 K€ contre 509 K€ en 2007. Il intègre des produits financiers de participation en provenance des filiales pour un montant global de 398 K€ (PCM Groupe UK 129 K€, PCM Deutschland GmbH 65 K€ et Kudu 204 K€), des produits liés aux placements pour 128 K€ et un produit net de 12 K€ dû aux écarts de change.

Dans ces conditions, le Résultat Courant avant impôt s'établit à 6 638 K€ contre 9 664 K€ en 2007 soit une baisse de 31,3 %.

Le Résultat Exceptionnel se traduit par une charge nette de 717 K€ contre 920 K€ en 2007 et dont les principaux éléments sont :

- Charges nettes sur litiges commerciaux pour 139 K€
- Reprises de provision pour risque fiscal pour 155 K€
- Dotation aux amortissements exceptionnels pour 42 K€
- Dotation nette aux amortissements dérogatoires pour 747 K€
- Divers produits nets pour 56 K€

La Participation des salariés s'élève à 350 K€ contre 635 K€ en 2007.

L'Impôt sur les Sociétés s'élève à 1 394 K€ contre 2 418 K€ en 2007 après prise en compte d'un crédit d'Impôt Recherche de 323 K€ et d'un complément d'Impôt Société lié à un contrôle fiscal précédent.

L'exercice se solde par un Résultat Net Bénéficiaire après impôt de 4 176 K€ contre 5 691 K€ en 2007.

L'effectif global au 31 décembre 2008 s'établit à 320 personnes dont 8 intérimaires, contre 319 personnes dont 10 intérimaires au 31 décembre 2007.

La Capacité d'Autofinancement s'élève à 5 054 K€ contre 7 341 K€ en 2007 soit un repli de 31,1 %.

Il sera proposé de servir un dividende de 1 504 K€ au titre de 2008.

PCM Group UK Ltd. (Grande-Bretagne)

Le Chiffre d'Affaires de 3 925 K€ contre 3 820 K€ en 2007 est en hausse de 2,7 %. Cette augmentation s'explique par la conjugaison de l'augmentation des ventes de systèmes et par la diminution de la vente de pompes. Cependant, du fait de la dépréciation de la Livre Sterling (-14 % au taux moyen), la valorisation du Chiffre d'Affaires en euros est en repli de 11,5%.

Le Résultat Net de cette Société s'établit à 236 K€ contre 258 K€ en 2007, soit une baisse de 8,5 %. Cette baisse, malgré une augmentation du Chiffre d'Affaires, s'explique par une légère dégradation de la marge sur coûts directs et par une augmentation des frais fixes de 17,5 % soit 40 K€. La réduction du nombre de projets accentue la pression concurrentielle et la baisse des marges.

Un Dividende de 217 K€ a été décidé au titre des résultats de 2008 et a été versé fin février 2009.

L'effectif au 31 décembre 2008 est de 20 personnes contre 26 à fin 2007.

PCM Deutschland GmbH (Allemagne)

Le Chiffre d'Affaires qui s'est élevé à 2 300 K€ a diminué de 2,5 % par rapport à 2007. Cette baisse est essentiellement due à la diminution des ventes de pièces de rechange.

Le Résultat Net bénéficiaire est de 189 K€ contre 209 K€ en 2007 soit un repli de 9,6 %. Ce résultat s'explique par la diminution de la marge sur coût direct passant à 49,8 % liée à la diminution des ventes de pièces de rechange.

Un Dividende de 73 K€ a été décidé au titre des résultats de 2008 et sera versé en avril 2009.

L'effectif au 31 décembre 2008 est de 9 personnes.

PCM Flow Technology (Etats-Unis)

Cette Société, sans activité commerciale, Filiale à 100 % de PCM, créée en avril 2004, contrôle 100 % de l'activité de la Société PCM USA Inc.

PCM USA Inc. (Etats-Unis)

Le Chiffre d'Affaires 2008 s'est élevé à 4 943 KUSD contre 5 129 KUSD en 2007 soit une diminution de 3,6 %. Ceci est principalement lié à la diminution des commissions (-33,2 % par rapport à 2007) d'environ 1/3 versées par PCM SA à cette filiale américaine.

L'avance en compte courant consentie par PCM s'élève à 1 450 KUSD au 31 décembre 2008.

Le Résultat Net est de 279 KUSD contre 671 KUSD en 2007 soit une forte baisse de 58,4 %. Cette diminution résulte du fait que des charges salariales associées aux projets de développement sont maintenant supportées par la Société et non plus par PCM France.

L'effectif au 31 décembre 2008 est de 14 personnes, identique à celui de fin 2007.

PCM Trading (Shanghai) Co Ltd. (Chine)

Cette Société, Filiale à 100 % de PCM, a été créée en août 2006 suite à l'obtention d'une licence commerciale pour une durée de 30 ans. Son capital s'élève à 5 460 464 RMB soit 545 000 € et a été libéré le 27 octobre 2006. Cette filiale a pour but de développer l'activité commerciale de PCM sur la zone Asie-Pacifique.

Du fait des procédures administratives très longues en Chine, l'autorisation de facturer par l'administration chinoise n'a été obtenue qu'en juin 2007.

En 2008, le Chiffre d'Affaires est de 20 770 KRMB contre 15 903 KRMB en 2007. Les commissions versées par PCM France s'élèvent à 5 319 KRMB pour 2008 soit 25,6 % du Chiffre d'Affaires contre 7 246 KRMB soit 45,6 % du Chiffre d'Affaires en 2007.

Le Résultat Net s'établit à 1 975 KRMB contre 3 676 KRMB en 2007 soit en repli de 46,3 %. Compte tenu de la phase de démarrage dans laquelle la Société se trouve, cette évolution n'est pas significative.

PCM (Suzhou) Co Ltd. (Chine)

Cette Société a été créée fin janvier 2009 et du fait de la disponibilité des locaux en février 2009 n'a commencé sa production qu'en mars 2009.

PCM Group Venezuela C.A. (Venezuela)

Cette Société, filiale à 99,99 % de PCM, a été créée en mai 2008.

Les lenteurs administratives inhérentes au Venezuela ont empêché le démarrage des activités opérationnelles sur 2008. De ce fait, aucun Chiffre d'Affaires n'a été réalisé sur 2008.

Le Résultat net est donc un déficit de 118 KVEF au 31 décembre 2008, dû aux frais engagés pour la création de la Société.

PCM Group Italia Srl (Italie)

Cette Société, détenue à 100 % par PCM, a été créée début mai 2008. Elle a pour but de développer l'activité commerciale de PCM en Italie.

Le Chiffre d'Affaires réalisé durant le deuxième semestre 2008 s'établit à 118 K€, ce qui est encourageant par rapport à l'organisation commerciale antérieure.

Le Résultat net à fin 2008 est une perte de 43 K€ s'expliquant principalement par des frais de personnel et de recrutement.

Kudu Industries Inc. (Canada)

Le Chiffre d'Affaires consolidé s'établit à 84 214 KCAD contre 78 621 KCAD en 2007, soit une hausse de 7,1 %, due au dynamisme des marchés pétroliers.

Le Résultat Consolidé de l'ensemble ressort bénéficiaire à 4 108 KCAD contre 4 191 KCAD en 2007, soit en diminution de 2 %.

Compte tenu du cours du baril, les nouveaux projets innovants sont ralentis voire suspendus (en particulier ceux qui concernent la production des sables bitumineux par injection de vapeur nécessitant la pompe PCM Vulcain™). Sur la production classique, la concurrence s'intensifie et les marges baissent.

Au titre de l'année 2008, aucun Dividende ne sera versé.

Ensival Moret Asia (EMA) (Singapour)

Cette Société, purement financière, qui contrôle 100 % de la Société industrielle ENSIVAL MORET SHANGHAI (EMS) (Chine) est détenue à 25,71 % par PCM depuis octobre 2002. Son capital a été porté à 3 504 K\$ Singapour en décembre 2005 suite à une augmentation de capital de 1 559 K\$ Singapour.

Le Résultat Net pour l'année 2008 est bénéficiaire de 24 K\$ Singapour, soit 12 K€.

Ensival Moret Shanghai (EMS) (Chine)

Le Chiffre d'Affaires social de EMS pour l'année 2008 s'est élevé à 76 727 KRMB (7 504 K€) contre 70 272 KRMB (6 745 K€) soit une hausse de 9,2 %.

L'activité principale de EMS concerne la Société Ensival Moret. Cette tendance va s'accroître avec la création en 2008 de la Société de fabrication de PCM en Chine et dont l'activité débutera en 2009.

Le Résultat Net est positif de 744 KRMB (73 K€) contre 1 703 KRMB (169 K€) en 2007. Cette diminution du Résultat malgré une augmentation du Chiffre d'Affaires s'explique par la diminution des marges commerciales.

Secteur Mécanique, Equipements Moteurs et Gaz

Le chiffre d'affaires de ce Secteur s'est élevé à 15,1 M€, en progression de 4,5 % sur 2007.

Les investissements industriels se sont élevés à 0,6 M€ contre 1,6 M€ en 2007.

Gurtner

Les ventes nettes se sont élevées en 2008 à 15 134 K€ contre 13 979 K€ en 2007, en progression de 8,3 % sur un périmètre non comparable. Il est à noter qu'en 2007, 656 K€ de ventes avaient été réalisés par les Etablissements Léopold Cléré, Société absorbée fin 2007.

Pour l'activité Equipements Moteurs, le Chiffre d'Affaires des Carburateurs première monte est en baisse de 18,3 %, en revanche la fourniture des carburateurs rechange est en hausse de 6,8 %. Les produits pour Equipementiers Automobiles sont nouvellement commercialisés et se montent à 1 537 K€. Au global, l'activité Equipements Moteurs est en hausse de 5,2 %.

Pour l'activité Equipements Gaz, le Chiffre d'Affaires est en progression de 12,4 % par rapport à 2007. Le chiffre d'Affaires du Gaz Habitat est en hausse de 7 % ainsi que celui des Opérateurs Réseau Gaz de 12,4 %.

Le résultat d'exploitation est négatif de 864 K€ contre 202 K€ négatif en 2007 après une charge d'amortissements en progression de 183 K€, des dotations aux provisions sur Immobilisations de 213 K€ et sur Actif circulant de 336 K€, stocks principalement.

Le résultat financier est négatif de 115 K€ contre 471 K€ en 2007, année qui intégrait le mali sur fusion des Etablissements Léopold Cléré. Ce résultat est principalement composé des coûts de financement du Besoin de Fonds de Roulement par affacturage bancaire.

Le résultat courant est ainsi négatif de 980 K€ contre 673 K€ également déficitaire en 2007.

Le résultat exceptionnel est négatif de 59 K€ et intègre principalement 41 K€ de coûts sociaux et 23 K€ de provisions nettes réglementées.

En termes d'Impôts Sociétés, il a été constaté une charge d'impôt société suite à un contrôle fiscal provisionné en 2007 pour 8 K€ ainsi que divers crédits fiscaux pour 195 K€.

Au final, le résultat net est déficitaire de 852 K€ contre une perte de 708 K€ en 2007.

L'effectif global au 31 décembre 2008 s'établit à 120 personnes contre 140 personnes dont 5 intérimaires en décembre 2007 soit une baisse de 14,3 %.

La Capacité d'Autofinancement est négative de 67 K€ contre 194 K€ positive en 2007.

Activité du Groupe Gévelot

Un changement de méthode comptable est intervenu en 2008 sans incidence significative sur les Comptes Consolidés (voir Note n° 2 de l'Annexe des Comptes Consolidés).

Comptes consolidés

Le Chiffre d'Affaires consolidé de l'exercice s'élève à 201,3 M€.

Le Résultat opérationnel courant s'établit à 7,6 M€ contre 13,8 M€ en 2007, soit en repli de 45 %. Il intègre une provision pour perte de valeur enregistrée dans l'Activité Mécanique (1,5 M€).

Le Résultat opérationnel consolidé avant Impôt est bénéficiaire de 5,1 M€ après prise en compte des autres produits et charges opérationnels pour un montant négatif de 2,5 M€ correspondant principalement aux coûts de restructuration (2,1 M€).

Après une charge d'impôt sur les bénéfices de 1,0 M€ et une contribution aux résultats des Sociétés mises en équivalence de 1,2 M€, le Résultat net consolidé de l'exercice 2008 s'établit à 4,3 M€ contre 9,0 M€ en 2007.

Investissements du Groupe

Les investissements incorporels se sont élevés à 1,8 M€ et les corporels à 12,5 M€, soit au global 14,3 M€ contre 10,2 M€ en 2007. Ils correspondent principalement aux investissements réalisés concernant l'accroissement des surfaces de bureaux à Levallois Perret et l'extension du Site de Production de Champocé-sur-Loire (Secteur Pompes).

Emplois

Les effectifs du Groupe, hors personnels temporaires, s'établissent à 1 414 personnes (dont 424 hors de France), contre 1 489 personnes au 31 décembre 2007 soit un repli global de 5 %.

A fin 2008, Gévelot S.A., pour sa part, employait 7 personnes.

Activité du groupe en matière de recherche et de développement

Pour l'ensemble du Groupe, ces dépenses de recherche et de développement se sont élevées à 2,7 M€. En termes de dépenses de développement, seuls 1,1 M€ ont été activés dans le cadre des dispositions de la Norme IAS 38.

Gévelot Extrusion

Sur l'exercice 2008, 341 K€ ont été activés au titre des frais de développement sur un total de 970 K€.

Le programme 2008 a porté principalement sur le développement de nouvelles familles de pièces pour de nouveaux marchés :

- étude de pignons différentiels avec intégration de nouvelles exigences de tenue en fatigue,
- étude de pièces de structure de berceau moteur,
- étude de corps d'air-bag en version frappe à froid et nouvelle application,
- étude de pièces de colonnes de direction, en particulier, des arbres de coulisses, des manchons antivols et pivots de rotule,
- étude d'un nouveau palier de roulement à bille,
- plan d'expertise des satellites et planétaires pour l'augmentation des performances du différentiel et pour optimisation du processus de fabrication,
- plan d'expertise sur ébauches d'arbres de boîte de vitesses (mise en œuvre d'un processus avec simplification de l'élaboration de la matière première).

PCM

Sur l'exercice 2008, 133 K€ ont été activés au titre des frais de développement sur un total de 199 K€.

Les dépenses de recherche retenues dans le cadre des coûts éligibles au Crédit d'Impôt sont comptabilisées en charges au cours de l'exercice. Elles sont liées à la mise au point de nouveaux produits et à des études de recherche industrielle et correspondent à des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'amortissement et s'élèvent à 1 077 K€ pour l'exercice 2008.

Le Département Innovation s'est doté en 2008 d'un outil performant de gestion des données techniques (Product Data Management), permettant un travail collaboratif entre sites en toute sécurité. Les premières études de simulation numérique en mécanique des fluides ont également démarré avec succès, en partenariat avec des industriels renommés.

En Oil & Gas, la technologie PCM Vulcain™ progresse et apporte une solution au pompage des huiles lourdes et extralourdes dans de nombreux pays. Certains projets de développement ont néanmoins été ralentis du fait de la faiblesse du prix du baril.

Ces frais ont généré un Crédit d'Impôt Recherche de 323 K€.

Gurtner

En 2008, les efforts de Gurtner en matière de recherche et de développement ont porté sur ses principaux marchés :

Equipements moteurs :

- industrialisation et amélioration du vapo-détendeur GPLC modèle Vapojet,
- étude et développement du vapo-détendeur GPLC modèle Midjet,
- recherche sur les pompes de dosage pour diminuer les taux de rebuts et dégager des pistes de productivité.

Equipements gaz :

- développement d'un détendeur inverseur à indicateur intégré pour mobilhome,
- pré-étude d'un robinet à tournant sphérique pour GPL,
- développement d'un robinet de compteur type D,
- mise en conformité aux normes et aux spécifications GDF des plans de raccords gaz naturel issus du transfert Cléré.

Les frais correspondants, s'élevant à 840 K€, ont été comptabilisés en charges sur l'exercice 2008 et ont généré un Crédit d'Impôt Recherche de 193 K€.

Par ailleurs Gurtner a activé 238 K€ de frais de développement principalement sur la Pompe Fluid 2 et le Vapo-détendeur GPLC.

Structure financière consolidée

Le total de l'actif s'établit à 218,7 M€ contre 228,8 M€ à fin 2007, soit une diminution de 10,1 M€.

L'actif non courant augmente de 1,6 M€ et l'actif courant diminue de 11,7 M€.

Les dettes (hors provisions pour risques et charges) diminuent de 12,2 M€ du fait de la baisse des dettes financières pour 8,0 M€, des dettes d'exploitation pour 4,2 M€ et des dettes sur immobilisations pour 0,2 M€, compensée partiellement par la hausse des passifs d'impôts différés pour 0,2 M€.

La structure financière nette consolidée (trésorerie et équivalents de trésorerie, déduction faite des emprunts établissements de crédit et des dettes financières diverses), toujours négative, s'établit à 10,6 M€, stable sur 2007 du fait de la diminution de l'endettement financier pour 7,2 M€ et compte tenu de la baisse de la trésorerie active nette pour 7,2 M€.

Au total, l'Actif courant s'élève à 109,9 M€ couvrant largement l'ensemble des dettes envers les tiers à moins d'un an, d'un montant de 66,1 M€.

En synthèse, le ratio « Endettement/Capitaux Propres » s'établit à 24,6 % contre 31,1 % à fin 2007.

Le ratio "Endettement/Chiffre d'Affaires" s'élève à 15,1 % contre 17,9 % à fin 2007.

Le coût financier total de l'endettement s'élève à fin 2008 à 1 615 K€ (0,8 % du Chiffre d'Affaires) contre 1 885 K€ en 2007 (0,9 %).

Engagements de retraite

Voir Note N° 16 de l'Annexe des Comptes Consolidés.

Capitaux Propres Consolidés

Voir Etats financiers consolidés (page 24).

Perspectives du Groupe pour 2009

Dans un contexte de grande incertitude quant aux répercussions de la crise économique sur nos diverses activités, les chiffres ci-dessous sont susceptibles d'être révisés.

Société-Mère

Le chiffre d'affaires de Gévelot S.A., constitué de loyers et de prestations, est estimé à hauteur de 3 670 K€ contre 3 603 K€ en 2008, en hausse de 2 %. Les loyers des Sites industriels mis à disposition de Gévelot Extrusion sont toujours maintenus stables dans cette hypothèse et affectés en Compte Courant, hors effet de la variation triennale qui aurait dû intervenir en 2007.

Le résultat d'exploitation pourrait s'établir à 1 330 K€ contre 1 114 K€ en 2008.

Le résultat financier s'établirait en baisse à 1 890 K€ contre 2 051 K€ en 2008.

Le résultat net s'établirait à 2 400 K€ contre 2 290 K€ en 2008.

Les investissements corporels 2009 pourraient s'établir à 0,3 K€ dont 0,2 K€ pour les Sites industriels mis à disposition de notre Filiale Gévelot Extrusion.

A fin mars 2009, le chiffre d'affaires de la Société Gévelot s'élève à 916 K€.

Secteur Extrusion, Usinage

Le chiffre d'affaires consolidé budgété de ce Secteur pourrait s'établir à 89,7 M€, en repli, au global, de près de 20 % sur 2008.

Le chiffre d'affaires, à fin mars 2009, s'élève à 16,4 M€ en baisse de 48 % par rapport à fin mars 2008.

L'activité des premiers mois de l'exercice 2009 est en net retrait et a nécessité la mise en place de mesures de chômage partiel sur les différents sites.

• Gévelot Extrusion

Le chiffre d'affaires 2009 des Sites industriels français pourrait être de l'ordre de 52,0 M€ contre 64,9 M€ en 2008, soit une diminution de 20 %.

Dans un contexte de manque de visibilité sur l'activité à venir, le résultat d'exploitation est prévu en baisse à 2,5 M€ contre un résultat négatif de 1,3 M€ en 2008.

Le résultat financier serait négatif de 0,8 K€.

Le résultat courant s'établirait ainsi négatif de 3,3 M€ contre 1,7 M€ en 2008.

Après un résultat exceptionnel estimé négatif de 1,6 M€ intégrant la constatation d'amortissements dérogatoires et de prévisibles nouveaux

coûts de restructuration, le résultat net après impôt pourrait être à nouveau négatif en 2009 de l'ordre de 4,5 M€, contre 3,5 M€ en 2008.

• Dold

Le chiffre d'affaires budgété de Dold en 2009 pourrait s'établir à 37,5 M€.

Le résultat net devrait rester bénéficiaire mais en léger repli sur 2008.

Secteur Pompes, Technologie des Fluides

Le chiffre d'affaires consolidé budgété pourrait s'établir à 70,8 M€ en repli de 10 %.

Compte tenu des commandes prises fin 2008, particulièrement dans le domaine Oil & Gas et livrées en ce début d'année, le chiffre d'affaires de ce Secteur s'élève à 16,7 M€ au 31 mars 2009 et n'est en repli que de 8,2 %.

• PCM

Le Chiffre d'Affaires social budgété pour 2009, d'un montant de 64,2 M€, est estimé en repli de 8,4 % par rapport à 2008.

Le résultat courant de l'exercice 2009 devrait toujours être bénéficiaire, néanmoins en net repli du fait de la dégradation du contexte économique.

Secteur Mécanique, Equipements Moteurs et Gaz

• Gurtner

A fin mars 2009, le Chiffre d'affaires de ce Secteur s'élève à 3,1 M€, en repli de 21,2 % sur 2008.

Le chiffre d'affaires net 2009, pourrait s'élever à 12,4 M€ en retrait de 18 %.

La baisse structurelle des ventes des carburateurs et la non rentabilité des développements récents devraient conduire à mettre en œuvre de nouvelles mesures d'adaptation. Le résultat net devrait rester négatif en 2009.

Systèmes d'information et nouvelles technologies

Gévelot Extrusion

En 2008, une refonte des systèmes de Gestion financière et de Gestion des Ressources Humaines de l'Entreprise a été engagée ainsi qu'une mise à jour de la Gestion informatisée de Production. Ont été mis en production et sont désormais opérationnels :

- le logiciel de trésorerie XRT avec automatisation des rapprochements bancaires et virements,
- la montée en version V3 XPPS pour la gestion de production (nouvelles fonctionnalités stock et EDI clients),
- le remplacement de l'ordinateur AS 400 (gain de serveurs avec intégration de la paie et de la comptabilité),
- le système de gestion des temps multisites GTA, interfacé avec le logiciel de gestion des paies,
- le logiciel financier CODA commun à la France et à l'Allemagne avec intégration de la gestion de trésorerie, d'un plan de comptes commun avec Dold et l'automatisation de la sortie des reportings,
- l'archivage électronique de l'intégralité des documents de comptabilité générale et clients.

La version allemande du logiciel de gestion CODA pour la filiale allemande Dold sera opérationnelle, quant à elle, au second trimestre 2009.

PCM

Dans le cadre du développement international du Groupe PCM et de la rénovation des systèmes d'information, trois projets majeurs ont été engagés en 2008.

Tout d'abord dans le domaine de la relation clients, où le projet «Crystal» a été initié afin de remplacer l'outil CRM existant. L'objectif est d'accroître la couverture fonctionnelle du CRM et de livrer un outil multilingue. La première phase de ce projet, limitée aux activités Food et Industry a été testée puis validée, la mise en production s'est déroulée avec succès. Les phases suivantes élargiront l'utilisation de ce progiciel aux Filiales et bureaux internationaux puis à l'activité Oil & Gas.

Le projet ERP Group PCM (ventes, supply chain, comptabilité), engagé en 2008, standardisera un même outil informatique dans l'ensemble des Sites de production. L'organisation de ce projet est basée sur une phase primaire «Core Model» permettant de consolider les paramètres communs pour les différentes entités juridiques de PCM. Cette organisation préalable à tout déploiement minimise les coûts et risques du projet. L'orientation «corporate» dès l'ouverture du projet favorisera la maîtrise des activités de PCM et le contrôle de celles-ci. L'absence de développement spécifique a également été retenue ce qui renforce la pérennité de la solution. Les phases suivantes seront le déploiement en Chine et aux USA.

Enfin, le troisième projet concerne la rénovation de l'infrastructure informatique. Une nouvelle salle informatique, basée en France, a été installée à Champtocé sur Loire pour PCM. Elle est le cœur des systèmes et préserve les données de PCM dans un environnement de droit français. L'apport de ces nouvelles technologies favorise la productivité et la sécurité. Dans le cadre du développement international afin d'assurer la continuité des services, des répliques de structures pourront être mises en place dans les principales Filiales à l'International.

Ces trois projets ont été conduits conformément au plan Directeur des Systèmes d'Information, approuvé par la Direction Générale de PCM. Les budgets et plannings annoncés ont été respectés, les processus et données ont été validés par des contrôles adaptés.

Gurtner

En 2008, les actions de Gurtner dans le domaine des systèmes d'information et des nouvelles technologies ont été les suivantes :

- Achat d'un module de paie et comptabilité (Orchestra) permettant de disposer d'un ERP intégré à partir de 2009,
- Augmentation de la capacité du disque et de la mémoire de l'ordinateur IBM AS400, solution préférée à un changement d'AS400 plus onéreux,
- Refonte complète du système d'impression des étiquettes permettant de répondre aux futures exigences de GdF.

Fonctionnement des Organes Sociaux

Le Conseil d'Administration est composé de huit Membres et s'est réuni trois fois en 2008.

Le Comité d'Audit, en 2008, est toujours composé de trois Membres. Ils se sont réunis trois fois, ont rédigé un Rapport et en ont commenté les principales remarques et conclusions aux Administrateurs.

Délégation en cours de validité

A ce jour, aucune Délégation de l'Assemblée au Conseil d'Administration n'est en cours.

Administrateurs

Il sera proposé à cette même Assemblée, le renouvellement des Mandats d'Administrateur de Monsieur Paolo MARTIGNONI, de Mademoiselle Claudine BIENAIMÉ, de Monsieur Charles BIENAIMÉ.

Mandataires sociaux : Rémunérations et Fonctions

En application des dispositions de l'Article L 225-102-1 du Code de Commerce, nous vous rendons compte des rémunérations et des avantages de toute nature versés en 2008, par la Société Gévelot SA, les Sociétés qu'elle contrôle ou celles qui la contrôlent à chacun des Mandataires sociaux de la Société Gévelot S.A., ainsi que des fonctions exercées au cours de l'exercice :

Monsieur Paolo MARTIGNONI, Président-Directeur Général,

a perçu les sommes suivantes :

	en 2008	Rappel 2007
- Rémunération brute fixe versée par la Société	160 004 €	160 004 €
- Jetons de présence bruts versés par la Société et par les Sociétés contrôlées	20 900 €	20 900 €

et exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

- Administrateur de Gévelot
- Administrateur de Gévelot Extrusion
- Administrateur de PCM
- Administrateur de Gurtner

Fonctions hors Groupe :

- Président du Conseil d'Administration et Directeur Général de Sopofam.

Monsieur Philippe BARBELANE, Directeur Général Délégué,

a perçu les sommes suivantes :

	en 2008	Rappel 2007
- Rémunération brute versée par la Société	183 820 €	183 820 €
- Avantages en nature émanant de la Société, évalués à	11 525 €	9 540 €
- Jetons de présence versés par la Société et par les Sociétés contrôlées	8 300 €	8 300 €
- Rémunération variable	15 000 €	15 000 €

et exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

- Représentant Permanent de Gévelot, Administrateur de PCM
- Représentant Permanent de Gévelot, Administrateur de Gurtner

Fonctions hors Groupe : Néant.

Madame Roselyne MARTIGNONI, Administrateur,

a perçu les sommes suivantes :

	en 2008	Rappel 2007
- Jetons de présence versés par la Société et par les Sociétés contrôlées	18 600 €	20 900 €

et exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

- Administrateur de Gévelot Extrusion
- Administrateur de PCM

Fonctions hors Groupe :

- Administrateur de Sopofam
- Administrateur de Rosclodan
- Administrateur de la S.A. Société Immobilière du Boisdormant

Mademoiselle Claudine BIENAIMÉ, Administrateur,

a perçu les sommes suivantes :

	en 2008	Rappel 2007
- Jetons de présence versés par la Société et par les Sociétés contrôlées	22 300 €	22 300 €

et exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

- Administrateur de Gévelot Extrusion
- Administrateur de PCM
- Administrateur de Gurtner
- Président du Comité d'Audit de Gévelot

Fonctions hors Groupe :

- Membre du Conseil de Surveillance de Publicis Groupe SA
- Membre du Comité d'Audit de Publicis Groupe SA
- Membre du Comité de Rémunération de Publicis Groupe SA
- Président de Publicis Groupe Services SAS (France)*

Administrateur de :

- Publicis Conseil SA (France)*
- Solange Stricker ! Finincom SA (France)*
- Groupe ZenithOptimedia SA (France)*

Représentant Permanent de Publicis Conseil dans :

- Publicis Finance Services SA (France)*
- Publicis EtNous SA (France)*
- Re:Sources 133 SAS (France)
- Loeb & Associés SA (France)*
- World Advertising Movies SA (France)*
- Publicis Constellation SA (France)*

Représentant Permanent de :

- Multi Market Services France Holdings SAS (France) dans :
 - Publicis Technology SA*

Membre du Comité de Direction de :

- Multi Market Services France Holdings SAS*

Directeur de :

- Publicis Groupe Investments BV (Pays-Bas)
- Publicis Holdings BV (Pays-Bas)
- Publicis Groupe Holdings BV (Pays-Bas)

et par ailleurs :

Président-Directeur Général de :

- Société Immobilière du Boisdormant SA (France)

Directeur Général Délégué de :

- Rosclodan SA (France)
- Sopofam SA (France)

Gérant de :

- SCI Presbourg Etoile (France)

* Fin de mandat au cours de l'exercice 2008

Monsieur Philippe DESTOURS, Administrateur,

a perçu, les sommes suivantes :

	en 2008	Rappel 2007
- Jetons de présence versés par la Société et les Sociétés contrôlées	19 900 €	19 900 €

et exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

- Administrateur de PCM
- Représentant Permanent de Gévelot, Administrateur de Gévelot Extrusion
- Membre du Comité d'Audit

Fonctions hors Groupe : Néant.

Monsieur Charles BIENAIMÉ, Administrateur,

a perçu les sommes suivantes :

	en 2008	Rappel 2007
- Jetons de présence versés par la Société et par les Sociétés contrôlées	12 600 €	12 600 €

et exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

- Administrateur de Gévelot Extrusion
- Fonctions Hors Groupe :
- Président du Conseil d'Administration de Rosclodan
 - Membre du Directoire de Meeschaert Family Office
 - Directeur Général de Meeschaert Family Office (France)
 - Administrateur de Meeschaert Family Office (Belgique)
 - Administrateur de Meeschaert Family Office (Suisse)
 - Membre du Directoire de la Financière Meeschaert
 - Administrateur de la Financière Meeschaert.

Monsieur Roberto BARABINO, Administrateur,

a perçu les sommes suivantes :

	en 2008	Rappel 2007
- Jetons de présence versés par la Société et par les Sociétés contrôlées	14 000 €	14 000 €

et exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

- Administrateur de PCM
- Fonctions hors Groupe :
- Administrateur de Vama spa
 - Administrateur de ASG Superconduttori spa
 - Administrateur de Omba Impianti & Engineering spa
 - Administrateur de Tectubi spa
 - Administrateur de Sima Impianti + Tectubi spa
 - Administrateur de Paramed srl
 - Administrateur de Betazero srl

Monsieur Pascal HUBERTY, Administrateur,

a perçu les sommes suivantes :

	en 2008	Rappel 2007
- Jetons de présence versés par la Société et par les Sociétés contrôlées	8 000 €	8 000 €

et n'exerce au sein du Groupe Gévelot aucune autre fonction

Fonctions hors Groupe :

- Responsable Développement Commercial au sein de l'Organisation ALTERPACK depuis janvier 2009.
- Gérant de Sociétés

Monsieur Mario MARTIGNONI, Administrateur,

a perçu les sommes suivantes :

	en 2008	Rappel 2007
- Rémunération brute versée par la Société	37 985 €	1 350 €
- Jetons de présence versés par la Société et par les Sociétés contrôlées	16 900 €	12 900 €

et exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

- Administrateur de Gévelot Extrusion
- Administrateur de PCM
- Administrateur de Gurtner
- Président et Administrateur de PCM GROUP Italia Srl

Fonctions hors Groupe :

- Directeur Général Délégué et Administrateur de Sopofam.

Cette information porte sur les sommes versées tant par notre Société que par les Sociétés contrôlées par elle au sens de l'Article L 233-16 du Code de Commerce.

Les Sociétés Sopofam et Rosclodan n'ont versé aucune rémunération aux Mandataires Sociaux de Gévelot SA.

Il n'y a pas eu en 2008 de dépenses engagées au titre des retraites des Dirigeants Sociaux.

Conséquences sociales et environnementales de l'activité

Gévelot S.A., Société cotée sur Euronext Compartment C, de NYSE Euronext, publiera en annexe de son Rapport de Gestion un document consolidé relatif au Développement Durable, reprenant des informations en matière Sociales et Environnementales, conformément aux dispositions initialement prévues par les Articles D 148-2 et 148-3 du Décret du 23 mars 1967, modifiées par le Décret n° 2002.221 du 20 février 2002.

Gestion des Risques

Dans le cadre de la description des principaux risques auxquels le Groupe est confronté, les points suivants peuvent être retenus.

Risques Généraux

1. Risques Marchés

Le Groupe est positionné sur plusieurs marchés distincts, ce qui limite son exposition aux variations d'un seul secteur.

- Le marché du Secteur Extrusion

Sur le marché de l'automobile du secteur Extrusion, les risques « marchés » sont de deux natures :

- Tout d'abord, un marché qui se délocalise depuis plusieurs années vers les pays dits « Low Cost » avec deux conséquences, une perte de volumes lorsque des voitures ou sous-ensembles sont effectivement fabriquées à l'étranger et une forte pression sur les prix de vente et donc des marges pour rester compétitif et éviter ces délocalisations et pertes de marché.

Cette situation se retrouve aussi bien en France (Gévelot Extrusion) qu'en Allemagne (Dold) bien que dans une moindre mesure.

- Par ailleurs, la baisse des ventes de véhicules neufs, effet de la conjoncture sur un marché structurellement sur-capacitaire.

La crise actuelle touche fortement l'industrie automobile, qui a vu ses ventes s'effondrer, entraînant la fermeture temporaire d'unités de production de voitures en Europe. Le Secteur Extrusion qui travaille exclusivement pour le secteur automobile a vu ses ventes diminuer dans les mêmes proportions.

La France et l'Allemagne ont mis en place des plans d'aide au secteur ainsi que des plans de relance de la consommation (prime à la casse). Les effets en sont attendus à partir du 1^{er} semestre 2009.

- Le marché du Secteur Pompes

L'activité spécifique des Pompes Pétrole est sensible à la baisse du prix du baril, notamment lorsqu'il passe sous le seuil des 80 \$. Sous ces niveaux, il est généralement constaté un frein sur les installations de nouveaux puits et donc sur l'investissement. Ceci affecte plus particulièrement la nouvelle pompe Vulcain™ permettant l'extraction des schistes bitumineux dont l'huile est plus coûteuse à extraire.

De par sa participation à hauteur de 45 % dans sa filiale KUDU dont l'activité est uniquement pétrolière (installation de puits), PCM est

d'autant plus sensible aux fluctuations de ce marché. En effet, Kudu assure environ 20 % des ventes de PCM dans le secteur Pétrolier.

Les performances des autres pompes (secteur Alimentaire et secteur Industriel) sont généralement liées à l'activité économique générale en France comme à l'étranger.

La politique de décentralisation des bureaux commerciaux (USA, Italie, Chine, Venezuela) plus proche des lieux d'extraction rend moins sensible PCM à un risque de baisse d'activité sur un seul pays mais n'a pas permis d'éviter les effets d'une crise mondiale.

Le marché du Secteur Mécanique

Gurtner se trouve depuis quelques années en perte de vitesse sur son marché des carburateurs « Première Monte » du fait de la délocalisation des productions de « Deux Roues » vers la Chine. Son activité « Rechange » se trouve aussi confrontée à une concurrence sur les prix de la part de Pays « Low Cost ».

La pompe à additif, nouveau marché de Gurtner dans le secteur automobile, connaît elle aussi les mêmes baisses de volumes que celles rencontrées dans le Secteur Extrusion.

2. Risques Pays

Le Groupe est exposé aux risques Pays pour une petite partie de son activité dans le domaine principalement du Secteur Parapétrolier. Cette exposition reste néanmoins non significative.

Risques Financiers

De par ses activités, le Groupe est exposé à différentes natures de risques financiers. Ces risques sont liés aux activités industrielles et commerciales du Groupe, à ses besoins de financement ainsi qu'à sa politique d'investissement notamment à l'international. Ils sont principalement rattachés à des risques de variations de taux de change, de taux d'intérêt mais aussi à de brusques variations des prix des matières premières.

1. Risques financiers liés aux activités industrielles et commerciales

- Risques de change

Le Groupe Gévelot est exposé dans ses activités industrielles et commerciales aux risques financiers pouvant résulter de la variation des cours de change de certaines monnaies du fait de la localisation de ses sites de production en zone euro et de ses zones de vente localisées dans le monde entier et impliquant des facturations en devises étrangères.

La gestion du risque de change de l'activité des Pompes et Technologies des Fluides est basée sur un principe de facturation des entités de production du Groupe aux entités de commercialisation dans la monnaie locale de ces dernières. Ces facturations intersociétés font l'objet d'une couverture de change à terme de leur règlement si les montants sont significatifs.

Le même principe est appliqué aux ventes hors Groupe, principalement dans le secteur des Pompes, pour la facturation en devises aux Clients. Des couvertures à terme sont mises en place dès la matérialisation d'une opération de vente en devises.

Le Groupe n'effectue pas d'opération de couverture de change ferme sur ses ventes futures ; la marge opérationnelle est donc sujette dans le futur à des variations en fonction de l'évolution des taux de change.

De même, le Groupe n'a pas procédé à la mise en place de couverture de change pour ses actifs détenus en devises étrangères.

- Risques de variation de prix

Le Groupe est sensible aux variations des cours de ses matières premières, notamment l'Acier dans le Secteur Extrusion. Pour faire face à de futures variations qui pourraient impacter de manière

significative la marge opérationnelle, le Groupe développe la multiplicité des sources d'approvisionnement et a recours quand cela lui est possible à des contrats contenant des clauses de variations de prix encadrés pour ses fournisseurs ou ses clients.

- Risques de crédit

Le Groupe accorde une attention particulière à la sécurité des paiements des biens et services qu'il délivre à ses clients.

Pour le Secteur de l'Extrusion, l'activité est concentrée sur un nombre restreint de Clients qui présentaient traditionnellement d'excellentes garanties financières. Par ailleurs, le Secteur Extrusion est relativement protégé par ses produits, difficilement interchangeables, souvent objets de procédures d'homologation longues et complexes, qui le positionnent en Fournisseur incontournable sur de courtes périodes.

Depuis peu, le Secteur Extrusion s'est désengagé de marchés à l'International (USA notamment) et s'est recentré sur les marchés nationaux européens (France et Allemagne) qui présentent une plus faible exposition aux risques d'impayés.

Enfin, lorsque cela est possible, le Secteur recourt à l'Assurance Crédit.

L'activité du Secteur des Pompes présente relativement plus de risque. Toutefois, hormis quelques grands clients Export du secteur Pétrolier, qui font d'ailleurs l'objet de suivis particuliers (limitation des livraisons en fonction des encours), les autres clients de PCM ne présentent pas de risques individuels significatifs et font généralement l'objet de procédures de recouvrement par des sociétés spécialisées.

Enfin, l'un des clients principaux de PCM sur le secteur Pétrolier est Kudu Inc., société canadienne dans laquelle PCM détient 45 % du Capital. L'émergence d'un risque sur ce client ne pourrait échapper à PCM.

Les paiements des autres clients du Groupe font l'objet de mécanismes appropriés de sécurisation. Nous tenons à rappeler que sur l'exercice 2008, PCM n'a enregistré que 15 K€ de défaillances de paiements pour un Chiffre d'Affaires de 70 M€.

2. Risques liés aux opérations de financement

Le Groupe fait appel au secteur bancaire pour les opérations de financement de ses activités Industrielles et Commerciales qui le nécessitent.

Dans le contexte financier et économique particulièrement difficile actuellement, les sociétés du Groupe sont confrontées à des difficultés de trésorerie à court terme en raison d'un niveau d'activité insuffisant mais aussi du fait de la mise en place de solutions d'adaptations souvent consommatrices de Trésorerie, dans un premier temps tout du moins.

Des opérations de refinancement pour Gévelot Extrusion France ont été mises en place et d'autres sont à l'étude, notamment par l'utilisation de fonds garantis dans le cadre de programmes nationaux de support à l'Industrie automobile, pour lui permettre de surmonter au mieux la baisse d'activité de ce secteur.

Les autres Sociétés du Groupe présentent un niveau d'endettement très faible voire nul.

- Risques de variation de taux

Lorsque cela s'avère nécessaire (montant d'emprunt significatif), le Groupe met en place des outils de couverture de variation des taux d'intérêt pour les emprunts à taux variables d'échéance longue et de montant important. Pour cela, le Service trésorerie centralisé du Groupe analyse le portefeuille et propose les outils appropriés (Swap de taux) pour limiter les risques futurs dans des limites de coûts appropriés et maîtrisés.

3. Risques financiers liés aux opérations d'investissements réalisés à l'étranger

- Risques de change

Le Groupe détient des investissements à l'étranger, et hors de la zone Euro, dont les actifs nets sont exposés au risque de conversion des devises. Ces actifs nets, principalement situés au Canada, aux USA et bientôt en Chine, ne font pas aujourd'hui l'objet de couverture particulière.

Affectation du résultat

Il sera proposé l'affectation des résultats suivante :

. Bénéfice de l'exercice		2 290 422,02 €
. Report à nouveau antérieur		2 267 818,92 €
. Total à répartir		4 558 240,94 €
. Réserve Légale	114 521,10 €	
. Dividende	1 915 086,00 €	
		- 2 029 607,10 €
. Report à nouveau après affectation		<u>2 528 633,84 €</u>

En cas d'approbation de la répartition mentionnée ci-dessus, le dividende de 2,00 € par action, éligible à l'abattement de 40 % prévu pour les personnes physiques bénéficiaires d'un Crédit d'Impôt plafonné, sera mis en distribution à partir du 1^{er} juillet 2009.

Il est rappelé, conformément aux dispositions légales en vigueur, qu'il a été procédé à la distribution des dividendes suivants au cours des trois derniers exercices :

Exercice	Net	Crédit d'impôt	Nombre d'actions	
			servies	globales
2005	2,20	pm	957 543	983 480
2006	2,20	pm	957 543	957 543
2007	2,20	pm	957 543	957 543

Bourse

Pendant l'année 2008, le cours de l'action, cotée sur Eurolist Compartiment C, de NYSE Euronext, a évolué comme suit :

	Euros
Cours à fin 2007	60,31
Cours le plus bas	16,06
Cours le plus haut	61,39
Cours à fin 2008	16,11
Nombre de titres échangés en 2008	22 822
	2007
	70 995

Au 31 mars 2009, le cours de l'action était de 13,00 € avec un volume d'échange constaté depuis le début de l'année de 15 458 titres.

Actionnariat

Au 31 décembre 2008, la Société Gévelot est contrôlée à hauteur de plus des deux tiers du capital à travers principalement :

- La Société de Portefeuille Familial (SOPOFAM), plus du tiers,
- Société Rosclodan, plus du vingtième.

Par ailleurs, le Fonds Commun de Placement Stock Picking France et la Société de gestion de portefeuille indépendante la Financière de l'Echiquier détiennent chacune plus du vingtième. Enfin, aucune des Sociétés contrôlées par Gévelot ne détient d'action de cette Société.

Le capital de la Société ne fait l'objet d'aucune détention par le Personnel du Groupe, quels qu'en soient le cadre et l'origine.

Charges non déductibles

(Loi du 12 juillet 1965 article 27)

Les réintégrations de frais généraux dans le bénéfice fiscal imposable au cours de l'exercice 2008 ne concernent que la seule entité Gévelot et se sont élevées à 30 199 € contre 24 779 € en 2007.

Projets de modifications concernant le Capital Social de Gévelot S.A.

Trois Résolutions, une à caractère ordinaire (Neuvième Résolution) et deux à caractère extraordinaire (Dixième et Onzième Résolutions) seront proposées.

Neuvième Résolution

La Neuvième Résolution à caractère ordinaire a pour objet d'autoriser le Conseil d'Administration, pour une durée maximum de 18 mois, à faire acheter par la Société un nombre d'actions représentant au maximum 10 % de son capital arrêté à la date de la présente Assemblée, ce qui correspond à 95 754 actions.

Le prix maximum d'achat ne pourra excéder 20 € par action et le montant total consacré à ces acquisitions ne pourra donc pas dépasser 1 915 080 €.

Ces achats interviendraient dans le cadre :

- des Articles L.225-209 et suivants du Code de Commerce qui permettent également d'autoriser le Conseil d'Administration à annuler tout ou partie des actions ainsi acquises dans la limite de 10 % du capital, par périodes de 24 mois,
- du Règlement européen n° 2273 du 22 décembre 2003.

L'autorisation de rachat demandée a pour objet de permettre à la Société de procéder si besoin est à l'annulation éventuelle des actions acquises, sous réserve de l'adoption de la Onzième Résolution à caractère extraordinaire figurant à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Mixte.

Le Conseil d'Administration informera les Actionnaires réunis en Assemblée Ordinaire annuelle de toutes les opérations réalisées en application de la présente Résolution

Dixième Résolution

Cette Résolution à caractère extraordinaire a pour objet une décision à prendre concernant une augmentation de capital réservée aux Adhérents d'un Plan d'Épargne d'Entreprise du Groupe à créer le cas échéant.

Il résulte des dispositions du deuxième alinéa de l'Article L. 225-129-6 du Code de commerce que, tous les trois ans, une Assemblée Générale Extraordinaire est convoquée pour se prononcer sur un projet de Résolution tendant à réaliser une augmentation de capital effectuée dans les conditions prévues aux Articles L. 3332-18 et suivants du Code du Travail (Augmentation de capital réservée au profit des Adhérents à un plan d'épargne d'entreprise (PEE) si, au vu du Rapport annuel de gestion, les actions détenues via un plan d'épargne d'entreprise par le personnel de la Société et des Sociétés qui lui sont liées au sens de l'Article L. 225-180 représentent moins de 3 % du capital).

Le Rapport de gestion fait apparaître que les actions détenues via un plan d'épargne d'entreprise par le Personnel de la Société et des Sociétés qui lui sont liées au sens de l'Article L. 225-180 représentent moins de 3 % du capital.

Le 22 juin 2006, l'Assemblée Générale Mixte avait voté contre le projet de Résolution tendant à une augmentation de capital réservée aux Adhérents à un PEE du Groupe qu'il conviendrait de mettre en place.

Conformément à la loi, il vous appartiendra de vous prononcer à nouveau sur le projet de Résolution tendant à réaliser une augmentation de capital effectuée dans les conditions prévues aux Articles L. 3332-18 et suivants du Code du Travail.

Les principales caractéristiques de l'augmentation de capital qui serait mise œuvre par le Conseil d'Administration, si cette Résolution devait être adoptée, seraient les suivantes :

Montant maximal de l'augmentation de capital : 350 000 € correspondant à 10 000 actions d'un nominal de 35 €.

Le prix de souscription des actions qui seraient émises sera fixé d'après les cours de bourse conformément aux principes posés par l'Article L. 3332-19 du Code du Travail et ne pourra être ni inférieur de plus de 20 % à la moyenne des cours cotés de l'action lors des vingt séances de bourse précédant la décision du Conseil d'Administration relative à la mise en œuvre de l'augmentation de capital, ni supérieur à cette moyenne.

Un rapport des Commissaires aux comptes concernant la suppression du droit préférentiel de souscription vous sera communiqué.

Le Conseil d'Administration se tiendra à la disposition des Actionnaires pour tous renseignements complémentaires.

Onzième Résolution

Cette Résolution à caractère extraordinaire a pour objet d'autoriser le Conseil d'Administration à annuler tout ou partie des actions acquises dans le cadre des Articles L.225-209 et suivants du Code de Commerce (autorisation qui fait l'objet de la Neuvième Résolution) et ce dans la limite de 10 % du capital par périodes de 24 mois.

Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Mesures d'adaptation envisagées dans les différents Secteurs d'activité du Groupe.

La forte dégradation de l'environnement économique mondial constatée au cours des neuf derniers mois pourrait perdurer tout au long de l'année 2009 et au premier semestre 2010.

Une réduction de l'activité de l'ordre de 15 à 25 % est donc à envisager pour tous nos Secteurs d'Activité, particulièrement pour celui lié à l'Automobile.

Afin d'affronter ces conditions exceptionnelles, les Filiales du Groupe ont élaboré dès l'automne 2008, des mesures d'adaptation devant se traduire par l'abaissement significatif des points morts, caractérisé par la diminution des coûts de fonctionnement et des charges de structure et par une réduction des effectifs :

Secteur Extrusion

Un plan de réduction des effectifs a été mis en œuvre dans ce Secteur, se traduisant pour Gévelot Extrusion France par un deuxième Plan de Sauvegarde de l'Emploi envisagé dès début avril 2009 et concernant une cinquantaine de personnes (après celui initié en décembre 2008 et concernant plus de quarante personnes) et, pour la filiale allemande Dold, par la suppression d'une quarantaine de postes.

En termes de liquidité, dans le Secteur Extrusion, les lignes de crédit disponibles ont été mobilisées en ce début d'année et des reports de paiement obtenus de certains Organismes sociaux et fiscaux.

Secteur Pompes

Des réorganisations et de nouvelles politiques commerciales sont envisagées afin de maintenir nos marges. Elles seront confortées par la progression de l'internationalisation des achats et des mesures d'économie sur les frais généraux. De potentielles mesures de chômage partiel pourraient être mises en œuvre dès l'été 2009.

Secteur Mécanique

Dans un contexte de repli des marchés historiques et de non émergence de la stratégie de développement en termes de produits nouveaux rentables, des mesures fortes d'abaissement du point mort pourraient s'avérer nécessaires pour permettre un retour à l'équilibre opérationnel à moyen terme.

Pour tous ces Secteurs, des négociations sont en cours pour obtenir des financements moyen terme liés pour certains d'entre eux à l'innovation ou à l'investissement immobilier, en complément des aménagements ponctuels et limités déjà obtenus de nos principaux Partenaires financiers en ce début d'année 2009.

Le Conseil d'Administration

Attestation des Dirigeants sur le Rapport Financier 2008

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Hervé Siehr

Directeur Financier Groupe

Philippe Barbelane

Directeur Général Délégué

Comptes consolidés au 31 décembre 2008

Bilan consolidé au 31 décembre 2008

(Référentiel IFRS)

ACTIF

(en milliers d'euros)		montant net au 31.12.2008	montant net au 31.12.2007
Ecart d'acquisition	Note 4	834	1 083
Immobilisations incorporelles	Note 4	6 742	6 455
Immobilisations corporelles	Note 4	93 767	92 163
Actifs financiers non courants	Note 10	571	636
Participations dans des entreprises associées	Note 5	6 962	6 901
Impôt différé actif	Note 9	-	-
Autres actifs non courants		-	-
TOTAL ACTIF NON COURANT (I)		108 876	107 238
Stocks et en-cours	Note 11	40 495	40 433
Créances clients et comptes rattachés	Note 12	38 596	46 140
Autres débiteurs	Note 13	8 068	6 604
Créance d'impôt exigible	Note 9	2 002	49
Actifs financiers courants	Note 10	381	124
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 14	20 311	28 222
TOTAL ACTIF COURANT (II)		109 853	121 572
TOTAL GENERAL (I + II)		218 729	228 810

PASSIF

(en milliers d'euros)		montant net au 31.12.2008	montant net au 31.12.2007
Capitaux propres attribuables à la société consolidante		123 461	122 691
Intérêts minoritaires		32	31
TOTAL DE L'ENSEMBLE DES CAPITAUX PROPRES (I)		123 493	122 722
Provisions non courantes	Note 7	3 417	2 602
Passifs financiers non courants	Note 8	10 947	19 074
Passif d'impôt différé	Note 9	11 557	11 353
TOTAL PASSIF NON COURANT (II)		25 921	33 029
Dettes fournisseurs d'exploitation		24 826	28 577
Dettes fournisseurs d'immobilisations		2 886	3 076
Provisions courantes	Note 7	3 171	2 684
Autres créditeurs	Note 15	18 455	18 312
Passif d'impôt exigible	Note 9	58	691
Passifs financiers courants	Note 8	19 919	19 719
TOTAL PASSIF COURANT (III)		69 315	73 059
TOTAL DETTES (II + III)		95 236	106 088
TOTAL GENERAL (I + II + III)		218 729	228 810

Les notes n° 1 à 28 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Résultat consolidé 2008

(Référentiel IFRS)

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en milliers d'euros)

		Exercice 2008	Exercice 2007
Chiffre d'affaires	Note 20	201 271	213 519
Autres produits de l'activité courante	Note 17	3 768	1 395
Produits de l'activité courante	Note 17	205 039	214 914
Charges opérationnelles courantes	Note 18	197 470	201 153
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	Note 20	7 569	13 761
Autres produits opérationnels		835	547
Autres charges opérationnelles		3 308	2 823
RESULTAT OPERATIONNEL	Note 20	5 096	11 485
Coût de l'endettement financier net		(925)	(980)
Résultat des autres produits et charges financiers		(26)	(333)
RESULTAT FINANCIER	Note 19	(951)	(1 313)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS DES ENTREPRISES INTEGREES	Note 20	4 145	10 172
Charge d'impôt	Note 9	1 035	2 693
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES		3 110	7 479
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	Note 5	1 240	1 536
Résultat des activités abandonnées		-	-
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	Note 20	4 350	9 015
PART REVENANT AUX INTERETS MINORITAIRES		3	4
RESULTAT REVENANT A L'ENTREPRISE CONSOLIDANTE		4 347	9 011
RESULTAT PAR ACTION (= RESULTAT DILUE PAR ACTION)		4,54 €	9,41 €

Le résultat par action se calcule en divisant le résultat net distribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion des actions ordinaires achetées par le Groupe ou détenues comme actions propres. Il n'y a pas d'actions potentielles dilutives.

Le nombre d'actions ayant servi au calcul du résultat par action est de 957 543 (cf. Note n° 3 - Capital social) pour les exercices 2007 et 2008.

Les notes n° 1 à 28 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Tableau de variation des capitaux propres et intérêts minoritaires

(en milliers d'euros)	Capital	Réserves consolidées	Ecart de réévaluation	Ecart de conversion	Résultat net	Capitaux propres	Intérêts minoritaires	TOTAL
SITUATION AU 31.12.2006	33 514	77 468	54	(644)	4 357	114 749	28	114 777
Opérations sur le capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur titres auto-détenus	-	-	-	-	-	-	-	-
Distributions	-	-	-	-	(2 109)	(2 109)	-	(2 109)
Affectation des résultats non distribués	-	2 248	-	-	(2 248)	-	-	-
Résultat de l'exercice 2007	-	-	-	-	9 011	9 011	4	9 015
Instruments financiers :								
variations de juste valeur	-	(2)	-	-	-	(2)	-	(2)
Réévaluation des terrains et constructions	-	1 475	-	-	-	1 475	-	1 475
Conversions et variations diverses	-	(23)	-	(410)	-	(433)	(1)	(434)
SITUATION AU 31.12.2007	33 514	81 166	54	(1 054)	9 011	122 691	31	122 722
Opérations sur le capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur titres auto-détenus	-	-	-	-	-	-	-	-
Distributions	-	-	-	-	(2 107)	(2 107)	-	(2 107)
Affectation des résultats non distribués	-	6 904	-	-	(6 904)	-	-	-
Résultat de l'exercice 2008	-	-	-	-	4 347	4 347	3	4 350
Instruments financiers :								
variations de juste valeur	-	115	-	-	-	115	-	115
Conversions et variations diverses	-	(7)	-	(1 578)	-	(1 585)	(2)	(1 587)
SITUATION AU 31.12.2008	33 514	88 178	54	(2 632)	4 347	123 461	32	123 493

Les notes n° 1 à 28 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Tableaux de flux de trésorerie consolidés 2008

FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en milliers d'euros)	2008	2007
OPERATIONS D'ACTIVITE		
Résultat net des sociétés intégrées	3 110	7 479
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et provisions	12 337	10 553
- Actualisation des actifs et passifs financiers	(66)	(9)
- Variation des impôts différés	209	(225)
- Moins-values de cession, nettes d'impôt	233	368
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	15 823	18 166
Dividendes reçus des Sociétés mises en équivalence	204	361
- Variation des stocks	(32)	(3 907)
- Variation des créances clients	7 550	(1 039)
- Variation des autres créances opérationnelles	(3 321)	(603)
- Variation des dettes fournisseurs	(3 766)	1 205
- Variation des autres dettes opérationnelles	(442)	(42)
Variation du besoin en fonds de roulement	(11)	(4 386)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	16 016	14 141
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
- Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(14 303)	(10 179)
- Acquisitions et augmentations d'immobilisations financières	(33)	(72)
Total	(14 336)	(10 251)
- Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles nettes d'impôt	934	736
- Cessions et diminutions d'immobilisations financières	73	1 513
Total	1 007	2 249
Variation du besoin en fonds de roulement et divers	(191)	(245)
Incidence des variations de périmètre	-	-
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(13 520)	(8 247)
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
- Augmentation / (réduction) de capital	-	-
- Dividendes attribués aux actionnaires de la Société Mère	(2 107)	(2 109)
- Autres variations	174	(7)
Total	(1 933)	(2 116)
- Mise en place des emprunts et dettes financières	1 040	2 203
- Remboursements des emprunts et dettes financières	(8 175)	(7 518)
Variation des emprunts et dettes financières	(7 135)	(5 315)
Variation du besoin en fonds de roulement et divers	(166)	(4)
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	(9 234)	(7 435)
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	(6 738)	(1 541)
Trésorerie à l'ouverture	16 488	18 190
Trésorerie à la clôture	9 369	16 488
Profits / (pertes) de change sur la trésorerie	381	161
	(6 738)	(1 541)

Les notes n° 1 à 28 font partie intégrante des états financiers consolidés.



--	--



Annexe des Comptes Consolidés au 31 décembre 2008

Les notes n° 1 à 28 ci-après font partie intégrante des comptes consolidés. Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros.

En date du 9 avril 2009, le Conseil d'Administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés de Gévelot SA au 31 décembre 2008. Ces états financiers peuvent être modifiés tant que l'Assemblée Générale Mixte ne les a pas approuvés.

Note n° 1 : Informations relatives au périmètre de consolidation

a) Périmètre de consolidation au 31 décembre 2008

Ont été consolidées selon la méthode d'intégration globale :

SOCIETES	SIEGE	N° SIREN N° SIRET	% de contrôle		% d'intérêts
			au 31.12.2008	au 31.12.2007	au 31.12.2008
HOLDING					
Gévelot S.A.	6, boulevard Bineau 92532 Levallois-Perret Cedex (France)	562088542 56208854200369			
EXTRUSION A FROID & USINAGE					
Gévelot Extrusion S.A.	6, boulevard Bineau 92532 Levallois-Perret Cedex (France)	399198951 39919895100010	99,99	99,99	99,99
Dold Kaltfließpressteile GmbH	Langenbacher Strasse 17/19 D-78147 Vöhrenbach (Allemagne)		100,00	100,00	100,00
POMPES / TECHNOLOGIE DES FLUIDES					
PCM S.A.	17, rue Ernest Laval B.P. 35 92173 Vanves Cedex (France)	572180198 57218019800010	99,99	99,99	99,94
PCM Deutschland GmbH	Wiesbadener Landstrasse 18 65203 Wiesbaden (Allemagne)		99,99	99,99	99,94
PCM Flow Technology Inc.	11940 Brittmoore Park Drive Houston Texas 77041 (Etats-Unis)		99,99	99,99	99,94
PCM USA Inc.	11940 Brittmoore Park Drive Houston Texas 77041 (Etats-Unis)	} société détenue à 100 % par PCM Flow Technology			
PCM Group UK Ltd.	Pilot Road - Phoenix Parkway Corby NN17 5YF (Royaume-Uni)			99,99	99,99
PCM Trading (Shanghai) Co. Ltd.	Unit 10A01 & 10G03, Shanghaïmart 2299 Yanan Road (West) 200336 Shanghai (Chine)		99,99	99,99	99,94
PCM Group Italia Srl	6, via Bergamo 20135 Milano (Italie)		99,99	-	99,94
EPS PCM Group Venezuela C.A.	Avenida Ugarte Pelayo C1518 Ciudad comercial Petroriente Nivel 1 6201 Maturin (Monagas) (Venezuela)		99,98	-	99,93
MECANIQUE / EQUIPEMENTS MOTEURS ET GAZ					
Gurtner S.A.	40, rue de la Libération B.P. 129 25302 Pontarlier Cedex (France)	542103635 54210363500026	100,00	100,00	99,95
Ont été consolidées par mise en équivalence :					
POMPES / TECHNOLOGIE DES FLUIDES					
Kudu Industries Inc.	9112 - 40 th street S.E. CALGARY ALBERTA T2C 2P3 (Canada)		45,00	45,00	44,98
Moineau Texas Corp.	1112 S. Main Street Seminole Texas 79360 (Etats-Unis)	} sociétés détenues à 100 % par Kudu Industries Inc.			
Kudu Australia Pty Ltd.	L3, 349 Coronation Drive Milton, QLD, 4064 (Australie)				
Kudu Kazakhstan LLP	50, Yablonevyy Sad Street, Bagahashi Village, Karasai District Almaty Oblast, 040907 (Kazakhstan)				
Ensival Moret Asia Pte Ltd.	9, Tai Seng Drive #02-02 Hesche Building 535227 Singapore (Singapour)		25,71	25,71	25,69
Ensival Moret Shanghai Co. Ltd.	n° 1590, Li An Road Minhang District 201100 Shanghai (Chine)	} société détenue à 100 % par Ensival Moret Asia Pte Ltd.			

Note n° 1 (suite) : Informations relatives au périmètre de consolidation

b) Commentaires sur le périmètre de consolidation et les conditions de contrôle

- La Société PCM Group Italia Srl a été créée le 09/05/2008. Elle est détenue à 100 % par la Société PCM.
- La Société EPS PCM Group Venezuela C.A. a été créée le 14/05/2008. Elle est détenue à 99,99 % par la Société PCM.
- Aucun autre changement de périmètre de consolidation n'est intervenu en 2008.
- Les Sociétés du Groupe clôturent au 31 décembre sauf la Filiale Kudu qui a clôturé le 26 décembre 2008.
- Il n'y a pas, à notre connaissance, de restrictions significatives de la part des filiales de transférer des fonds à la Mère, Gévelot S.A, sous forme de dividendes en numéraire ou de remboursements de prêts ou d'avances.

c) Taux de conversion des comptes établis en devises étrangères

Les postes de bilan des Sociétés ont été convertis aux taux de clôture du 31 décembre 2008 et les comptes de charges et de produits aux taux moyens selon les parités suivantes :

Devises	Taux de clôture	Taux moyens
1 dollar US	0,718546 €	0,679997 €
1 livre sterling	1,049869 €	1,255427 €
1 yuan chinois	0,105312 €	0,097802 €
1 bolivar fuerte	0,330450 €	0,315382 €
1 dollar canadien	0,588305 €	0,641320 €
1 dollar singapourien	0,499002 €	0,481662 €

Note n° 2 : Règles et méthodes comptables - Faits significatifs de l'exercice

A. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les Etats Financiers consolidés du Groupe Gévelot sont établis conformément aux principes et normes internationales d'évaluation et de présentation de l'information financière IFRS⁽¹⁾ (International Financial Reporting Standards), tels qu'adoptés par l'Union Européenne.

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros, l'Euro étant la monnaie fonctionnelle et de présentation du Groupe.

Hormis les changements mentionnés ci-après en note 2.D, les méthodes comptables exposées ci-après ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

Les nouvelles normes, amendements et interprétations dont l'adoption est rendue obligatoire à tous les exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2008 sont les suivantes :

- Amendement aux normes IAS 39 et IFRS 7 relatif au reclassement d'actifs financiers,
- Interprétation IFRIC 11 relative aux actions propres et transactions intra-groupe,
- Interprétation IFRIC 14 relative aux actifs de régime à prestations définies et obligations de financement minimum.

Ces amendements ou interprétations de normes ne trouvent pas à s'appliquer aux comptes du Groupe Gévelot ou sont sans effet sur ceux-ci.

Le Groupe n'a appliqué aucun amendement et aucune norme ou interprétation par anticipation, en particulier les textes suivants, déjà publiés et adoptés par l'Union Européenne, mais d'application obligatoire à une date ultérieure. Le Groupe n'attend aucune incidence significative sur ses états financiers, de l'application de ces textes dans le futur :

- Révision de la norme IAS 1 « Présentation des états financiers »,
- Révision de la norme IAS 23 « Coûts d'emprunt »,
- Norme IFRS 8 sur les secteurs opérationnels
- Amendement à IFRS 2 « Conditions d'acquisitions des droits et annulations »,
- IFRIC 13 « Programmes de fidélisation des clients ».

Par ailleurs, les normes ou interprétations suivantes, publiées par l'IASB, n'ont pas encore été adoptées par l'Union Européenne :

- Révision (plan d'amélioration annuel 2008) des normes IAS 7, 8, 10, 16, 18, 19, 20, 27, 28, 29, 31, 32, 34, 36, 38, 39, 40, 41, IFRS 5 et 7
- Révision des normes IAS 27 et IFRS 3,
- Révision des interprétations IFRIC 12, 15, 16 et 17

Pour l'établissement de son bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2004, le Groupe s'est conformé aux dispositions de la norme IFRS 1 « Première adoption du référentiel IFRS » qui traite de la première adoption des normes internationales et des exceptions au principe d'application rétrospective de l'ensemble des normes IFRS.

A cette date, le Groupe Gévelot a retenu les options suivantes quant au retraitement rétrospectif des actifs et des passifs selon les normes IFRS :

- les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2004 n'ont pas fait l'objet de retraitements rétrospectifs ;

- les écarts actuariels sur engagements de retraite ont été constatés en contrepartie des capitaux propres pour leur montant cumulé au 1^{er} janvier 2004 ;
- le montant cumulé des écarts de conversion au 1^{er} janvier 2004 est remis à zéro en contrepartie des réserves consolidées, le montant des capitaux propres d'ouverture restant inchangé. Il ne sera en conséquence pas tenu compte, dans les résultats de cession futurs d'entités consolidées ou associées, des écarts de conversion antérieurs à la date de transition aux IFRS ;
- la juste valeur des actifs au 1^{er} janvier 2004 a été retenue comme coût présumé. La réévaluation en découlant a été portée en capitaux propres.

Présentation des comptes consolidés :

Le bilan est présenté sous la forme courant/non courant. Sont considérés comme courants, les actifs et passifs directement liés au cycle d'exploitation, d'une durée de douze mois. Les actifs et passifs financiers sont par nature classés en non courants à l'exception de leur quote-part à moins d'un an classée en courant.

Le compte de résultat consolidé est présenté par nature en Charges et Produits.

2.1. Principes Comptables spécifiques à la Consolidation

2.1.1 Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent par intégration globale les comptes de Gévelot SA et des filiales sur lesquelles elle exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif. La date de prise ou de cessation de contrôle détermine l'entrée ou la sortie du périmètre d'intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles Gévelot SA ne détient pas le contrôle exclusif sont mises en équivalence dans les cas où une influence notable est exercée ou sont consolidées par Intégration Proportionnelle dans le cas de sociétés sous contrôle conjoint.

2.1.2 Conversion des comptes exprimés en devises

Les Etats Financiers des Filiales étrangères sont convertis en euros de la manière suivante :

- les postes du Bilan sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice,
- les postes du Compte de Résultat sont convertis au taux moyen,
- les flux de trésorerie sont convertis au taux moyen.

Les écarts de conversion inclus dans les Capitaux Propres consolidés résultent donc :

- de la variation entre les cours de clôture de l'exercice précédent et ceux de l'exercice en cours sur les Capitaux Propres d'ouverture,
- de la différence entre le taux de change moyen et le taux de change à la clôture, sur le résultat de la période et sur les autres variations des Capitaux Propres.

2.1.3 Transactions en devises

Les transactions en devises sont converties en euros en appliquant le cours de change en vigueur à la date de la transaction. Les Actifs et Passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture, les différences de change qui en résultent étant comptabilisées au Compte de Résultat en produit

(1) Le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne peut être consulté sur le site internet de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission)

ou en perte de change. Les Actifs et Passifs non monétaires libellés en devises étrangères sont comptabilisés au cours historique en vigueur à la date de la transaction.

Nota : les cours retenus sont indiqués en Note 1.

2.2 Principes Comptables spécifiques au Bilan

2.2.1 Regroupement d'Entreprises

Les Regroupements d'Entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition conformément à la Norme IFRS 3.

A la date d'acquisition, le Goodwill est évalué comme étant l'excédent du coût du Regroupement d'Entreprise sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la Juste Valeur nette des Actifs identifiables, Passifs, et Passifs éventuels acquis.

Les Goodwill ne sont pas amortis. Ils font l'objet de Test de dépréciation chaque année ou plus fréquemment quand des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'ils se sont dépréciés.

Toute dépréciation constatée est irréversible.

Les modalités des Tests de dépréciation retenues par le Groupe sont décrites au paragraphe « Dépréciation des Actifs » dans la Note 2.2.4.

2.2.2 Immobilisations incorporelles

Les Immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées au Bilan à leur Coût historique. Elles sont amorties de façon linéaire sur leur durée d'utilité.

Les Actifs incorporels acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont enregistrés au Bilan à leur Juste Valeur à la date d'acquisition.

Les frais de recherche sont inscrits en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus de même que les coûts de développement non activés qui ne remplissent pas les critères de capitalisation selon IAS 38.

Dans le secteur Extrusion, des études sont engagées en vue de produire des pièces dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client. Lorsqu'ils font l'objet contractuellement d'un financement par le client, ces coûts sont comptabilisés en immobilisations incorporelles à hauteur du montant non financé.

Ainsi, pour les frais de développement, leur inscription à l'Actif est obligatoire (IAS 38) dès que l'Entreprise peut démontrer :

- que le projet est nettement identifié et les coûts de l'Actif ainsi immobilisé peuvent être individualisés et suivis de façon fiable, son intention et sa capacité technique et financière de mener le projet de développement à son terme,
- qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses engagées iront à l'Entreprise.

Les Immobilisations incorporelles font l'objet d'un amortissement linéaire sur une durée d'utilisation prévue pour chaque catégorie de biens.

Durées d'utilité :

Frais de développement : durée de vie des projets sous-jacents, comprise généralement entre 3 et 15 ans.

Logiciels : durée d'utilisation des logiciels, entre 2 et 15 ans.

Autres (brevets...) : sur des périodes qui correspondent à la durée d'utilisation prévue sans excéder 20 ans.

Les modalités des Tests de dépréciation retenues par le Groupe sont décrites au paragraphe « Dépréciation des Actifs immobilisés » dans la Note 2.2.4.

2.2.3 Immobilisations corporelles

Les Immobilisations corporelles, principalement composées de Terrains, Constructions, Installations Techniques et Matériels de production, sont comptabilisées pour leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles Pertes de Valeur, conformément à la Norme IAS 16.

Le Groupe Gévelot a opté pour la méthode de la réévaluation périodique de ses Terrains et Constructions à vocation Administrative ou Commerciale et situés sur un marché suffisamment actif, avec amortissement des constructions sur la durée d'utilité et réévaluation périodique de la Valeur nette par rapport à une Valeur de Marché estimée par des Evaluateurs professionnels qualifiés. Ces évaluations ont lieu tous les trois ans sauf si, avant expiration de ce délai, une fluctuation de la juste valeur des actifs concernés nécessite une nouvelle expertise.

Pour ses autres immobilisations corporelles, notamment les terrains et constructions à vocation Industrielle, le Groupe a décidé de ne plus pratiquer de réévaluation périodique au regard de la difficulté d'estimer ces biens sans tenir compte de leur activité. Leur valeur brute correspond à leur coût d'acquisition (ou à la dernière valeur réévaluée en date du 31 décembre 2007) diminué des amortissements cumulés et ne fait plus l'objet d'aucune réévaluation à compter du 1^{er} janvier 2008.

Dans le secteur Extrusion, des outillages spécifiques sont achetés ou fabriqués en vue de produire des pièces dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client. Lorsqu'ils font l'objet contractuellement d'un financement par le client, ces coûts sont comptabilisés en immobilisations corporelles à hauteur du montant non financé.

> Prix de revient des Immobilisations

Les frais d'acquisition directement attribuables des Immobilisations sont incorporés au coût d'acquisition de ces Immobilisations pour leur montant brut d'impôts.

Selon le traitement de référence d'IAS 23, antérieur à l'application effective de sa révision, les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

> Location-financement

Les Biens dont le Groupe a la disposition par contrat de location-financement sont traités dans le Bilan et le Compte de Résultat consolidé comme s'ils avaient été acquis par emprunt lorsque le contrat a pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces Biens. En conséquence, les postes d'Immobilisations corporelles ont reçu les montants financés à l'origine par le bailleur, en contrepartie d'un « emprunt » inscrit au Passif.

Les annuités de loyer sont éliminées et remplacées :

- par une dotation aux amortissements correspondant aux Immobilisations concernées,
- par une charge financière relative à l'emprunt.

Les Biens en contrat de location financement sont amortis de façon linéaire sur leur durée de vie utile estimée de manière similaire aux autres Immobilisations de même nature ou sur la durée du contrat si celle-ci est inférieure et si la Société n'a pas la certitude d'en devenir propriétaire à l'échéance.

> Amortissements

Les Amortissements sont calculés linéairement au niveau des composants ayant des durées d'utilisation distinctes qui constituent ces Immobilisations et correspondent en général aux durées d'utilité suivantes :

- Terrains : non amortissables,
- Constructions (gros œuvre, aménagements, ravalements, étanchéité) : 10 à 40 ans,

- Installations Techniques, Matériels et Outillages industriels : 3 à 40 ans, sauf exceptions,
- Matériel informatique : 3 à 5 ans.

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des actifs comptabilisés à leurs coûts historiques sont revues à chaque clôture. Les pertes ou les profits sur cession d'actifs sont déterminés en comparant les produits de cession à la valeur comptable de l'actif cédé. Ils sont comptabilisés au compte de résultat dans la rubrique « autres produits et charges opérationnels ».

2.2.4 Dépréciation des Actifs immobilisés

En application de la Norme IAS 36, le Groupe s'assure que la Valeur Nette Comptable de ses Actifs immobilisés n'excède pas leur Valeur recouvrable, c'est-à-dire le montant qui sera recouvré par leur utilisation ou leur vente.

En dehors des Goodwill qui font l'objet de Test de dépréciations annuels systématiques, la Valeur recouvrable d'un Actif est estimée chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.

La Valeur recouvrable d'un Actif est la Valeur la plus élevée entre son prix de vente net et sa Valeur d'utilité.

Le prix de vente net est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un Actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes, diminué des coûts de sortie.

La Valeur d'utilité est la Valeur actualisée des Flux de Trésorerie futurs attendus de l'utilisation continue d'un Actif estimée sur la base des plans ou budgets établis sur 3 ans maximum. Au-delà, les Flux sont extrapolés à l'infini par application d'un taux de croissance constant ou décroissant.

Les Tests de dépréciation sont réalisés au niveau des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT).

Le Groupe a défini ses Unités Génératrices de Trésorerie comme suit :

- Extrusion : chaque Société et chaque unité de production ont été considérées comme une UGT indépendante. Les Actifs de support communs à une Société ont été répartis proportionnellement sur les Unités de production de cette Société.
- Pompes : chaque Société a été considérée comme une UGT indépendante.
- Mécanique : la Société a été considérée comme une UGT indépendante.

Pour chaque activité, un taux d'actualisation spécifique a été déterminé (voir Note n° 4).

Ces taux d'actualisation correspondent aux taux du rendement de placements sans risques, corrigés d'une prime de risque du marché « Actions », et de risques spécifiques liés à l'activité.

Une Perte de valeur est comptabilisée dès que la Valeur comptable de l'Actif ou de l'UGT à laquelle il appartient excède sa Valeur recouvrable.

2.2.5 Actifs financiers

Les Actifs financiers sont essentiellement constitués de Prêts et de Créances.

Ils se composent essentiellement de dépôts de garantie et de prêts accordés dans le cadre des Aides à la Construction.

Ils sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les prêts et créances à long terme non rémunérés ou rémunérés à un taux inférieur à celui du marché sont, lorsque les sommes sont significatives, actualisés.

Les dépréciations éventuelles sont enregistrées en résultat.

Les Actifs financiers sont initialement comptabilisés au coût qui correspond à la juste Valeur du prix payé augmenté des coûts d'acquisition.

Clients et autres Créances d'exploitation

Les créances sont initialement comptabilisées à leur juste valeur, puis ultérieurement évaluées à leur coût amorti avec la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite des provisions pour dépréciation.

Les Créances Clients sont maintenues à l'Actif du Bilan tant que l'ensemble des risques et avantages qui leur sont associés ne sont pas transférés à un Tiers.

Des provisions pour dépréciations sont constituées si des risques de non-paiement spécifiques apparaissent sur des créances détenues par les sociétés du Groupe.

Par ailleurs, les créances anciennes non réglées peuvent faire l'objet de dépréciations portant sur toute ou partie de la créance.

Les dépréciations (ou reprises de dépréciations) sont enregistrées dans les postes de produits et charges opérationnelles courantes.

2.2.6 Stocks et travaux en cours

Selon la Norme IAS 2 « Stocks », le coût des stocks doit comprendre l'ensemble des coûts d'acquisition, coûts de transformation et autres coûts encourus pour mettre les stocks à disposition ; les rabais commerciaux, remises et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer le coût d'acquisition.

Les stocks sont évalués selon la méthode du prix ou du coût moyen pondéré.

Les stocks sont valorisés au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation.

La Valeur nette de réalisation est égale au prix de vente estimé net des coûts restant à encourir pour l'achèvement des produits et la réalisation de la vente.

Les stocks ne comprennent pas de coût d'emprunt.

Les matières premières, marchandises et autres approvisionnements sont évalués suivant les méthodes ci-après, selon les Sites : dernier prix d'achat connu, coût unitaire moyen pondéré.

Les produits fabriqués (en-cours et produits finis) sont valorisés à leur coût de production comprenant :

- Le coût des matières consommées,
- Les charges directes de production,
- Les charges indirectes de production dans la mesure où elles peuvent être raisonnablement rattachées à la production du bien.

Dans le cas où la Valeur nette de réalisation devient inférieure à la Valeur comptable, une provision est constituée pour le montant de la différence.

Dans le Secteur Extrusion, des études sont engagées et des outillages spécifiques sont fabriqués ou achetés en vue de produire des pièces dans le cadre spécifique d'une commande reçue d'un Client.

Lorsqu'ils font l'objet contractuellement d'un financement par le client, les coûts encourus pour les études et les outillages sont enregistrés en stocks de travaux en cours à hauteur du montant financé.

2.2.7 Trésorerie et équivalents de Trésorerie

La Trésorerie et les équivalents de Trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme (moins de trois mois), liquides et sans risque de perte de valeur.

Les supports utilisés, auprès de grandes institutions financières, sont constitués, soit de certificats de dépôt, soit de titres d'OPCVM de type monétaire sans risques spécifiques identifiés.

2.2.8 Capitaux Propres

Le Groupe vise à maintenir une bonne rentabilité de son capital tout en conservant une sécurité dans ses choix de gestion. La société consolidante n'a pas mis en œuvre de délégation intéressant les instruments de capitaux propres. Le Groupe n'est pas soumis à des contraintes externes particulières concernant le capital des entités qui le compose.

2.2.9 Provisions

> Engagements de retraite et assimilés

Sur la base des Législations et Pratiques nationales, il existe dans le Groupe différents Régimes de retraite au bénéfice de certains Salariés.

Les Régimes de retraite, les indemnités assimilées et autres avantages sociaux qui sont analysés comme des Régimes à Prestations Définies (Régime dans lequel le Groupe s'engage à garantir un montant ou un niveau de prestation définie) sont comptabilisés au Bilan sur la base d'une évaluation actuarielle des engagements à la date de clôture selon la méthode des unités de crédit projetées, diminuée de la juste Valeur des Actifs du Régime y afférent qui leur sont dédiés ajustés des écarts actuariels et des coûts des services passés non comptabilisés. Les cotisations versées au titre des Régimes qui sont analysés comme des Régimes à Cotisations Définies, c'est-à-dire lorsque le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations, sont comptabilisées en charges de l'exercice.

En France, le Groupe a pris des engagements vis-à-vis de ses Salariés en matière de retraite. La provision figurant dans les Comptes Consolidés est évaluée conformément à IAS 19 et prend en compte les charges sociales y afférentes.

En application des Règles locales, la Filiale allemande Dold fait face aux engagements sociaux qu'elle assume vis-à-vis de ses Salariés dans le cadre de Contrats conclus avec des Sociétés d'assurance.

Les écarts actuariels proviennent des distorsions entre les hypothèses utilisées et la réalité ou la modification des hypothèses de calcul des engagements et des Actifs affectés à leur couverture :

- taux de rotation des personnels
- taux d'augmentation des salaires
- taux d'actualisation
- taux de mortalité
- taux de rendement des Actifs

Le montant de la variation des écarts actuariels sur les avantages postérieurs à l'emploi qui excèdent 10 % de la valeur la plus élevée entre le montant de l'engagement et la Valeur de marché des Actifs de couverture est comptabilisé en résultat en application du principe du corridor. Ces gains ou pertes sont reconnus sur la durée de vie active moyenne résiduelle attendue des Membres du Personnel bénéficiant de ces Régimes.

> Autres engagements sociaux

Les primes versées à l'occasion de la remise des médailles nationales du travail ou dans le cadre d'Accord d'Entreprise propre font l'objet d'une provision. Cette dernière est évaluée en tenant compte des probabilités que les Salariés atteignent l'ancienneté requise pour chaque échelon et est actualisée.

> Autres provisions

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière fiable et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources représentative d'avantages économiques pour le Groupe sans contrepartie au moins équivalente.

Les provisions correspondent à des risques et charges identifiés de manière spécifique. Les Passifs éventuels correspondent à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas sous le contrôle de l'Entité ou à des obligations actuelles pour lesquelles une sortie de ressources n'est pas probable.

Les Autres provisions non courantes font l'objet d'une actualisation si l'effet est significatif.

2.2.10 Passifs financiers

Les emprunts sont comptabilisés au coût amorti, sauf dans le cadre de la comptabilité de couverture (ci-après Instruments dérivés et comptabilité de couverture).

Les frais et primes d'émission et les primes de remboursement sont présentés en diminution des emprunts et sont pris en compte dans la détermination du taux d'intérêt effectif.

> Instruments dérivés et comptabilité de couverture

Tous les instruments dérivés (swaps) sont comptabilisés au Bilan à leur Juste Valeur et toute variation de leur juste Valeur est comptabilisée en résultat.

Le Groupe utilise la possibilité offerte par la Norme IAS 39 d'appliquer la comptabilité de couverture :

- en cas de couverture de Juste Valeur (emprunt à taux fixe swappé à taux variable par exemple), la dette est comptabilisée pour sa Juste Valeur à hauteur du risque couvert et toute variation de Juste Valeur est inscrite en résultat. La variation de la Juste Valeur du dérivé est également inscrite en résultat. Si la couverture est totalement efficace, les deux effets se neutralisent parfaitement.
- en cas de couverture de Flux de Trésorerie (emprunt à taux variable swappé à taux fixe par exemple), la variation de la Juste Valeur du dérivé est inscrite en Capitaux Propres pour la partie efficace avec reprise en résultat symétriquement à la comptabilisation des Flux couverts, et en résultat pour la partie inefficace.

La juste valeur des instruments financiers est déterminée par référence à un cours coté sur un marché actif lorsqu'il existe ou à un cours de marché. A défaut, elle est calculée par un expert indépendant. La juste valeur des dérivés est obtenue auprès des contreparties bancaires.

La juste valeur des actifs et passifs financiers courants est assimilable à leur juste valeur au bilan compte tenue de leur échéance à court terme.

2.2.11 Impôts Différés

Conformément à la Norme IAS 12 « Impôts sur les résultats », des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les Valeurs comptables des Actifs et des Passifs et leurs Valeurs fiscales en appliquant les taux d'impôts et les règles fiscales en vigueur à cette date ou qui seront applicables lorsque la différence temporaire se résorbera.

Les allègements d'impôts futurs découlant de l'utilisation des reports fiscaux déficitaires ne sont reconnus que lorsque leur réalisation est probable.

Au 31 décembre 2008, les Actifs d'impôt différés ont été maintenus dans les comptes, leur récupération ayant été jugée probable.

Les Actifs et Passifs d'impôts différés, quelle que soit leur échéance, ont été compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale si l'entité a l'intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Conformément à la Norme IAS 12, les Actifs et Passifs d'impôt différés ne sont pas actualisés.

2.3 Principes Comptables spécifiques au Compte de Résultat

2.3.1 Produits des activités ordinaires

Conformément à la Norme IAS 18 « Produits des activités ordinaires », les ventes de biens, diminuées des escomptes consentis, sont comptabilisées en chiffre d'affaires à la date de transfert de la propriété qui transfère à l'acquéreur les risques et les avantages économiques du bien. En général, ce transfert a lieu lors de la livraison du bien.

Dans le Secteur Extrusion, des études sont engagées et des outillages spécifiques sont achetés ou fabriqués en vue de produire des pièces dans le cadre d'une commande spécifique reçue du client. Lorsqu'ils font l'objet contractuellement d'un financement par le client, ce financement entre dans le périmètre des « Produits des activités ordinaires » définis par la norme IAS 18. Le produit est constaté en chiffre d'affaires au rythme des étapes techniques validées par le client.

Les Crédits d'Impôt Recherche sont comptabilisés dans les « Autres produits de l'activité courante ».

2.3.2. Résultat Opérationnel Courant et Résultat Opérationnel

La Norme IAS 1 prévoit de faire figurer un nombre minimum de rubriques :

- Résultat opérationnel,
- Charges financières,
- Quote-part de résultat dans les Sociétés mises en équivalence,
- Résultat des activités arrêtées ou en cours de cession,
- Charges d'impôt,
- Profit ou perte (ventilé entre part du Groupe et Minoritaires).

Par conséquent, le Résultat Opérationnel peut être défini par la différence entre l'ensemble des charges et produits ne résultant pas des activités financières, des Sociétés mises en équivalence, des activités arrêtées ou en cours de cession et de l'impôt.

Par option, le Groupe Gévelot a choisi de présenter un Résultat Opérationnel Courant défini comme la différence entre le Résultat Opérationnel total tel que vu précédemment et les « Autres Produits et Charges Opérationnels » qui représentent les événements inhabituels et peu fréquents. Ils sont définis de manière très limitative mais ne peuvent pas être qualifiés d'exceptionnels ou d'extraordinaires. Ils représentent pour l'essentiel le résultat des opérations de cession d'immobilisations, les charges de restructuration ainsi que le coût des litiges sociaux.

Le Résultat Opérationnel Courant est un solde de gestion qui doit permettre de faciliter la compréhension de la performance de l'Entreprise.

2.3.3 Charges financières

2.3.3.1 Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net est constitué de l'ensemble des résultats produits par les éléments constitutifs de l'endettement financier net pendant la période (Emprunts et placements bancaires, résultats des opérations sur Valeurs Mobilières de Placement).

2.3.3.2 Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges correspondent essentiellement aux résultats des opérations de couverture de taux et de change.

2.4 Information Sectorielle

En application de la Norme IAS 14, le premier niveau d'information sectorielle est organisé par secteur d'activité, le second, par secteur géographique. Cette présentation est fondée sur les systèmes internes d'organisation et sur la structure de gestion du Groupe.

Les secteurs d'activité du Groupe Gévelot ont été définis comme suit :

- Holding
- Extrusion à froid & Usinage
- Pompes / Technologies des Fluides
- Mécanique / Equipement moteurs et Gaz

B. FAITS SIGNIFICATIFS

Néant

C. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS DETERMINANTS

Les estimations et les jugements, qui sont continuellement mis à jour, sont fondés sur les informations historiques et sur d'autres facteurs, notamment les anticipations d'événements futurs jugés raisonnables au vu des circonstances.

Estimations et hypothèses comptables déterminantes

Le Groupe procède à des estimations et retient des hypothèses concernant le futur. Les estimations comptables qui en découlent sont, par définition, rarement équivalentes aux résultats effectifs se révélant ultérieurement. Les estimations et les hypothèses risquant de façon importante d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours de la période suivante sont analysées ci-après.

a) Dépréciation estimée des Goodwill

Le Groupe soumet les Goodwill à un test annuel de dépréciation, conformément à la méthode comptable exposée dans la Note 2.2.4. Les flux futurs de Trésorerie tels qu'issus des budgets servent au calcul de la valeur recouvrable des Unités Génératrices de Trésorerie. Ces calculs nécessitent de recourir à des estimations.

Les impacts de variation des taux d'actualisation et de variation des flux futurs sont malgré tout non significatifs au regard des Goodwill estimés.

b) Dépréciation des Actifs immobilisés de Production

La Valeur recouvrable d'un Actif est estimée chaque fois qu'il existe un indice montrant que cet Actif a pu perdre de sa valeur comme indiqué dans la Note 2.2.4. Les calculs permettant d'établir la valeur recouvrable ou la valeur d'utilité d'un Actif utilisent des prévisions basées sur des budgets établis sur 3 ans et des flux extrapolés par application de taux de croissance au-delà. Ces flux sont ensuite actualisés selon des taux spécifiques à chaque activité.

c) Les terrains et bâtiments à usage Administratif ou Commercial sont réévalués périodiquement par des experts indépendants. Entre chaque expertise, le Groupe vérifie l'absence d'indices laissant envisager des pertes de valeurs.

D. CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES MIS EN ŒUVRE A COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2008

Lors de la première application des normes IFRS au 1^{er} janvier 2004, le Groupe a choisi de retenir la juste valeur comme coût présumé de ses immobilisations corporelles ainsi que le modèle de la réévaluation périodique pour la comptabilisation ultérieure de l'ensemble des terrains et constructions. Au 31 décembre 2007, l'évaluation de la juste valeur de ces actifs a ainsi été mise à jour pour la première fois sur la base d'expertises immobilières.

A compter du 1^{er} janvier 2008, l'option pour le modèle de la réévaluation périodique est restreinte aux seuls actifs corporels immobilisés (terrains et constructions) non industriels situés sur un marché suffisamment actif, la juste valeur des immobilisations industrielles s'avérant difficile à évaluer indépendamment de leur activité. Ce changement comptable est traité de manière prospective compte tenu du caractère non significatif de l'incidence résiduelle de cette option de réévaluation (au 31 décembre 2007, la réévaluation en capitaux propres, après un effet d'impôt de 260 K€, des immobilisations industrielles ayant vu leurs valeurs révisées à la hausse depuis le 1^{er} janvier 2004 s'établissait à 526 K€).

En conséquence, les immobilisations corporelles industrielles, désormais comptabilisées au coût amorti sur la base de leur valeur au 1^{er} janvier 2008, sont rattachées aux UGT définies par le Groupe, lesquelles font l'objet, le cas échéant, de tests de valeur dans les conditions décrites en Note 2.2.4. et selon une méthodologie revue pour prendre en compte les flux de trésorerie futurs actualisés projetés à l'infini plutôt que sur la durée d'utilité résiduelle des immobilisations. A l'exception de la dépréciation enregistrée pour 1,3 M€ en 2008 sur le Secteur Mécanique, ces tests n'ont pas fait apparaître de pertes de valeur complémentaires.

Il n'y a pas eu d'autre modification dans la présentation des comptes.

E. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DU BILAN

Les premiers mois de l'année 2009 confirment la tendance très difficile constatée sur la fin de l'exercice 2008. En conséquence, le Groupe envisage, si cette tendance devait se confirmer, de procéder à de nouvelles restructurations pour un coût estimé à 1,5 M€.

Note n° 3 : Capital social

(en euros)

	Ordinaires	Autodétenues	31.12.2007	Annulées	Modification nominal par incorporation réserves	31.12.2008
Actions ordinaires						
Nombre	957 543	-	957 543	-	-	957 543
Valeur nominale	35	-	35	-	-	35
Total	33 514 005	-	33 514 005	-	-	33 514 005

Composition du Capital Social :

Au 31 décembre 2008, le capital social autorisé s'élève à 33 514 milliers d'euros. Il est composé de 957 543 actions ordinaires de 35 euros chacune de nominal, émises et entièrement libérées.

Le nombre et la valeur nominale des actions n'ont pas varié au cours de l'exercice.

Le Groupe n'a pas de plans d'option (achat et/ou souscription) d'actions en vertu desquels des options de souscription d'actions de la Société auraient été accordées à certains salariés et cadres dirigeants.

Note n° 4 : Ecart d'acquisition, immobilisations incorporelles, immobilisations corporelles

	01.01.2008	Acquisitions dont Location-financement / Dotations	Valeurs brutes				31.12.2008	Valeurs nettes
			Ecarts de conversion	Cessions / Mises hors service	Reprises de dépréciations	Virement de poste à poste		31.12.2008
Ecart d'acquisition	1 083	-	(249)	-	-	-	834	834
Dépréciations	-	-	-	-	-	-	-	-
Incorporelles								
Frais de recherche et de développement	3 740	497	-	-	-	802	5 039	3 320
Concessions, brevets, licences, marques	6 388	117	3	(57)	-	96	6 547	2 452
Fonds commercial	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles en cours	746	1 198	-	(69)	-	(905)	970	970
Avances et acomptes	-	-	-	-	-	-	-	-
Total incorporelles	10 874	1 812	3	(126)	-	(7)	12 556	6 742
Amortissements et dépréciations	(4 419)	(1 414) ⁽¹⁾	-	19	-	-	(5 814)	-
Total net incorporelles	6 455	398	3	(107)	-	(7)	6 742	6 742
Corporelles								
Terrains et constructions administratifs	8 313	1 232	(322)	-	-	125	9 348	8 796
Terrains et constructions industriels	25 068	441	74	(48)	-	1 347	26 882	24 218
Installations techniques, matériels et outillages industriels	173 884	2 322	33	(6 411)	-	3 156	172 984	51 942
Autres	10 718	668	(78)	(545)	-	236	10 999	3 274
Immobilisations corporelles en cours	2 614	7 218	2	(546)	-	(4 063)	5 225	5 225
Avances et acomptes	496	610	-	-	-	(794)	312	312
Total corporelles	221 093	12 491	(291)	(7 550)	-	7	225 750	93 767
Amortissements et dépréciations	(128 930)	(9 625) ⁽²⁾	77	6 490	5	-	(131 983)	-
Total net corporelles	92 163	2 866	(214)	(1 060)	5	7	93 767	93 767
Total immobilisations	99 701	3 264	(460)	(1 167)	5	-	101 343	101 343

Le total des investissements incorporels et corporels s'est donc élevé à 14 303 K€.

Les acquisitions de l'exercice concernent principalement des investissements industriels de capacité et de production, ainsi que l'accroissement des surfaces de bureaux à Levallois-Perret et l'extension du Site (production et bureaux) de Champocé sur Loire.

(1) dont amortissements 1 083
dont dépréciations 331

(2) dont amortissements 8 449
dont dépréciations 1 176

Les dotations et reprises pour pertes de valeur (Note 18) se sont élevées pour l'exercice à 331 + 1 176 - 5 soit 1 502 K€.

Le montant global des dépréciations susceptibles d'être reprises conformément à la norme IAS 36 s'élève à 13 820 K€ au 31 décembre 2008.

Note n° 4 (suite) : Ecart d'acquisition, immobilisations incorporelles, immobilisations corporelles

Suivi des biens en location-financement

Les biens en location-financement ont fait l'objet d'un retraitement et ont été portés dans les comptes d'actif correspondants comme s'ils avaient été acquis en pleine propriété. La dette correspondante est enregistrée au passif du bilan.

Au compte de résultat, les loyers contractuels sont éliminés et remplacés par des dotations aux amortissements et des frais financiers.

	Valeurs brutes				Amortissements				Valeurs nettes 31.12.2008
	01.01.2008	Acquisitions (1)	Cessions / Mises hors service (2)	31.12.2008	01.01.2008	Dotations (1)	Cessions / Mises hors service (2)	31.12.2008	
Matériels et outillages industriels (3)	11 935	533	-	12 468	1 458	834	-	2 292	10 176
Autres	413	110	-	523	146	157	-	303	220
Total	12 348	643	-	12 991	1 604	991	-	2 595	10 396

(1) Compris dans les acquisitions de l'exercice

(2) Compris dans les cessions et mises hors service de l'exercice

(3) Ne concerne que le secteur Extrusion

Méthodologie de valorisation

Dépréciations

Conformément au principe énoncé dans la Note 2.2.4, le Groupe a procédé au 31 décembre 2008, pour les UGT présentant un ou plusieurs indices de perte de valeur ainsi que pour l'UGT intégrant un écart d'acquisition (filiale britannique de l'activité Pompes), à une comparaison entre la valeur nette comptable des actifs et leur valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est définie comme égale à la somme des flux futurs de trésorerie actualisés estimés à partir des plans d'activité et d'investissements à trois ans. Les taux de croissance retenus pour l'extrapolation à l'infini des prévisions de flux de trésorerie au-delà de trois ans sont de 2 % pour le Secteur Extrusion, 2 % pour le Secteur Pompes et 2 % pour le Secteur Mécanique.

Les taux d'actualisation appliqués sont de 8 % pour Gévelot Extrusion, 7,5 % pour Dold en Allemagne, 12 % pour le Secteur Pompes et de 11 % pour le Secteur Mécanique (respectivement 6,5 %, 8,5 % et 7 % pour les tests réalisés fin 2007) et correspondent au coût moyen du capital après impôt, compte tenu des taux de marché et des primes de risques spécifiques à chaque activité.

Les tests réalisés ont conduit à constater en 2008 une dépréciation de 1,3 M€ sur les actifs immobilisés de la filiale Gurtner (activité Mécanique) consécutive à la diminution de chiffre d'affaires subie récemment ainsi qu'à l'augmentation du taux d'actualisation reflétant les incertitudes actuelles sur les flux de trésorerie futurs. Cette perte de valeur a été affectée aux actifs incorporels et corporels au prorata de leur valeur nette comptable, à l'exclusion des Terrains et Bâtiments dont la valeur de marché est estimée supérieure à la valeur nette comptable.

En 2007, les tests de valeur réalisés avaient conduit à enregistrer une dépréciation de 0,8 M€ sur les actifs immobilisés de la filiale Gurtner (Mécanique) et une reprise de provision de 1,5 M€ sur les actifs immobilisés de la filiale allemande Dold (Extrusion).

La sensibilité des calculs de valeur d'utilité aux variations des différentes hypothèses est indiquée dans le tableau ci-après :

	Ecart de valeur entre Test et Comptabilité	Taux d'actualisation	Taux de Croissance à l'infini	Variation flux de Trésorerie
Variation		+0,5 %	-0,5 %	-10 %
Secteur Mécanique				
Gurtner	0	-0,5 M€	-0,4 M€	-0,7 M€
Secteur Extrusion				
Extrusion France	+2,7 M€	-4,0 M€	-3,3 M€	-4,3 M€
Dold	+0,6 M€	-2,2 M€	-1,8 M€	-2,1 M€
Total Secteur Extrusion	+3,3 M€	-6,2 M€	-5,1 M€	-6,4 M€

Aucun test de sensibilité n'a été réalisé sur le Secteur des Pompes. En l'absence d'indice de perte de valeur sur ce secteur, aucun test de valeur n'a été réalisé.

Note n° 5 : Participations dans des entreprises associées

Les participations mises en équivalence concernent :

		(en milliers d'euros)				31.12.2008
		31.12.2007	Résultats de l'exercice	Dividendes	Ecart de conversion	
Kudu Industries Inc.	KEUR	5 984	1 225	(204)	(1 004)	6 001
Ensival Moret Asia Pte Ltd./ Ensival Moret Shanghai Co. Ltd. ⁽¹⁾	KEUR	917	15	-	29	961
Total		6 901	1 240	(204)	(975)	6 962

(1) y compris l'écart d'acquisition pour 477 K€ au 31 décembre 2008.

Les principales données financières relatives aux Sociétés mises en équivalence sont les suivantes :

		Total Bilan		Chiffres d'affaires		Capitaux propres		Résultat de l'exercice	
		31.12.2008	31.12.2007	31.12.2008	31.12.2007	31.12.2008	31.12.2007	31.12.2008	31.12.2007
Kudu Industries Inc.	KCAD	42 665	36 129	84 214	78 671	22 948	19 453	4 245	4 787
	En K€	25 100	25 004	54 008	54 447	13 500	13 463	2 722	3 313
Ensival Moret Asia Pte Ltd./ Ensival Moret Shanghai Co. Ltd.	KSGD	3 049	3 022	15 580	13 847	3 975	3 860	115	370
	En K€	1 521	1 428	7 504	6 543	1 984	1 824	55	175

Des contrats de distribution lient la Société PCM à sa filiale Kudu Industries Inc. concernant la fourniture de pompes.

Le chiffre d'affaires de Kudu Industries Inc. est constitué pour plus du tiers de produits en provenance de PCM.

Ensival Moret Shanghai (E.M.S.), filiale de Ensival Moret Asia (E.M.A.), est liée à PCM par un accord commercial régissant :

- la production de pièces par E.M.S. pour PCM,
- l'importation par E.M.S. de produits PCM pour revente et/ou intégration pour des clients PCM.

Note n° 6 : Titres de participation non consolidés

Sociétés porteuses	Participations			Valeur des Titres détenus	Dépréciation
Gévelot S.A.	Techniques de Fixation (en cours de liquidation)	% Participation	22,72 %	0	0
		Capitaux propres	NC		
		Résultat 2008	NC		

Note n° 7 : Provisions

	01.01.2008	Dotations	Reprises		Total	31.12.2008		
			provision utilisée	provision non utilisée		A moins d'un an	A plus d'un an	
Provisions pour risques								
. Provisions pour litiges sociaux	778	111	(48)	(70)	771	12	759	
. Provisions pour risques industriels	26	-	-	(26)	-	-	-	
. Autres provisions pour risques	171	9	(37)	(138)	5	5	-	
Total	975	120	(85)	(234)	776	17	759	
Provisions pour charges								
. Autres provisions pour charges	2 011	240	(790)	(44)	1 417*	1 254	163	
. Provisions pour restructuration	72	1 900	-	(72)	1 900	1 900	-	
. Provisions pour retraites	1 953	381	(49)	(58)	2 227	-	2 227	
. Provisions pour médailles du Travail	275	2	(9)	-	268	-	268	
Total	4 311	2 523	(848)	(174)	5 812	3 154	2 658	
Total provisions	5 286	2 643	(933)	(408)	6 588	3 171	3 417	

* Les Autres Provisions pour Charges comprennent :

- provisions pour charges liées à l'exploitation	343
- provisions pour charges de nature sociale	713
- provisions pour charges de nature commerciale	361
	<hr/>
	1 417

Les provisions pour retraites sont détaillées en Note n° 16 « Avantages au Personnel ».

Les provisions pour Restructuration correspondent à des indemnités pour cessation du contrat de Travail qui seront versées aux Salariés dans le cadre d'un plan détaillé et formalisé fin 2008.

Note n° 8 : Passifs financiers

	2008	2007
Non courants		
Emprunts bancaires	10 494	19 032
Emprunts et dettes financières divers	453	42
Total passifs financiers non courants	10 947	19 074
Courants		
Découverts bancaires (note n° 14)	10 942	11 734
Emprunts bancaires	8 887	7 398
Emprunts et dettes financières divers	61	587
Instruments dérivés	29	-
Total passifs financiers courants	19 919	19 719
Total des passifs financiers	30 866	38 793

Les découverts bancaires correspondent pour l'essentiel à la mobilisation de créances commerciales à court terme.

Variations des passifs financiers

	01.01.2008	Remboursements	Nouveaux emprunts	31.12.2008
Emprunts et dettes auprès des Etablissements de Crédit (dont location-financement)	26 430	(7 692)	672	19 410
Emprunts et dettes financières divers	629	(483)	368	514
Passifs financiers (hors découverts)	27 059	(8 175)	1 040	19 924
Découverts bancaires (note n° 14)	11 734	(11 734)	10 942	10 942
Total	38 793	(19 909)	11 982	30 866

Ventilation des passifs financiers par échéance

	Total		A 1 an au plus		A plus d' 1 an et 5 ans au plus		A plus de 5 ans	
	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007
Emprunts et dettes auprès des Etablissements de Crédit (dont location-financement)	30 352	38 164	19 858	19 132	10 466	18 580	28	452
Emprunts et dettes financières divers	514	629	61	587	230	26	223	16
Total	30 866	38 793	19 919	19 719	10 696	18 606	251	468

Les emprunts auprès des établissements de crédit et les emprunts divers sont couverts par des sûretés réelles à hauteur de 3 493 K€ (voir note n° 26).

En application de conditions contractuelles, 3 M€ de dettes à Moyen et Long Termes ont été classées en Dettes à moins d'un an.

Note n° 8 (suite) : Passifs financiers

Suivi des passifs financiers liés à la location-financement

	Total		A 1 an au plus		A plus d' 1 an et 5 ans au plus		A plus de 5 ans	
	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007
Dettes et Crédits Bailleurs	9 063	10 141	2 077	1 689	6 958	8 275	28	177
Total	9 063	10 141	2 077	1 689	6 958	8 275	28	177

Ventilation des passifs financiers par principales devises

	Total		Euros		Dollars américains		Livres sterling	
	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007
Emprunts et dettes auprès des Etablissements de Crédit (dont location-financement)	19 410	26 430	19 410	26 430	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	514	629	514	629	-	-	-	-
Découverts bancaires	10 942	11 734	10 938	11 720	4	14	-	-
Total	30 866	38 793	30 862	38 779	4	14	-	-

Ventilation des passifs financiers par nature de taux

	2008	2007
Taux variables couverts	2 897	5 171
Taux variables non couverts(*)	678	1 211
Taux fixes	7 286	10 466
Interêts	-	70
Découverts	10 942	11 734
Location-financement	9 063	10 141
Total	30 866	38 793

(*) les emprunts à taux variables non couverts sont d'échéances échelonnées entre 2009 et 2011.

Note n° 9 : Impôts

Impôts exigibles

	01.01.2008	Paiements	Acomptes	Charge exercice	31.12.2008
Actif	49	(49)	2 770	(768)	2 002
Passif	(691)	691	-	(58)	(58)
Total				(826)	

Impôts différés

	01.01.2008	Mouvements		Divers (dont écart de conversion)	31.12.2008
		Résultat	Capitaux Propres		
Impôts différés actifs	(2 102)	282	(4)	7	(1 817)
Impôts différés passifs	13 455	(73)	63	(71)	13 374
Total	11 353	209	59	(64)	11 557

Les impôts différés actifs proviennent essentiellement des déficits fiscaux reportables, des provisions pour retraites et engagements assimilés et des décalages temporaires fiscaux.

Les impôts différés passifs émanent principalement des différentiels de valorisation et d'amortissement des actifs immobilisés et des retraitements des contrats de location-financement et des provisions réglementées.

Impôts sur les résultats

La ventilation des impôts au compte de résultat est la suivante :

	2008	2007
Impôts exigibles	826	2 918
Impôts différés *	209	(225)
Total	1 035	2 693

* La charge / le produit d'impôt différé s'analyse comme suit :

- Produits sur dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	(222)	(1 238)
- Produits / charges sur dotations / reprises nettes aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	(518)	402
- Charges sur reprises de provisions réglementées et divers taxes et impôts	677	665
- Autres produits et charges divers	150	(258)
- Différences temporaires	122	204
Total charge / (produit) d'impôt différé	209	(225)

Le rapprochement entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt comptabilisée est le suivant :

	2008
Résultat courant avant impôt des entreprises intégrées	4 145
Charge d'impôt théorique en France	(413)
Charge d'impôt théorique en Allemagne	(584)
Charge d'impôt théorique en Angleterre	(111)
Charge d'impôt théorique en Italie	14
Charge d'impôt théorique en Amérique	(104)
Charge d'impôt théorique en Chine	(64)
Charge d'impôt théorique au Venezuela	13
Total charge d'impôt théorique	(1 249)
Impact net des charges et des produits définitivement non déductibles ou imposables	214
Charge d'impôt effective sur les activités courantes	(1 035)
Résultat net des entreprises intégrées	3 110

L'impact net des charges et des produits définitivement non déductibles ou imposables intègre essentiellement des décalages permanents.

Taux d'impôt sur les Sociétés (Exercice 2008 et ultérieurs)

France	34,43 %	Italie	31,40 %
Allemagne	28,25 %	Amérique et Venezuela	34,00 %
Angleterre	28,00 %	Chine	25,00 %

Note n° 10 : Actifs financiers

	2008	2007
Non courants		
Autres titres immobilisés	2	2
Prêts	431	448
Autres	138	186
Total actifs financiers non courants	571	636
Courants		
Prêts	169	78
Instruments dérivés	212	46
Total actifs financiers courants	381	124
Total des actifs financiers	952	760

Note n° 11 : Stocks et en-cours

		2008	2007
. Matières premières et autres approvisionnements	17 067		17 017
. En-cours de production	8 519		11 363
. Produits intermédiaires et finis	15 287		13 248
. Marchandises	2 706		2 126
Montant brut		43 579	43 754
. Matières premières et autres approvisionnements	(1 638)		(1 545)
. En-cours de production	(448)		(719)
. Produits intermédiaires et finis	(946)		(994)
. Marchandises	(52)		(63)
Dépréciations		(3 084)	(3 321)
Total		40 495	40 433

Note n° 12 : Créances Clients et comptes rattachés

	2008	2007
Créances clients et comptes rattachés	40 165	47 530
Dépréciations	(1 569)	(1 390)
Total	38 596	46 140

Au 31 décembre 2008, il n'y a pas de créance âgée impayée non provisionnée.

Les conditions de couverture de risques de crédit sont mentionnées dans le Rapport du Président aux Actionnaires et le Rapport de Gestion.

Note n° 13 : Autres débiteurs

	2008	2007
Avances et acomptes versés sur commandes	902	421
Etats et collectivités publiques hors impôts sur les sociétés	4 785	4 184
Personnel	358	326
Fournisseurs débiteurs	466	356
Débiteurs divers	278	269
Charges constatées d'avance	1 279	1 048
Total	8 068	6 604

Note n° 14 : Trésorerie et équivalents de Trésorerie

	2008	2007
Liquidités	7 627	14 293
Certificats de dépôt et Comptes à terme	8 003	6 226
SICAV et Fonds communs de placement monétaires euro	4 681	7 553
Emission monétaire à taux négociable	-	150
Trésorerie et équivalents de Trésorerie	20 311	28 222

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont évalués à leur juste valeur et sont d'échéance à court terme.
Les taux des certificats de dépôts et comptes à terme se situent entre 2,75 % à 5,20 %.

Au sein du tableau consolidé des flux de Trésorerie, la Trésorerie et les découverts bancaires comprennent les éléments suivants :

	2008	2007
Trésorerie et équivalents de Trésorerie	20 311	28 222
Découverts bancaires	(10 942)	(11 734)
Trésorerie nette à la clôture	9 369	16 488

Les découverts bancaires correspondent pour l'essentiel à la mobilisation de créances commerciales à court terme.

Note n° 15 : Autres créditeurs

	2008	2007
Avances et acomptes reçus sur commandes	970	900
Dettes fiscales hors impôts sur les sociétés, Personnel et Organismes Sociaux	14 556	14 041
Créditeurs divers	1 256	1 911
Produits constatés d'avance	1 673	1 460
Total	18 455	18 312

Note n° 16 : Avantages au Personnel

Indemnités de Fin de Carrière

	France	Allemagne	2008	2007
Provision au bilan				
Valeur actualisée des obligations couvertes	3 882	1 775	5 657	5 623
Juste valeur des actifs du régime	(3 909)	(779)	(4 688)	(4 803)
Sous-total	(27)	996	969	820
Gains/(Pertes) actuariels non comptabilisés	1 258	-	1 258	1 133
Provision comptabilisée au bilan	1 231	996	2 227	1 953
Valeur actualisée des obligations couvertes				
A l'ouverture de l'exercice	3 949	1 674	5 623	5 659
Coût des services rendus	202	120	322	299
Coût financier	205	24	229	186
Prestations payées	(291)	(43)	(334)	(286)
Ecart actuariel de la période	(183)	-	(183)	(235)
Valeur actualisée des obligations couvertes	3 882	1 775	5 657	5 623
Juste valeur des actifs du régime				
A l'ouverture de l'exercice	4 010	793	4 803	4 883
Rendement effectif	160	10	170	191
Cotisations	30	19	49	15
Prestations payées	(291)	(43)	(334)	(286)
Juste valeur des actifs du régime	3 909	779	4 688	4 803
Variation des provisions				
A l'ouverture de l'exercice	1 072	881	1 953	1 716
Charges de l'exercice	189	134	323	252
Décassements	(30)	(19)	(49)	(15)
Variation des provisions	1 231	996	2 227	1 953
Charge totale comptabilisée en résultat				
Coût des services rendus	202	120	322	299
Coût financier	205	24	229	186
Rendement attendu des actifs	(160)	(10)	(170)	(191)
Ecart actuariel comptabilisé (corridor)	(58)	-	(58)	(42)
Charge totale comptabilisée en résultat	189	134	323	252

Hypothèses actuarielles principales

- Taux d'actualisation	5,25 %	4,50 %
- Taux d'augmentation des salaires	2 %	0 %
- Age de départ à la retraite	61 ans (non cadres) 64 ans (cadres)	65 ans
- Taux de rendement attendu des actifs	4,00 %	4,50 %

	PBO (*) projetée 31/12/2008	PBO (*) 31/12/2008	Ecart actuariel 2008	Rappel 2007
Ecart actuariel de la période	4 065	3 882	183	235
Analyse de l'écart actuariel				
Stock des écarts actuariels en début de période			1 133 K€	940 K€
Amortissement de l'année			-58 K€	-42 K€
Ecart de l'année			183 K€	235 K€
Stock des écarts actuariels en fin de période			1 258 K€	1 133 K€

PBO (*) : Projected Benefit Obligation. Elle correspond à la valeur actuelle probable de l'engagement, avec projection des salaires relatifs aux droits acquis à la date du calcul.

Les évaluations des engagements de retraite sont réalisées par des actuaires indépendants.

Les médailles du travail versées par les sociétés du Groupe à leur personnel font l'objet d'une provision calculée par un actuaire indépendant (voir note n° 7).

Note n° 17 : Produits de l'activité courante

	France	Etranger	2008	2007
Ventes de marchandises	2 348	6 079	8 427	8 218
Production vendue :				
. de biens	82 576	108 674	191 250	203 750
. de services	627	967	1 594	1 551
Chiffre d'affaires	85 551	115 720	201 271	213 519
Subventions d'exploitation			169	376
Autres produits			2 565	790
Autres produits de l'activité			2 734	1 166
Production stockée			(76)	(791)
Production immobilisée			1 110	1 020
Total autres produits de l'activité courante			3 768	1 395
Total des produits de l'activité courante			205 039	214 914

Note n° 18 : Charges opérationnelles courantes

	2008	2007
Achats de marchandises	6 257	4 969
Variations de stocks marchandises	(640)	(420)
Achats de matières premières et autres approvisionnements	70 392	78 223
Variations de stocks matières premières et autres approvisionnements	321	(6 101)
Autres achats et charges externes	36 961	39 538
Charges de personnel	66 145	67 664
Impôts, taxes et versements assimilés	4 853	4 884
Dotations aux amortissements et aux provisions :		
. Sur immobilisations - dotations aux amortissements ⁽¹⁾	9 532	9 173
. Sur actif non courant - dotations / reprises sur provisions liées aux pertes de valeur ⁽¹⁾	1 502	(917)
. Sur actif courant - dotations aux provisions	1 765	2 936
. Pour risques et charges - dotations aux provisions	(58)	630
Autres charges	440	574
Total des charges opérationnelles courantes	197 470	201 153

(1) Voir Note 4

Note n° 19 : Résultat financier

	2008	2007
Intérêts générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie	356	183
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	334	722
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	690	905
Charges d'intérêts sur opérations de financement	1 615	1 885
Coût de l'endettement financier brut	1 615	1 885
Coût de l'endettement financier net	(925)	(980)
Produits sur instruments financiers	-	11
Produits financiers d'actualisation	78	12
Variation positive de juste valeur des actifs et passifs évalués en juste valeur	147	146
Résultat des couvertures de taux et de change lié aux autres produits financiers	275	383
Autres produits financiers	210	232
Total des autres produits financiers	710	784
Pertes sur instruments financiers	38	-
Charges financières d'actualisation	217	187
Variation négative de juste valeur des actifs et passifs évalués en juste valeur	42	148
Résultat des couvertures de taux et de change lié aux autres charges financières	392	687
Autres charges financières	47	95
Total des autres charges financières	736	1 117
Résultat des autres produits et charges financiers	(26)	(333)
Résultat financier	(951)	(1 313)

Note n° 20 : Informations sectorielles

Ventilation des immobilisations

Par secteurs d'activité

	Au 31.12.2008					Au 31.12.2007				
	Holding	Extrusion	Pompes	Mécanique	Total	Holding	Extrusion	Pompes	Mécanique	Total
Ecart d'acquisition ⁽¹⁾	-	-	834	-	834	-	-	1 083	-	1 083
Sous-total incorporelles	45	5 151	6 013	1 347	12 556	45	4 208	5 524	1 097	10 874
Terrains et constructions	20 013	6 705	4 622	4 890	36 230	18 539	5 756	4 863	4 223	33 381
Matériels industriels et divers	166	154 992	21 422	7 403	183 983	116	156 955	20 260	7 271	184 602
Immob.corporelles en cours	-	1 200	3 980	45	5 225	23	1 666	374	551	2 614
Avances et acomptes	-	277	-	35	312	125	336	-	35	496
Sous-total corporelles	20 179	163 174	30 024	12 373	225 750	18 803	164 713	25 497	12 080	221 093
Valeurs brutes	20 224	168 325	36 871	13 720	239 140	18 848	168 921	32 104	13 177	233 050
Amortissements / Dépréciations cumulés	927	114 247	14 073	8 550	137 797	565	113 612	12 616	6 556	133 349
Valeurs nettes	19 297	54 078	22 798	5 170	101 343	18 283	55 309	19 488	6 621	99 701
Dotations de l'exercice	380	6 828	1 791	2 040	11 039	401	6 527	1 674	1 430	10 032
Total Bilan par secteurs d'activité	70 408	98 708	75 548	13 336		68 319	110 246	70 776	16 055	

Les Terrains et Constructions sont répartis dans le tableau ci-dessus en respectant la notion de propriété juridique des biens.

Par ailleurs, des Terrains et Constructions de Gévelot S.A. sont mis à la disposition du Secteur Extrusion pour 12,3 M€ et du Secteur Pompes pour 3,8 M€.

Le total des investissements incorporels et corporels s'est élevé en 2008 à :

Holding :	1 425 K€
Extrusion à froid & Usinage :	6 692 K€
Pompes / Technologie des fluides :	5 602 K€
Mécanique / Equipements moteurs et gaz :	584 K€
	<u>14 303 K€</u>

Le total des investissements incorporels et corporels s'est élevé en 2007 à :

Holding :	151 K€
Extrusion à froid & Usinage :	5 945 K€
Pompes / Technologie des fluides :	2 459 K€
Mécanique / Equipements moteurs et gaz :	1 624 K€
	<u>10 179 K€</u>

Par zones géographiques

	Au 31.12.2008				Au 31.12.2007			
	France	Allemagne	Autres pays	Total	France	Allemagne	Autres pays	Total
Ecart d'acquisition ⁽¹⁾	-	-	834	834	-	-	1 083	1 083
Sous-total incorporelles	10 710	1 817	29	12 556	9 470	1 378	26	10 874
Terrains et constructions	27 112	6 705	2 413	36 230	24 971	5 756	2 654	33 381
Matériels industriels et divers	138 705	43 627	1 651	183 983	140 208	42 913	1 481	184 602
Immob.corporelles en cours	4 638	548	39	5 225	1 902	712	-	2 614
Avances et acomptes	112	200	-	312	256	240	-	496
Sous-total corporelles	170 567	51 080	4 103	225 750	167 337	49 621	4 135	221 093
Valeurs brutes	181 277	52 897	4 966	239 140	176 807	50 999	5 244	233 050
Amortissements / Dépréciations cumulés	106 531	30 743	523	137 797	103 791	29 076	482	133 349
Valeurs nettes	74 746	22 154	4 443	101 343	73 016	21 923	4 762	99 701
Dotations de l'exercice	8 572	2 273	194	11 039	7 856	2 012	164	10 032

(1) concerne PCM Group UK Ltd.

Note n° 20 (suite) : Informations sectorielles

Variation des emprunts et dettes financières

	01.01.2008	Remboursements	Nouveaux emprunts	31.12.2008
Emprunts et dettes auprès des Etablissements de Crédit (dont location-financement)				
Holding	1	(1)	1	1
Extrusion à froid & Usinage	36 026	(17 371)	9 559	28 214
Pompes / Technologie des fluides	223	(140)	15	98
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	1 914	(1 914)	2 039	2 039
Sous-total	38 164	(19 426)	11 614	30 352
Emprunts et dettes financières divers	629	(483)	368	514
Total	38 793	(19 909)	11 982	30 866

Chiffres d'affaires consolidés

Ventilation par secteurs d'activité

	31.12.2008		31.12.2007	
Extrusion à froid & Usinage	107 420	53,4 %	121 883	57,1 %
Pompes / Technologie des fluides	77 179	38,3 %	75 612	35,4 %
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	15 078	7,5 %	14 473	6,8 %
Prestations de services et divers	1 594	0,8 %	1 551	0,7 %
Total	201 271	100,0 %	213 519	100,0 %

Ventilation par zones géographiques

	31.12.2008		31.12.2007	
France	85 551	42,5 %	89 266	41,8 %
. Pays de l'Union Européenne	68 383		76 661	
. Autres pays d'Europe	5 010		4 505	
. Amérique	21 988		23 655	
. Autres zones géographiques	20 339		19 432	
Etranger	115 720	57,5 %	124 253	58,2 %
Total	201 271	100,0 %	213 519	100,0 %

Note n° 20 (suite) : Informations sectorielles

Résultat opérationnel courant ⁽¹⁾

	2008	2007
Holding	931	971
Extrusion à froid & Usinage	1 919	6 188
Pompes / Technologie des fluides	6 838	8 383
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	(2 119)	(1 781)
Total	7 569	13 761

Transition du résultat opérationnel courant au résultat opérationnel	Holding	Extrusion	Pompes	Mécanique	Total 2008
Résultat opérationnel courant	931	1 919	6 838	(2 119)	7 569
Litiges sociaux	-	(73)	-	-	(73)
Charges de restructuration	-	(2 131)	-	-	(2 131)
Divers	(8)	(269)	3	5	(269)
Total	923	(554)	6 841	(2 114)	5 096

Résultat opérationnel ⁽¹⁾

	2008	2007
Holding	923	(6)
Extrusion à froid & Usinage	(554)	5 160
Pompes / Technologie des fluides	6 841	8 383
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	(2 114)	(2 052)
Total	5 096	11 485

Résultat courant avant impôts des entreprises intégrées ⁽¹⁾

	2008	2007
Holding	1 556	691
Extrusion à froid & Usinage	(2 088)	3 263
Pompes / Technologie des fluides	6 939	8 319
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	(2 262)	(2 101)
Total	4 145	10 172

Résultat net de l'ensemble consolidé ⁽¹⁾

	2008	2007
Holding	2 752	1 690
Extrusion à froid & Usinage	(2 581)	1 635
Pompes / Technologie des fluides	5 956	7 402
<i>dont Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence</i>	1 240	1 536
Mécanique / Equipements moteurs et gaz	(1 777)	(1 712)
Total	4 350	9 015

(1) avant élimination des opérations intra-groupe sans effet sur le résultat consolidé.

Note n° 21 : Recherche et développement

Pour l'ensemble du Groupe, les dépenses de Recherche et Développement se sont élevées à 2 728 K€. Sur ces dépenses, 1 138 K€ ont été activés dans le cadre des dispositions de la Norme IAS 38.

Note n° 22 : Instruments financiers

	Valeur Brute	< 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans	Taux actualisation	Ecart d'actual. n-1	(Perte) reprise / exercice	Ecart d'actual. 31/12/08	Dep.	Valeur au bilan
Actifs financiers										
- Aides à la construction à plus d'un an	574		183	391	3,5 %	(203)	60	(143)	-	431
- Aides à la construction à moins d'un an	206	206							(37)	169
- Instruments dérivés	212	212								212
- Titres évalués à leur juste valeur en contrepartie du résultat	-	-								-
Passifs financiers										
- Instruments dérivés	29	29								29

Les **Aides à la construction** représentent des prêts aux salariés avec des durées de remboursement de 20 ans. Ces prêts à taux nuls sont actualisés pour tenir compte de la perte dans le temps de la valeur des remboursements futurs.

Les **Instruments dérivés** s'entendent des outils financiers utilisés par la société pour couvrir ses risques de taux ou de change. Il s'agit essentiellement de Swap de taux d'intérêt sur les emprunts à taux variables. Leur juste valeur est calculée par un expert indépendant. Les contrats de change consistent en achats et ventes à terme de devises.

GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Hormis sur ses emprunts à taux variables, le Groupe n'a pas de risque de marché significatif sur ses dettes et créances financières et sur ses valeurs mobilières de placement. Le portefeuille de valeurs mobilières de placement du Groupe est essentiellement constitué de placements monétaires. Le Groupe possède quelques valeurs mobilières de placement partiellement basées sur des actions mais pour lesquelles le risque de perte de valeur est globalement négligeable au regard des très faibles durées de détention et des garanties fournies.

Les taux de rémunération sont voisins de ceux du marché.

Le Groupe rencontre quelques risques de change dans ses exportations. Ces risques, lorsqu'ils sont significatifs, sont généralement couverts par des opérations de couverture de change (achats/ventes de devises à terme).

Le Rapport de Gestion donne des informations complémentaires sur la gestion des risques du Groupe.

Note n° 23 : Contrats de location

Type de Contrat	Total des paiements Futurs	Valeur actualisée	Valeur brute des sous-jacents	Devise	Durée résiduelle moyenne	< 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans	Taux d'intérêt	Taux d'actualisation
Location simple - Exploitation	1 111	1 051		Euro	2,5 ans	380	731	-		n/a
Location simple - Hors Exploitation	771	745		Euro	2 ans	460	311	-		n/a
Location-financement	9 789	9 063	12 991	Euro	2,5 ans	2 424	7 088	277	3,70 %	3,50 %

Les contrats de location sont des contrats de location simple de durées comprises entre 3 ans et 10 ans.

L'Exploitation s'entend essentiellement des locations d'espaces de stockage et d'engins de manutention.

Le Hors Exploitation comprend les parcs de matériels informatiques et de machines de bureau ainsi que les véhicules de société.

La Location-financement correspond pour la très grande part à du matériel de production de Gévelot Extrusion (presses, matériel industriel).

Il a été comptabilisé une charge d'environ 1,0 Million d'euros sur l'exercice 2008 au titre des contrats de location simple.

Note n° 24 : Rémunération des dirigeants

	2008	2007
Avantages à court terme (hors charges sociales)	556	501
Charges sociales	162	147
Total	718	648

Les Dirigeants sont les Membres du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit.

La rémunération comprend le salaire brut, les primes, les avantages en nature et les jetons de présence.

Les Mandataires Sociaux ne bénéficient d'aucun système spécifique de retraite.

Note n° 25 : Effectif moyen

	2008	2007
Dirigeants et Cadres	222	213
Agents de maîtrise, employés et ouvriers	1 211	1 291
Total	1 433	1 504
Personnel intérimaire	27	98

Note n° 26 : Engagements hors bilan

Engagements donnés

	2008	2007
Avals, cautions et garanties	3 472	434
Effets escomptés et non échus	-	-
Dettes pour lesquelles les entreprises consolidées ont accordé une garantie dont emprunt auprès des établissements de crédit	3 493	4 106
Autres engagements donnés	37	36
Total	7 002	4 576

Engagements reçus

	2008	2007
Avals, cautions et garanties	212	38
Divers	-	-
Total	212	38

Note n° 27 : Entreprises liées

(en milliers d'euros)	2008		2007	
	Montant des transactions	Montant des soldes	Montant des transactions	Montant des soldes
Immobilisations	-		-	
Créances		1 453		991
Dettes		324		104
Charges	2 611		2 050	
Produits	10 262		11 656	

Les transactions avec les parties liées résumées ci-dessus concernent essentiellement les opérations courantes avec les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable et consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. Ces transactions se font sur une base de prix de marché.

Les transactions avec les Parties liées Personnes physiques (Administrateurs, Mandataires Sociaux et les Membres de leur famille) n'ont pas de caractère significatif.

Note n° 28 : Honoraires des Commissaires aux Comptes et des membres de leurs réseaux

(en euros)	PRICEWATERHOUSECOOPERS (1) (4)				C.R.E.A. (4)				MAZARS (2)		JEAN MARIE (3) (4)			
	2008		2007		2008		2007		2007		2008		2007	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Audit														
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	50 000	33 %	-	-	125 135	100 %	34 500	100 %	17 118	18 %	40 000	100 %	-	-
<i>Emetteur</i>	35 000	23 %	-	-	70 000	56 %	24 500	71 %	17 118	18 %	40 000	100 %	-	-
<i>Filiales intégrées globalement</i>	15 000	10 %	-	-	55 135	44 %	10 000	29 %	-	-	-	-	-	-
Prestations directement liées à la mission de Commissaire aux Comptes	-	-	-	-	-	-	-	-	11 412	11 %	-	-	-	-
<i>Emetteur</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	11 412	11 %	-	-	-	-
<i>Filiales intégrées globalement</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	50 000	33 %	-	-	125 135	100 %	34 500	100 %	28 530	29 %	40 000	100 %	-	-
Autres prestations														
Juridique, fiscal, social	100 865	67 %	-	-	-	-	-	-	68 191	71 %	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	100 865	67 %	-	-	-	-	-	-	68 191	71 %	-	-	-	-
Total	150 865	100 %	-	-	125 135	100 %	34 500	100 %	96 721	100 %	40 000	100 %	-	-

(1) Nomination par l'A.G.O. du 19 juin 2008 en remplacement du Cabinet Mazars

(2) Démission fin novembre 2007

(3) Suppléant du Cabinet Mazars pour l'audit des comptes au 31 décembre 2007

(4) Application à compter de 2007 du rattachement des honoraires à l'exercice de réalisation des prestations sur la base des demandes d'acomptes reçues.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2008

Aux Actionnaires

Gévelot SA
6, boulevard Bineau
92300 Levallois-Perret

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Gévelot SA tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2D de l'annexe qui précise les changements de méthodes comptables mis en œuvre à compter du 1^{er} janvier 2008 en matière d'évaluation des immobilisations corporelles.

2. Justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2008 ont été réalisées dans un contexte de crise économique et financière pesant fortement sur les secteurs d'activité du groupe et créant également une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Changements de méthodes comptables :

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous nous sommes assurés du bien-fondé des changements de méthodes comptables mentionnés ci-dessus et de la présentation qui en a été faite dans la note 2D de l'Annexe.

Principes et estimations comptables :

Comme indiqué dans la note 2.2.4 de l'Annexe, la valeur recouvrable des actifs immobilisés amortissables regroupés par unité génératrice de trésorerie est comparée à la valeur nette comptable lorsqu'apparaissent des indices de perte de valeur. En 2008, les tests ainsi réalisés ont conduit à enregistrer une dépréciation complémentaire des actifs affectés aux activités « Mécanique » (Note 4 de l'Annexe). Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêt des comptes, nous avons vérifié la conformité de l'approche retenue avec le référentiel IFRS ainsi que la correcte application des modalités de mise en œuvre des tests de perte de valeur décrites dans l'annexe. Nous avons également examiné la documentation disponible comprenant notamment les prévisions de flux de trésorerie et les autres hypothèses retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 27 avril 2009
Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Pierre RIOU

C R E A
Bernard ROUSSEL

Comptes Sociaux au 31 décembre 2008

Bilan au 31 décembre 2008

ACTIF

(en milliers d'euros)

	Montant brut au 31.12.2008	Amortissements ou Dépréciations	Montant net au 31.12.2008	Montant net au 31.12.2007
ACTIF IMMOBILISE (I)				
Immobilisations incorporelles (A)				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	45	27	18	21
Total A	45	27	18	21
Immobilisations corporelles (B)				
Terrains	3 047	136	2 911	2 243
Constructions	15 516	8 973	6 543	5 960
Autres	166	70	96	39
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	23
Avances et acomptes	-	-	-	125
Total B	18 729	9 179	9 550	8 390
Immobilisations financières (C) (1)				
Participations	35 771	-	35 771	35 771
Créances rattachées à des participations	3 574	-	3 574	727
Prêts	61	-	61	61
Autres	10	-	10	8
Total C	39 416	-	39 416	36 567
Total (I) Actif immobilisé (A + B + C)	58 190	9 206	48 984	44 978
ACTIF CIRCULANT (II)				
Avances et acomptes versés sur commandes	-	-	-	2
Créances (2)				
Créances clients et comptes rattachés	176	-	176	101
Autres	2 065	-	2 065	400
Valeurs mobilières de placement	10 472	-	10 472	13 057
Disponibilités	552	-	552	1 019
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance (2)	31	-	31	40
Total (II) Actif circulant	13 296	-	13 296	14 619
Ecart de conversion actif (III)	-	-	-	-
Total général (I + II + III)	71 486	9 206	62 280	59 597

(1) Dont à moins d'un an

9 9

(2) Dont à plus d'un an

84 46

PASSIF

(en milliers d'euros)

	Avant affectation		Après affectation	
	Montant net au 31.12.2008	Montant net au 31.12.2007	Montant net au 31.12.2008 ^(a)	Montant net au 31.12.2007 ^(b)
CAPITAUX PROPRES (I)				
Capital	33 514	33 514	33 514	33 514
Prime d'émission, de fusion, d'apport	-	-	-	-
Ecart de réévaluation	-	-	-	-
Réserves :				
. Réserve légale	2 851	2 712	2 966	2 851
. Autres	12 753	12 753	12 753	12 753
Report à nouveau	2 268	1 720	2 528	2 268
Résultat de l'exercice	2 290	2 793	-	-
Sous-total : situation nette	53 676	53 492	51 761	51 386
Subvention d'investissement	10	12	10	12
Provisions réglementées	1 432	1 105	1 432	1 105
Total de l'ensemble des Capitaux Propres (I)	55 118	54 609	53 203	52 503
PROVISIONS (II)				
Provisions pour risques	-	-	-	-
Provisions pour charges	5 280	3 535	5 280	3 535
Total Provisions (II)	5 280	3 535	5 280	3 535
DETTES (III) ⁽¹⁾				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽²⁾	1	1	1	1
Emprunts et dettes financières divers	711	684	711	684
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-	-	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	95	117	95	117
Dettes fiscales et sociales	388	379	388	379
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	36	60	36	60
Autres dettes	651	212	2 566	2 318
Produits constatés d'avance	-	-	-	-
Total Dettes (III)	1 882	1 453	3 797	3 559
Ecart de conversion passif (IV)	-	-	-	-
Total général (I + II + III +IV)	62 280	59 597	62 280	59 597
(1) dont à plus d'un an	789	770	789	770
dont à moins d'un an	1 093	683	3 008	2 789
(2) dont concours bancaires courants et soldes crédoeurs de banques	1	1	1	1

a) Après répartition soumise à l'Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2009.

b) Après répartition décidée à l'Assemblée Générale Ordinaire du 19 juin 2008.

Résultat 2008

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)	Exercice 2008	Exercice 2007
Produits d'exploitation		
Prestations de services	3 603	3 533
Montant net du chiffre d'affaires	3 603	3 533
Autres produits	130	114
Total des produits d'exploitation (I) ⁽¹⁾	3 733	3 647
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	859	721
Impôts, taxes et versements assimilés	436	417
Salaires et traitements	718	706
Charges sociales	304	299
Dotations aux amortissements sur immobilisations	238	220
Dotations aux dépréciations sur immobilisations	-	-
Autres charges	64	60
Total des charges d'exploitation (II) ⁽²⁾	2 619	2 423
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	1 114	1 224
PRODUITS FINANCIERS		
De participations ⁽³⁾	1 417	1 728
Autres intérêts et produits assimilés ⁽³⁾	634	701
Reprises sur provisions et transferts de charges	-	-
Différences positives de change	-	-
Total des produits financiers (III)	2 051	2 429
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements et aux provisions	-	-
Intérêts et charges assimilées ⁽⁴⁾	-	-
Différences négatives de change	-	-
Total des charges financières (IV)	-	-
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	2 051	2 429
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II) + (III - IV)	3 165	3 653
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	15	71
Produits exceptionnels sur opérations en capital	23	101
Reprises sur provisions et transferts de charges	12	185
Total des produits exceptionnels (V)	50	357
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	78	112
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	30	215
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions	2 084	1 622
Total des charges exceptionnelles (VI)	2 192	1 949
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	(2 142)	(1 592)
Impôts sur les bénéfices (VII)	(1 267)	(732)
Total des produits (I + III + V)	5 834	6 433
Total des charges (II + IV + VI + VII)	3 544	3 640
5 - BENEFICE	2 290	2 793

(1) Dont produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs	(17)	(3)
(2) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs	(21)	36
(3) Dont produits concernant les entreprises liées	1 506	1 816
(4) Dont intérêts concernant les entreprises liées	-	-

Tableaux de flux de trésorerie 2008

RAPPORT ANNUEL 2008 - COMPTES SOCIAUX

FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	2008	2007
OPERATIONS D'ACTIVITE		
Résultat net	2 290	2 793
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et dépréciations	238	220
- Provisions	2 072	1 437
- Plus-Values de cession, nettes d'impôt	4	76
Marge brute d'autofinancement	4 604	4 526
- Variation des stocks et en-cours	-	-
- Variation des clients	(75)	4
- Variation des fournisseurs	(22)	(240)
- Autres variations	(1 206)	(343)
Variation du besoin en fonds de roulement	(1 303)	(579)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	3 301	3 947
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
- Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(1 425)	(178)
- Acquisitions et augmentations d'immobilisations financières	(2 849)	(4 659)
Sous-Total	(4 274)	(4 837)
- Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles nettes d'impôt	24	138
- Cessions et diminutions d'immobilisations financières	-	18
Sous-Total	24	156
Investissements nets de la période	(4 250)	(4 681)
Variation du besoin en fonds de roulement et divers	(24)	1
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(4 274)	(4 680)
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
- Augmentations/(réduction) de capital	-	-
- Dividendes attribués aux actionnaires de la société	(2 106)	(2 106)
- Autres distributions	-	-
Total	(2 106)	(2 106)
- Variations des emprunts et dettes financières	27	1
- Variation du besoin en fonds de roulement et divers	-	-
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	(2 079)	(2 105)
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	(3 052)	(2 838)
Trésorerie à l'ouverture	14 075	16 913
Trésorerie à la clôture	11 023	14 075
	(3 052)	(2 838)



Annexe des Comptes Sociaux au 31 décembre 2008

Cette Annexe complète et commente le bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2008, dont le total est de 62 279 927,98 euros et le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dont le total est de 5 834 485,21 euros et qui dégage un bénéfice de 2 290 422,02 euros.

Les notes n° 1 à 19, ci-après, font partie intégrante des comptes annuels (sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros).

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2008.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 9 avril 2009 par le Conseil d'Administration.

Note n° 1 : Principes comptables et règles d'établissement des comptes sociaux

Les comptes annuels de la Société Gévelot S.A. ont été établis conformément à la réglementation française.

a) Principales méthodes utilisées

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels qui sont amortis en linéaire sur 3 à 15 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais d'acquisition hors coûts d'emprunt) à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet de réévaluations légales.

Depuis le 1^{er} janvier 2005, l'actif a fait l'objet d'un changement de méthode lié à la première application obligatoire des dispositions des Règlements sur les Actifs relatifs respectivement à leurs amortissements, dépréciation (Règlement C.R.C. n° 2002-10) et à leur définition, évaluation et comptabilisation (Règlement C.R.C. n° 2004-06).

Gévelot S.A., par exception au principe de l'application générale rétrospective, a alors retenu, comme le préoyaient les dispositions de première application des nouvelles règles, l'approche prospective dite : méthode de réallocation des valeurs nettes comptables.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue, sur la base du montant d'acquisition déduction faite de la valeur résiduelle estimée à la fin de la durée d'utilisation.

Les durées d'utilisation prévues sont :

- constructions à usage de bureau : linéaire 40 ans
- constructions à usage industriel : linéaire 50 ans
- autres immobilisations corporelles : linéaire 5 à 20 ans.

Il est précisé ci-dessous les immobilisations qui ont fait l'objet d'une décomposition et les modalités qui ont été appliquées :

- Constructions
 - Structure : linéaire 40 et 50 ans
 - Aménagements et agencements : linéaire 20 à 30 ans
 - Ravalement : linéaire 10 ans
 - Etanchéité : linéaire 20 ans

Dépréciation des actifs

Lorsqu'il existe un indice qu'un actif ou un groupe d'actifs ait pu perdre de la valeur, il est procédé à un test de dépréciation. Un actif ou groupe d'actifs fait l'objet d'une dépréciation lorsque sa valeur nette comptable est supérieure à sa valeur actuelle.

La valeur actuelle d'un actif ou groupe d'actifs est la valeur la plus élevée entre son prix de vente net et la valeur des avantages économiques futurs attendus de son utilisation.

Participations

Les participations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport sauf réévaluation légale.

Cette valeur comptable est comparée à la quote-part détenue dans les capitaux propres comptables de la société concernée. Lorsque cette quote-part est inférieure à la valeur comptable, il est réalisé une analyse complémentaire visant à estimer la valeur d'utilité de la participation en fonction de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'utilité ainsi déterminée est inférieure à la valeur comptable de la participation concernée, une dépréciation est constituée pour le montant de la différence entre ces deux valeurs.

Autres éléments constitutifs de l'actif

A la clôture, la valeur nette comptable des éléments d'actifs, autres que les immobilisations incorporelles et corporelles, est comparée à leur valeur actuelle à la même date.

Lorsque cette valeur actuelle est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est pratiquée pour la différence.

Valeurs mobilières de placement

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Lorsque la valeur liquidative ou de cession probable à la clôture de l'exercice est inférieure à celui-ci, une dépréciation est constituée pour la différence.

La valeur de marché des valeurs mobilières de placement au 31 décembre 2008, constituées de certificats de dépôt, de comptes à terme et de SICAV monétaires, s'élève à 10,5 M€.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont enregistrées dès leur octroi. Elles sont rapportées au résultat et constituent un produit exceptionnel.

Dans le cas de subventions partielles, elles sont reprises pour un montant égal à la dotation fiscale aux amortissements affecté du rapport subvention sur immobilisation.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan correspondent aux amortissements dérogatoires sur immobilisations incorporelles et corporelles. La contrepartie des mouvements de ces provisions est inscrite au Compte de Résultat dans les charges et produits exceptionnels.

Provisions

Les provisions correspondent à des risques et charges identifiés de manière spécifique conformément au Plan Comptable Général.

b) Intégration fiscale

Depuis le 1^{er} janvier 1995, la Société Gévelot S.A. a opté pour le régime fiscal de Groupe. Elle est à ce titre seule redevable de l'impôt dû sur le Résultat d'ensemble. En application des Conventions d'intégration fiscale conclues avec les Sociétés du périmètre d'intégration,

chaque Société comptabilise la charge d'impôt comme en l'absence d'intégration.

Le Groupe est formé de la Société-Mère, Gévelot S.A. « tête de Groupe » et des filiales françaises suivantes : Gévelot Extrusion, PCM et Gurtner.

Le produit net d'impôt de 1 267 K€ comprend :

- l'impôt sur le résultat propre à Gévelot S.A. - 486 K€
- le produit d'impôt lié aux entités intégrées dans le Groupe d'intégration fiscale 1 753 K€

Par ailleurs, un complément de provision intra-groupe de 1 745 K€ a été constaté au 31 décembre 2008 pour restitution probable d'économie d'impôt aux filiales dans le cadre de ce régime.

c) Retraites

A leur départ en retraite, les Membres du personnel perçoivent des indemnités conventionnelles ou contractuelles. Les engagements correspondants sont pour une large part couverts par une assurance. La quote-part résiduelle non couverte n'est pas comptabilisée et figure en conséquence en engagements hors bilan.

d) Droit Individuel à la Formation (DIF)

Dans le cadre de l'Avis n° 2004 - F du 13 octobre 2004 du Comité d'Urgence du C.N.C. relatif à la comptabilisation du droit individuel à la formation, la Société Gévelot n'a pas constaté de dettes au 31 décembre 2008. Le nombre d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis à ce titre est de 272 heures. Ce nombre d'heures n'ayant pas donné lieu à demande, aucune provision n'a été constituée à la fin de l'exercice 2008.

e) Informations complémentaires

Concernant les frais de remise en état du site industriel de Meudon, une provision a été constituée pour couvrir les obligations auxquelles est soumise Gévelot S.A. en application de la Loi n° 2003-699 du 31 juillet 2003.

Début 2007, la Préfecture des Hauts-de-Seine a informé Gévelot S.A. qu'aucune réhabilitation complémentaire ne lui serait imposée en sa qualité de dernier exploitant du site.

Dans ces conditions, la provision de 262 K€ figurant au passif de la société au 31 décembre 2005 demeure inchangée.

Note n° 2 : Immobilisations et amortissements

Rubriques et postes	Immobilisations				Amortissements et dépréciations				
	Valeur brute au début de l'exercice 2008	Augmentations	Transferts	Diminutions	Valeur brute à la fin de l'exercice 2008	Cumulés au début de l'exercice 2008	Augmentations	Diminutions	Cumulés à la fin de l'exercice 2008
Immobilisations incorporelles									
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	45	-	-	-	45	24	3	-	27
Total	45	-	-	-	45	24	3	-	27
Immobilisations corporelles									
Terrains	2 377	670	-	-	3 047	134	2	-	136
Constructions	14 712	561	243	-	15 516	8 752	221	-	8 973
Autres immobilisations corporelles	116	95	4	(49)	166	77	12	(19)	70
Immobilisations corporelles en cours	23	85	(108)	-	-	-	-	-	-
Avances et acomptes	125	14	(139)	-	-	-	-	-	-
Total	17 353	1 425	-	(49)	18 729	8 963	235	(19)	9 179
Immobilisations financières									
Participations	35 771	-	-	-	35 771	-	-	-	-
Créances rattachées à des participations	727	2 847	-	-	3 574	-	-	-	-
Prêts	61	-	-	-	61	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	8	2	-	-	10	-	-	-	-
Total	36 567	2 849	-	-	39 416	-	-	-	-

L'augmentation des immobilisations corporelles concerne principalement l'accroissement des surfaces de bureaux à Levallois-Perret.

Les créances rattachées à des participations correspondent au compte courant avec Gévelot Extrusion. Le montant est essentiellement constitué des loyers des différents sites et des intérêts correspondants.

Note n° 3 : Provisions

Rubriques et postes	Augmentations		Diminutions		Montant à la fin de l'exercice 2008
	Montant au début de l'exercice 2008	et apports	Montants utilisés au cours de l'exercice 2008	Montants non utilisés au cours de l'exercice 2008	
Provisions réglementées					
Amortissements dérogatoires	1 105	339	12	-	1 432
Total	1 105	339	12	-	1 432
Provisions pour risques					
Provisions pour litiges	-	-	-	-	-
Provision pour pertes de change	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-
Provisions pour charges					
Provision pour impôts	-	-	-	-	-
Provision remise en état du site industriel de Meudon	262	-	-	-	262
Provision intra-groupe pour restitution d'impôt jugée probable dans le cadre de l'intégration fiscale	3 273	1 745	-	-	5 018
Total	3 535	1 745	-	-	5 280
Dépréciations					
Dépréciations sur immobilisations	-	-	-	-	-
Dépréciations sur valeurs mobilières de placement	-	-	-	-	-
Autres dépréciations	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-

Note n° 4 : Etat des échéances des créances et des dettes

Rubriques et postes	Montant brut au 31.12.2008	Echéances à 1 an au plus	Echéances à plus d'1 an
Créances			
Créances de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	3 574	-	3 574
Prêts ⁽¹⁾	61	9	52
Autres	10	-	10
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés ⁽⁶⁾	176	176	-
Autres	2 065	1 988	77
Capital souscrit appelé, non versé	-	-	-
Charges constatées d'avance	31	24	7
Total	5 917	2 197	3 720
Dettes			
Emprunts et dettes auprès des Etablissements de Crédit ^{(2) (3)}	1	1	-
Emprunts et dettes financières divers ^{(2) (5)}	711	-	711
Dettes fournisseurs et comptes rattachés ⁽⁶⁾	95	87	8
Dettes fiscales et sociales	388	318	70
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés ⁽⁶⁾	36	36	-
Autres dettes ⁽⁴⁾	651	651	-
Produits constatés d'avance	-	-	-
Total	1 882	1 093	789
(1) Prêts accordés en cours d'exercice	-		
Prêts récupérés en cours d'exercice	-		
(2) Emprunts et dettes financières soucrits en cours d'exercice	32		
Emprunts remboursés et transférés en cours d'exercice	5		
(3) dont :			
- à deux ans au maximum à l'origine	1		
- à plus de deux ans à l'origine	-		
(4) Dont envers les associés	647		
(5) Dettes dont l'échéance est à plus de 5 ans	711		
(6) Dont effets de commerce	-		

Note n° 5 : Éléments concernant les Entreprises liées et les Participations

Postes	Montant au 31.12.2008 concernant les Entreprises ⁽¹⁾	
	liées ⁽²⁾	avec lesquelles la Société a un lien de participation
Avances et acomptes sur immobilisations	-	-
Participations	35 771	-
Créances rattachées à des participations	3 574	-
Prêts	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes (actif circulant)	-	-
Créances clients et comptes rattachés	159	-
Autres créances	24	-
Capital souscrit appelé, non versé	-	-
Emprunts et dettes auprès des Etablissements de Crédit	-	-
Emprunts et dettes financières divers	678	-
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
Autres dettes	647	-
Produits de participation	1 417	-
Autres produits financiers	89	-
Charges financières	-	-

(1) En montants nets

(2) Entreprises liées : ce sont les entreprises consolidées par la méthode d'intégration globale

Note n° 6 : Réévaluation

Postes	Variations de la réserve de réévaluation au 31.12.2008				
	Montant au début de l'exercice 2008	Diminutions dues aux cessions	Autres variations	Montant en fin d'exercice 2008	Pour mémoire écarts incorporés au capital
Terrains	-	-	-	-	-
Participations	-	-	-	-	2 222
Réserve de réévaluation (1976)	-	-	-	-	(2 222)
Réserve spéciale de réévaluation (1959)	-	-	-	-	(431)
Ecart de réévaluation libre	-	-	-	-	-
Autres écarts : Ecarts de réévaluation des immobilisations plafonnées	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-

Note n° 7 : Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant au 31.12.2008
Créances rattachées à des participations	23
Créances clients et comptes rattachés	25
Autres créances	-
Valeurs mobilières de placement	69
Total	117

Note n° 8 : Charges à payer

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	Montant au 31.12.2008
Emprunts et dettes auprès des Etablissements de Crédit	1
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	34
Dettes fiscales et sociales	123
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	35
Autres dettes	4
Total	197

Note n° 9 : Charges et produits constatés d'avance

	Montant au 31.12.2008	
	Charges	Produits
Charges/Produits d'exploitation	31	-
Charges/Produits financiers	-	-
Charges/Produits exceptionnels	-	-
Total	31	-

Note n° 10 : Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions composant le capital social au début de l'exercice 2008	957 543	35,00
Actions émises pendant l'exercice	-	-
Actions remboursées pendant l'exercice	-	-
Actions annulées pendant l'exercice	-	-
Modification de la valeur nominale par incorporation de réserves	-	-
Actions composant le capital social en fin d'exercice 2008	957 543	35,00

Soit un capital social de 33 514 005 euros.

Note n° 11 : Tableau des variations des capitaux propres

Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice 2007 avant résultat	51 816
Affectation des résultats 2007 à la situation nette par l'Assemblée Générale Ordinaire du 19 juin 2008	687
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2008	52 503
Variations de l'exercice :	325
. Variation des primes, réserves, report à nouveau	-
. Variation des provisions réglementées et subventions d'équipement	325
Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice 2008 avant résultat	52 828

Note n° 12 : Ventilation du chiffre d'affaires net

a) Répartition par secteurs d'activité

	Montant 2008	Montant 2007
Prestations de services	3 603	3 533
Total	3 603	3 533

b) Répartition par marchés géographiques

	Montant 2008	Montant 2007
France	3 594	3 520
Allemagne	9	13
Total	3 603	3 533

Note n° 13 : Résultat exceptionnel

Les principaux éléments formant le résultat exceptionnel sont les suivants :

Rubriques	Montant 2008
Provision intra-groupe pour restitution probable d'économie d'impôt dans le cadre de l'intégration fiscale	(1 745)
Amortissements dérogatoires	(327)
Divers nets	(70)
Total	(2 142)

Note n° 14 : Impôts sur les bénéfices

La ventilation de l'impôt sur les bénéfices entre le résultat courant et le résultat exceptionnel est la suivante :

Rubriques	Résultat avant impôt au 31.12.2008	Montant de l'impôt sur les bénéfices 2008	Résultat net au 31.12.2008
Résultat courant	3 165	618	2 547
Résultat exceptionnel	(2 142)	(132)	(2 010)
Incidence intégration fiscale	-	(1 753)	1 753
Total	1 023	(1 267)	2 290

Le taux d'impôt retenu est de 33 1/3 %.

L'incidence sur l'imposition de l'exercice des évaluations fiscales dérogatoires, due aux amortissements dérogatoires, est de 109 K€.

Accroissement et allègement de la dette future d'impôts

La dette future d'impôts se trouvera allégée de 2 K€ en raison des provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation et accrue de 477 K€ au titre de la reprise des amortissements dérogatoires.

Note n° 15 : Engagements hors bilan

Engagements donnés	Montant au 31.12.2008
Avals et cautions délivrés au profit des filiales	-
Autres engagements donnés :	
Dettes pour lesquelles l'entreprise a accordé une garantie	
- au titre de ses propres emprunts	-
- au titre d'emprunts contractés par des filiales	-
Engagements de crédit-bail T.T.C.	-
Engagements en matière de retraites	10
Total	10

Engagements reçus	Montant au 31.12.2008
Avals et cautions reçus	-
Divers	-
Total	-

Engagements en matière de retraites (I.F.C.)

L'engagement en matière d'indemnités de fin de carrière est calculé pour chacune des catégories : employés, cadres, en fonction de l'ancienneté acquise et du salaire moyen, charges sociales comprises, selon la méthode dite « des unités de crédit projetées », conformément à la Recommandation 03-R.1 du 1^{er} avril 2003 du C.N.C..

Le chiffre retenu, soit 10 K€, est égal au montant du passif social IFC (91 K€) diminué de la valeur du fonds au 31 décembre 2008 (81 K€) détenu par Generali Patrimoine (Groupe Générali) dans le cadre d'un contrat permettant d'externaliser une partie de ces engagements.

Note n° 16 : Rémunération des dirigeants

La rémunération globale des Organes de Direction et d'Administration s'est élevée à 472 338 euros pour l'exercice 2008.

Note n° 17 : Effectif moyen 2008

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	5	-
Agents de maîtrise et techniciens, employés	3	-
Total	8	-

Note n° 18 : Société consolidante

Gévelot S.A. est la société consolidante du Groupe Gévelot.

Note n° 19 : Filiales et participations au 31 décembre 2008

Sociétés	Capital	Capitaux propres autres que le capital avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenu en % ⁽¹⁾	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la Société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la Société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice clos	Bénéfice ou perte du dernier exercice clos	Dividendes attribués par la Société au cours de l'exercice
				Brutes	Nettes					
A - FILIALES										
(50 % au moins du capital détenu par la Société)										
GÉVELOT EXTRUSION S.A. 6, boulevard Bineau 92532 Levallois-Perret Cedex	18 120	11 052	99,99	25 397	25 397	3 574	-	64 941	(3 465)	-
PCM S.A. 17, rue Ernest Laval B.P. 35 - 92173 Vanves Cedex	10 155	27 047	99,94	6 509	6 509	-	-	70 139	4 375	1 277
GURTNER S.A. 40, rue de la Libération B.P. 129 - 25302 Pontarlier Cedex	3 090	3 605	99,95	1 225	1 225	-	-	15 134	(852)	-
B - PARTICIPATIONS										
(10 à 50 % du capital détenu par la Société)										
Participations étrangères (en milliers d'euros)										
DOLD KALFLIESSPRESSTEILE GmbH Langenbacherstrasse 17/19 D-78147 Vöhrenbach (Allemagne)	13 000	1 469	20,00	2 640	2 640	-	-	43 093	654	140
TECHNIQUES DE FIXATION Belgique (en liquidation)	110	NC	22,72	-	-	-	-	NC	NC	-

(1) Dont prêts de consommation



Résultat et Capitaux propres

Résultat de l'exercice et tableau des variations des Capitaux propres

Résultat de l'exercice

Total en milliers d'euros et en euros par action	Rappel 2007	2008
Nombre d'actions au 31 décembre	957 543	957 543
Résultat comptable	K€ 2 793	2 290
	€ 2,92	2,39
Variation des capitaux propres hors opérations de structure	K€ 306	325
	€ 0,32	0,34
Dividende proposé	K€ 2 106	1 915
	€ 2,20	2,00

Tableau des variations des Capitaux propres

(en milliers d'euros)	2008
Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice 2007 avant résultat	51 816
Affectation du résultat 2007 à la situation nette par l'Assemblée Générale Ordinaire du 19 juin 2008	687
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2008	52 503
Variations de l'exercice :	325
- Variation des primes, réserves, report à nouveau	-
- Variation des provisions réglementées et subventions d'équipement	325
Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice 2008 avant résultat	52 828
Affectation du résultat 2008 à la situation nette proposée à l'Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2009	375
Capitaux propres après affectation proposée	53 203

Valeurs Mobilières

Valeurs mobilières de Participation au 31 décembre 2008

Montant	Sociétés	Nominal	Capital divisé en	Pourcentage de participation	Valeur d'inventaire en euros
Sociétés françaises					
1 509 991 actions	Gévelot Extrusion	12	1 510 000	99,99	25 397 216,78
75 108 actions	PCM	135	75 222	99,85	6 509 266,75
25 707 actions	Gurtner	120	25 750	99,83	1 225 347,52
Participations à l'Etranger					
7 parts	Dold Kaltfliesspressteile GmbH	capital	13 000 000 €	20,00	2 639 599,76
1 000 actions	Techniques de Fixation (Société en liquidation)	25	4 400	22,72	-
Total					35 771 430,81

Valeurs mobilières de placement et créances assimilées au 31 décembre 2008

2 certificats de dépôt	(B.N.P. Paribas)				3 075 000,00
3 comptes à terme	(Caisse d'Epargne IdF-Paris)				2 316 463,00
2 certificats de dépôt	(L.C.L.)				2 042 500,00
8 parts	FCP B.N.P. Paribas Euribor 3 Mois (B.N.P. Paribas)				1 760 321,28
2 parts	FCP SGAM Invest Monétaire ISR (S.G.)				510 800,34
1 compte à terme	(S.G.)				500 000,00
80 parts	FCP Groupama Entreprises (S.G.)				174 827,20
1 action	SICAV SGAM Invest Moneplus (S.G.)				22 904,73
Total					10 402 816,55

Résultats financiers

Résultats financiers de la Société au cours des cinq derniers exercices

(Articles 133, 135 et 148 du Décret sur les Sociétés Commerciales)

(en euros)

Nature des indications	2008	2007	2006	2005	2004
I - CAPITAL EN FIN D'EXERCICE			(*)		
a) capital social	33 514 005,00	33 514 005,00	33 514 005,00	30 487 880,00	30 487 880,00
b) nombre d'actions ordinaires existantes	957 543	957 543	957 543	983 480	983 480
c) nombre d'actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes	-	-	-	-	-
d) Nombre maximal d'actions futures à créer					
d.1 par conversion d'obligations	-	-	-	-	-
d.2 par exercice de droits de souscription	-	-	-	-	-
II - OPERATIONS ET RESULTAT DE L'EXERCICE					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	3 603 156,29	3 533 102,88	3 451 132,93	3 641 600,73	3 693 779,73
b) Résultat avant impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	3 331 548,62	3 720 750,51	3 084 009,93	4 121 180,54	3 328 205,33
c) Impôt sur les bénéfices	(1 267 156,00)	(732 010,00)	(706 918,00)	(1 052 315,00)	2 057 684,00
d) Participation des salariés due au titre de l'exercice	-	-	-	-	-
e) Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	2 290 422,02	2 793 407,88	2 171 310,10	3 378 393,57	2 250 858,25
f) Résultat distribué	1 915 086,00	2 106 594,60	2 106 594,60	2 106 594,60	2 010 840,30
III - RESULTAT PAR ACTION					
a) Résultat après impôts, participation des salariés mais avant amortissements et provisions	4,80	4,65	3,96	5,26	1,29
b) Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	2,39	2,92	2,27	3,44	2,29
c) Dividende attribué à chaque action	2,00	2,20	2,20	2,20	2,10
IV - PERSONNEL					
a) Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	8	8	9	7	7
b) Montant de la masse salariale	717 906,42	706 241,36	724 402,39	688 365,60	676 305,96
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	303 565,05	298 857,61	306 285,94	288 091,48	263 674,26

(*) Conformément aux décisions de l'Assemblée Générale Mixte du 22 juin 2006, réduction de capital pour 804 047 € par voie d'annulation des 25 937 actions propres détenues par Gévelot S.A. et augmentation de capital pour 3 830 172 € par voie d'incorporation de réserves aux fins d'élévation du nominal des 957 543 actions subsistantes de 31 € à 35 €.

Le capital social se compose donc de 957 543 actions de nominal 35 € chacune, soit 33 514 005 €.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Annuels

Exercice clos le 31 décembre 2008

Aux Actionnaires

Gévelot SA
6, boulevard Bineau
92300 Levallois-Perret

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2008, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Gévelot SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2008 ont été réalisées dans un contexte de crise économique et financière pesant fortement sur les secteurs d'activité du groupe et créant également une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

La Société détermine à chaque clôture la valeur d'inventaire de ses immobilisations financières selon les méthodes décrites en note 1a de l'annexe et constate, le cas échéant, des provisions pour dépréciation lorsque cette valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis et des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes décrites dans l'annexe et nous sommes assurés de leur correcte application ainsi que du caractère raisonnable des estimations retenues pour leur mise en œuvre.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels ;
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de leur prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 27 avril 2009

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Pierre RIOU

CREA
Bernard ROUSSEL

Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions et Engagements Réglementés

Exercice clos le 31 décembre 2008

Aux Actionnaires

Gévelot SA
6, boulevard Bineau
92300 Levallois-Perret

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous devons vous présenter un rapport sur les conventions et engagements réglementés dont nous avons été avisés. Il n'entre pas dans notre mission de rechercher l'existence éventuelle de tels conventions et engagements.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement soumis aux dispositions de l'article L.225-38 du Code de commerce.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 27 avril 2009
Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Pierre RIOU

C R E A
Bernard ROUSSEL

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'augmentation de capital réservée aux salariés

(Articles L.225-129-6, alinéa 2, et L.225-135 et suivants du Code de commerce et L.3332-18 du Code du travail)
Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2009 - 10^{ème} Résolution

Aux Actionnaires

Gévelot SA
6, boulevard Bineau
92300 Levallois-Perret

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 225-135 et suivants du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription de 350 000 €, réservée aux salariés de votre société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer. Cette augmentation de capital donnera lieu à l'émission de 10 000 actions ordinaires, d'une valeur nominale de 35 € chacune.

Cette augmentation de capital est soumise à votre approbation en application des dispositions des articles L. 225-129-6, alinéa 2 du Code de commerce et L. 3332-18 et suivants du Code du travail.

Votre Conseil d'Administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer, pour une durée maximum de douze mois, le pouvoir de fixer les modalités de cette opération et vous propose de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux titres de capital à émettre.

Il appartient au Conseil d'Administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et R. 225-114 du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux Comptes relatives à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du conseil d'administration ayant trait à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'augmentation de capital proposée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du Conseil d'Administration.

Le montant du prix d'émission n'étant pas fixé, nous n'exprimons pas d'avis sur les conditions définitives dans lesquelles l'augmentation de capital sera réalisée et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R. 225-116 du Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire lors de la réalisation de l'augmentation de capital par votre Conseil d'Administration.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 27 avril 2009

Les Commissaires aux Comptes

Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur la réduction du capital par annulation d'actions achetées

(Article L. 225-209 du Code de commerce)

Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2009 - 11^{ème} Résolution

Aux Actionnaires

Gévelot SA
6, boulevard Bineau
92300 Levallois-Perret

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société Gévelot SA, et en exécution de la mission prévue à l'article L. 225-209 alinéa 7 du Code de commerce en cas de réduction du capital par annulation d'actions achetées, nous avons établi le présent rapport destiné à vous faire connaître notre appréciation sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences conduisent à examiner si les causes et conditions de la réduction du capital envisagée sont régulières.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'achat par votre société, dans la limite de 10 % de son capital, de ses propres actions (au maximum 95 754 actions), dans les conditions prévues à l'article L. 225-209 du Code de commerce. Cette autorisation d'achat est proposée par ailleurs à l'approbation de votre Assemblée Générale et serait donnée pour une période de 18 mois (neuvième résolution).

Votre conseil vous demande de lui déléguer, pour une période de vingt-six mois, au titre de la mise en œuvre de l'autorisation d'achat par votre société de ses propres actions, tous pouvoirs pour annuler, dans la limite de 10 % de son capital, par période de 24 mois, les actions ainsi achetées (onzième résolution).

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée, étant rappelé que celle-ci ne peut être réalisée que dans la mesure où votre assemblée approuve au préalable l'opération d'achat, par votre société, de ses propres actions.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 20 mai 2009

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Pierre RIOU

C R E A

Bernard ROUSSEL

Résolutions

soumises à l'Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2009

I – RESOLUTIONS A CARACTERE ORDINAIRE

Première résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du Rapport de Gestion du Conseil d'Administration et du Rapport des Commissaires aux Comptes, approuve ces Rapports dans toutes leurs parties, ainsi que les Comptes Sociaux annuels 2008 qui font ressortir un résultat net bénéficiaire de 2 290 422,02 €.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale, connaissance prise des Rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes, approuve les Comptes Consolidés annuels tels qu'ils sont présentés et faisant ressortir pour l'exercice 2008 un résultat net bénéficiaire de l'ensemble consolidé, part du Groupe, de 4,3 M€.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale prend acte du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les opérations visées par l'Article L.225-38 du Code de Commerce.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice de 2 290 422,02 € majoré du report à nouveau antérieur de 2 267 818,92 € constituant le bénéfice distribuable de 4 558 240,94 € comme suit :

• Affectation à la réserve légale (5 % du résultat 2008)	114 521,10 €
• Versement d'un dividende de (2,00 € x 957 543 actions)	<u>1 915 086,00 €</u>
Solde en report à nouveau	<u>2 528 633,84 €</u>

Le dividende de 2,00 € par action, éligible à l'abattement de 40 % prévu pour les personnes physiques bénéficiaires d'un Crédit d'Impôt plafonné sera mis en distribution à partir du 1^{er} juillet 2009.

L'Assemblée Générale rappelle que, conformément aux dispositions légales en vigueur, il a été procédé à la distribution des dividendes suivants au cours des trois derniers exercices :

Exercice	Net	Crédit d'impôt	Nombre d'actions	
			servies	globales
2005	2,20	pm	957 543	983 480
2006	2,20	pm	957 543	983 543
2007	2,20	pm	957 543	957 543

Cinquième résolution

Le mandat d'Administrateur de Monsieur Paolo MARTIGNONI étant venu à son expiration, l'Assemblée Générale renouvelle son Mandat pour une durée de trois ans soit jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2011.

Sixième résolution

Le mandat d'Administrateur de Mademoiselle Claudine BIENAIMÉ étant venu à son expiration, l'Assemblée Générale renouvelle son Mandat pour une durée de trois ans soit jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2011.

Septième résolution

Le mandat d'Administrateur de Monsieur Charles BIENAIMÉ étant venu à son expiration, l'Assemblée Générale renouvelle son Mandat pour une durée de trois ans soit jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2011.

Huitième résolution

L'Assemblée Générale donne aux Administrateurs quitus de l'exécution de leur mandat pour l'exercice 2008.

Neuvième résolution

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, autorise le Conseil d'Administration, conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de Commerce et du Règlement Européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003, à faire acheter par la Société ses propres actions.

Cette autorisation est donnée pour permettre, si besoin est, l'annulation éventuelle des actions acquises, sous réserve de l'adoption de la 11^{ème} résolution à caractère extraordinaire figurant à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale de ce jour.

Les opérations d'acquisition, de cession ou de transfert ci-dessus décrites pourront être effectuées par tout moyen compatible avec la Loi et la réglementation en vigueur, y compris par l'utilisation d'instruments financiers dérivés et par acquisition ou cession de blocs.

Ces opérations pourront intervenir à tout moment, y compris en période d'offre publique sur les actions de la Société, sous réserve que cette offre soit réglée intégralement en numéraire et sous réserve des périodes d'abstention prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

L'Assemblée Générale fixe le nombre maximum d'actions pouvant être acquises au titre de la présente résolution à 10 % du capital de la Société à la date de la présente assemblée ce qui correspond à 95 754 actions de 35 euros de valeur nominale, étant précisé que

dans le cadre de l'utilisation de la présente autorisation, le nombre d'actions auto détenues devra être pris en considération afin que la Société reste en permanence dans la limite d'un nombre d'actions auto détenues au maximum égal à 10 % du Capital Social et que le nombre d'actions auto détenues pour être remises en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne peut excéder 5 % du capital.

L'Assemblée Générale décide que le montant total consacré à ces acquisitions ne pourra pas dépasser 1 915 080 euros et décide que le prix maximum d'achat ne pourra excéder 20 euros par action.

L'Assemblée Générale confère au Conseil d'Administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, tous les pouvoirs nécessaires à l'effet :

- de décider la mise en œuvre de la présente autorisation,
- de passer tous ordres de bourse, conclure tous accords en vue, notamment, de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, conformément à la réglementation boursière en vigueur,
- d'effectuer toutes déclarations et de remplir toutes autres formalités et, de manière générale, faire ce qui sera nécessaire.

Le Conseil d'Administration informera les actionnaires réunis en assemblée ordinaire annuelle de toutes les opérations réalisées en application de la présente résolution.

La présente autorisation est consentie pour une durée de dix-huit mois à compter du jour de la présente Assemblée.

II - RESOLUTIONS A CARACTERE EXTRAORDINAIRE

Dixième résolution

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité et de quorum des Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise du Rapport du Conseil d'Administration faisant apparaître que la participation du Personnel de la Société Gévelot et/ou des Sociétés qui lui sont liées au sens de l'Article L 225-180 du Code de Commerce représentent au 31 décembre 2008 moins de 3 % du Capital Social, et du Rapport spécial des Commissaires aux Comptes et, conformément, d'une part aux dispositions du Code de Commerce et, notamment des Articles L 225-129-6 alinéa 2, L.225-135 et suivants du Code de Commerce et L 3332-18 et suivants du Code du Travail :

- décide d'augmenter le Capital Social d'un montant de 350 000 euros, par l'émission de 10 000 Actions d'un nominal de 35 € réservées aux Salariés, Adhérents à un Plan d'Épargne Entreprise à créer ;
- décide que la présente décision emporte renonciation expresse des Actionnaires à leur droit préférentiel de souscription au profit des Salariés, Adhérents au Plan d'Épargne d'Entreprise établi par Gévelot et/ou les Sociétés qui lui sont liées dans les conditions prévues par les Textes en vigueur directement, ou par l'intermédiaire d'un Fonds Commun de Placement d'Entreprise (FCPE) ou d'une SICAV d'Actionnariat Salarié (SICAVAS) ;
- décide que le prix des Actions à émettre, en application de la présente Résolution, ne pourra être, ni inférieur de plus de 20 % à la moyenne des cours cotés de l'Action lors des vingt séances de

Bourse précédant la décision du Conseil d'Administration relative à la mise en œuvre de l'Augmentation de Capital et à l'émission d'Actions correspondante, ni supérieur à cette moyenne.

L'Assemblée délègue au Conseil d'Administration tous pouvoirs à l'effet de mettre en œuvre l'Augmentation de Capital faisant l'objet de la présente Résolution, notamment :

- décider si les Actions doivent être souscrites directement par les Salariés Adhérents au Plan d'Épargne du Groupe ou si elles devront être souscrites par l'intermédiaire d'un Fonds Commun de Placement d'Entreprise (FCPE) ou d'une SICAV d'Actionnariat Salarié (SICAVAS) ;
- arrêter la liste des bénéficiaires ;
- arrêter le nombre d'Actions nouvelles à émettre et les règles de réduction applicables en cas de sur-souscription ;
- imputer les frais des augmentations de Capital Social sur le montant des primes afférentes à ces augmentations ;
- apporter aux Statuts les modifications et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire.

La présente Délégation est consentie pour une durée de douze mois à compter du jour de la présente Assemblée.

Onzième résolution

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du Rapport spécial des Commissaires aux Comptes, autorise le Conseil d'Administration, conformément aux dispositions de l'article L. 225-209 du Code de commerce à annuler, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, tout ou partie des actions de la Société que cette dernière détient ou détiendrait dans le cadre de l'article L. 225-209 susvisé et à réduire le capital social du montant nominal global des actions ainsi annulées, dans la limite de 10 % du capital par périodes de vingt-quatre mois.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration à l'effet de réaliser la ou les réductions de capital, imputer la différence entre le prix de rachat des actions annulées et leur valeur nominale sur tous postes de réserves et primes, procéder aux modifications consécutives des statuts, ainsi qu'effectuer toutes les déclarations auprès de l'Autorité des Marchés Financiers, remplir toutes autres formalités et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire.

La présente autorisation est donnée pour une période de vingt-six mois à compter de ce jour.

III – RESOLUTION A CARACTERE ORDINAIRE

Douzième résolution

Pour faire toutes publications et dépôts prescrits par la Loi et généralement pour accomplir toutes formalités légales, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'originaux, de copies ou d'extraits des présentes.



Rapport du Président aux Actionnaires

prévu par l'article L. 225-37 du Code de Commerce

Sommaire

Rapport du Président concernant :

Les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration,
La limitation des pouvoirs du Directeur Général,
Le Code de Gouvernance,
Les procédures de Contrôle Interne.

Rapport des Commissaires aux Comptes

Rapport établi en application de l'Article L. 225-235 du Code de Commerce, sur le Rapport du Président du Conseil d'Administration de la Société Gévelot pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Exercice 2008

Rapport du Président aux Actionnaires

Prévu par l'Article L. 225-37 du Code de Commerce modifié par la Loi n° 2008-649 du 3 juillet 2008

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux dispositions de l'Article L. 225 37, Alinéa 6, du Code de Commerce, j'ai, en ma qualité de Président Directeur Général de Gévelot S.A., fonctions auxquelles j'ai été désigné par le Conseil d'Administration du 15 février 2005, à vous rendre compte dans ce Rapport approuvé par le Conseil d'Administration du 9 avril 2009 :

- de la composition, des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration,
- des éventuelles limitations apportées aux Pouvoirs du Directeur Général,
- de l'approbation par le Conseil d'Administration du 15 octobre 2008, du Code de Gouvernance AFEP-MEDEF,
- des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la Société et notamment celles relatives à l'élaboration et au traitement des Comptes Sociaux et Consolidés

Composition, conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration

Conformément aux dispositions de l'Article 13 des Statuts, qui prévoient un nombre maximum d'Administrateurs fixé à quinze, le Conseil d'Administration est composé à ce jour de huit Membres. La composition du Conseil d'Administration de Gévelot S.A est indiquée dans le Rapport de Gestion. Les nominations, remplacements ou renouvellements d'Administrateurs faits par le Conseil d'Administration sont soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires.

Le Conseil d'Administration de Gévelot S.A. compte actuellement deux Administrateurs indépendants. Ce nombre pourrait être porté à trois pour marquer la volonté du Groupe de se mettre en total accord avec le Code de Gouvernance Afep-Medef qui prévoit au moins un tiers d'Administrateurs indépendants pour les sociétés dont le Capital n'est pas dispersé.

La durée du mandat des Administrateurs est de trois ans (le Code de Gouvernance Afep-Medef prévoit une durée maximale de 4 ans pour les mandats d'Administrateurs).

Chaque Administrateur doit actuellement détenir au moins 100 Actions nominatives de Gévelot S.A.

Le Groupe respecte le Code Afep-Medef pour le non-cumul des mandats d'Administrateur et de salarié de l'Entreprise.

Il n'y a pas eu de mandats sociaux confiés ou renouvelés à des Dirigeants salariés postérieurement au 15 octobre 2008, date d'approbation par le Conseil d'Administration de Gévelot S.A. du Code de Gouvernance Afep-Medef du 6 octobre 2008.

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt social l'exige et au minimum deux fois par an.

En 2008, il s'est réuni 3 fois, le 11 avril 2008, le 31 juillet 2008 et le

15 octobre 2008. Le taux moyen de présence des Administrateurs s'est élevé à 95,8 %.

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son Président. Les dates de réunion sont fixées en début d'année.

En début de chaque séance, un Registre de Présence est dûment émarginé par les Administrateurs présents ou par les Représentants autorisés ayant reçu pouvoir à cet effet.

Chaque réunion du Conseil d'Administration donne lieu à l'établissement d'un Procès-Verbal qui est transmis aux Administrateurs pour examen et proposé à leur approbation lors du Conseil suivant.

Le Comité d'Audit, dont la création a été décidée par le Conseil d'Administration du 8 avril 2004, avait tenu sa réunion constitutive le 21 juin 2004.

Le Comité d'Audit s'est réuni 3 fois en 2008 : le 17 janvier 2008, le 9 avril 2008 et le 28 juillet 2008.

Le Règlement intérieur, propre au Conseil d'Administration a été approuvé par le Conseil d'Administration du 11 avril 2008.

Limitation des pouvoirs du Directeur Général

Les fonctions de Directeur Général que j'exerce en ma qualité de Président du Conseil d'Administration m'ont été confirmées par le Conseil d'Administration du 15 février 2005, ma nomination intervenant à effet du 1^{er} mars 2005.

Aucune limitation, autre que celles fixées par la Loi, n'a été apportée aux pouvoirs qui m'ont été conférés.

Actionnariat

Il n'existe pas de clause particulière de participation des actionnaires de Gévelot S.A aux Assemblées Générales ni de restrictions d'aucune sorte au Droit de vote.

A notre connaissance, il n'existe pas d'accords entre les Actionnaires qui pourraient entraîner des restrictions aux transferts d'Actions ou à l'exercice du droit de vote et, par ailleurs, le capital du Groupe étant très peu dispersé, aucune mesure spécifique anti-OPA ne trouve de justification.

Approbation du Code de Gouvernance AFEP-MEDEF

Le Conseil d'Administration de Gévelot S.A. a approuvé, le 15 octobre 2008, le Code de Gouvernance AFEP-MEDEF comme référentiel de Gouvernance de la Société et aucune de ses dispositions n'a été écartée.

Ce Code peut être consulté au siège de la Société ou sur internet à l'adresse suivante :

<http://medef.typepad.com/code-consolide-AFEP-MEDEF.pdf>

Procédures de Contrôle interne

1. Gestion des Risques

Les procédures d'identification et de gestion des Risques sont décrites et explicitées dans le Rapport de Gestion.

2. Les procédures de contrôle interne en vigueur chez Gévelot S.A. ont pour objet :

- d'une part, de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements des Personnes s'inscrivent dans le cadre défini par les Organes Sociaux pour orienter les activités du Groupe, par les Lois et Règlements applicables et par les valeurs, Normes et règles internes à chaque Filiale ;
- d'autre part, de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux Organes Sociaux de la Société reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la Société et de ses Filiales.

Objectifs du Contrôle interne

L'un des objectifs du système de contrôle interne est de prévenir et de maîtriser les risques d'erreurs ou de fraudes, en particulier dans les domaines comptables et financiers. Comme tout système de contrôle, il ne peut cependant fournir une garantie absolue que ces risques sont totalement maîtrisés ou éliminés.

Rappel des travaux menés en 2007

Durant l'exercice 2008, le Groupe a procédé à plusieurs missions d'audit interne à titre de validation des procédures Groupe mises en circulation durant l'exercice 2005. L'objectif premier était de réaliser un état des lieux sur certains secteurs sensibles (Trésorerie, Banque...) et de s'assurer de la bonne connaissance des nouvelles procédures Groupe.

Le Groupe a aussi évalué les risques notamment de change existant dans ses Filiales et a communiqué ses instructions en matière de couverture de change.

Par ailleurs, le Groupe a finalisé la structure d'un Reporting « Groupe » standardisé dont l'objectif est d'améliorer les capacités d'analyse des résultats transmis et leur comparabilité aux budgets et plans stratégiques ainsi qu'aux Comptes semestriels et annuels qui sont communiqués au format IFRS ainsi qu'à identifier, évaluer et contrôler de manière plus rapide les risques significatifs ou engagements hors-bilan.

Enfin, le Groupe mène des missions de revue des processus d'élaboration des budgets et plans stratégiques. Dans ce cadre, il revoit avec les différents Présidents de Filiales, les principales hypothèses retenues et leurs traductions effectives dans les différents tableaux de Résultats ou de Trésorerie.

Il s'assure de leur cohérence avec les Résultats passés, avec les perspectives annoncées au niveau national ou international. Les budgets et plans stratégiques sont utilisés notamment pour la détermination des Cash Flow futurs servant à la détermination des valeurs d'utilité dans le cadre de l'élaboration des Comptes Consolidés au format IFRS.

Indissociabilité du contrôle interne et des opérations

Chacune des fonctions dans les différents métiers du Groupe Gévelot a la charge de définir, sous la responsabilité du Président de la Filiale, son dispositif de contrôle pour réaliser et optimiser les opérations dont elle a la responsabilité, pour protéger les actifs mis en oeuvre et pour gérer les risques auxquels elle peut être confrontée et ceci dans le respect des procédures et niveaux de risques définis au niveau Groupe.

Les Présidents des Filiales s'appuient sur les Procédures et le Contrôle Interne Groupe pour s'assurer de l'efficacité des dispositifs de Contrôle mis en place dans leurs entités. Ils suivent les remarques issues des Rapports du Contrôle Interne et proposent les solutions adaptées à leurs entités afin de permettre d'identifier et contrôler les opérations qui pourraient avoir un impact significatif sur les résultats actuels ou futurs du Groupe :

- Investissements lourds
- Prises de participations
- Mesures de restructuration
- Limitations des pouvoirs
- Nouveaux marchés et marges
- Environnement
- Situation sociale

Le principe de délégation et de séparation des fonctions

Les délégations visent à responsabiliser chaque acteur dans son domaine propre d'activité sur le respect des décisions des Directions Générales et sur la conformité aux Lois et aux Règlements en vigueur en France ou dans les pays d'implantation des Filiales.

Le principe de la séparation des fonctions s'exerce surtout dans le domaine des fonctions opérationnelles et financières. Ces dernières, présentes dans toutes les Filiales, assurent la remontée et la fiabilité des informations vers les Dirigeants grâce à un système de reporting mensuel.

Le Service de Consolidation rassemble et contrôle les données financières et comptables et s'assure de leur homogénéité.

Participant notamment à l'exercice du Contrôle interne du Groupe

• Les Conseils d'Administration des Filiales

Dans chaque Filiale, particulièrement dans celles détenues à 100 % par Gévelot S.A., le Conseil d'Administration, qui comprend toujours des Représentants de Gévelot S.A., fixe les orientations de l'activité de la Société et veille à leur bonne mise en oeuvre. Il suit la marche de la Société et procède aux contrôles et vérifications qu'il estime nécessaires.

• Le Comité d'Audit de Gévelot S.A.

Ce Comité, composé de trois Membres, Administrateurs du Groupe ou de Filiales du Groupe, a pour fonction de donner son avis sur les Comptes Consolidés et Sociaux semestriels et annuels. Avec l'assistance des Commissaires aux Comptes, il examine les comptes, s'assure du bien fondé des principes comptables appliqués, obtient de la Direction financière et comptable du Groupe toutes explications nécessaires, prend connaissance des Procédures internes de collecte et de contrôle des informations. Il veille à être informé des risques et à ce que lui soient communiqués les engagements hors bilan significatifs.

Il donne ses orientations en matière de Contrôle Interne, propose la nomination des Commissaires aux Comptes le cas échéant et suit leurs Actions au sein du Groupe.

• Le Contrôle Financier Central

Le Contrôleur Financier Groupe :

- suit l'évolution de la trésorerie des Filiales,
- contrôle la nature des placements effectués dans le cadre de la gestion de la trésorerie,
- suit les reportings mensuels de chiffre d'affaires et de résultats et s'assure de leur pertinence, notamment par Rapport aux budgets,
- suit la réalisation des investissements en fonction des budgets autorisés,

- participe à la mise en place auprès des Banquiers du Groupe des emprunts autorisés par les Conseils d'Administration en liaison avec les Directeurs Financiers des Filiales,
- s'assure de la bonne couverture des risques de toutes natures industriels, environnementaux, commerciaux, liés à l'activité de chaque Entreprise,
- contrôle la protection des Actifs du Groupe dans le cadre de polices d'assurances globales périodiquement actualisées.

3. Environnement du contrôle interne dans le cadre de l'information comptable et financière

La procédure budgétaire

La procédure budgétaire, qui permet de responsabiliser les Présidents-Directeurs Généraux des Filiales sur les objectifs, est un outil essentiel.

Chaque Filiale établit annuellement un budget de fonctionnement et d'investissement qui est présenté pour approbation au Comité de Direction auquel participent le Président et le Directeur Général Délégué de Gévelot S.A., puis soumis au Conseil d'Administration de la Filiale.

Le reporting d'activité

Il est analysé et discuté par les Comités de Direction de chacune des Filiales, réunis mensuellement.

De plus, des réunions mensuelles pour chaque Filiale sont tenues au Siège de la Société Gévelot S.A., auxquelles assistent, outre les Présidents-Directeurs Généraux et Responsables concernés des Filiales, le Président et le Directeur Général Délégué de Gévelot S.A.

Le reporting mensuel permet de mesurer la performance des Filiales centres de profits, d'identifier et de traiter les problèmes éventuels en cours d'année.

La consolidation

Selon des procédures établies de façon à ce qu'après retraitement les états financiers produits par les Filiales soient homogènes, le Service de Consolidation de Gévelot S.A. procède, après contrôle, à leur consolidation au 30 juin et au 31 décembre de chaque année, sous référentiel international IFRS depuis le 1^{er} janvier 2005.

Par anticipation de futures mesures sur les délais et fréquences de publication, le Groupe a entamé une analyse et restructuration de son processus de consolidation des informations comptables et financières. Ceci s'est fait en parallèle de l'adoption des Normes IFRS par les sociétés cotées sur Euronext Paris.

Information et Autorisation

Indépendamment du dispositif de reporting mensuel, qui permet la remontée de la mesure des performances opérationnelles, le suivi des positions de trésorerie est assuré de façon régulière. Le suivi des positions de Trésorerie est assuré de façon hebdomadaire pour les secteurs où la situation financière est la plus difficile. D'une façon générale, ce suivi est réalisé dans une présentation simplifiée chaque mois et dans un format détaillé chaque trimestre.

Aucun investissement, hors budget approuvé, emprunt, engagement financier de quelque nature que ce soit, ne peut être réalisé sans autorisation préalable des Conseils d'Administration des Filiales concernées.

Plan d'action

En complément du reporting Comptable et financier, il est prévu d'élaborer un cadre homogène de présentation des informations commerciales, industrielles ou sociales pour les entités du Groupe.

Ces informations seront jointes en complément des reportings financiers et revues et analysées lors des comités mensuels de pilotage.

4. Modalités de détermination des rémunérations et avantages accordés aux Mandataires Sociaux

Le mode et le montant de la rémunération des Dirigeants sont fixés par le Conseil d'Administration.

Il n'y a pas de cumul de mandats sociaux et de contrat de Travail pour les Dirigeants de Gévelot S.A. ni d'avantages spécifiques de toute nature liés aux retraites.

La rémunération des Dirigeants comprend une partie fixe et une partie variable dont les modalités de détermination sont arrêtées chaque année par le Conseil d'Administration. La part variable est fondée sur la réalisation d'objectifs quantitatifs et qualitatifs propres à la Société.

Concernant les autres Mandataires Sociaux, le Conseil d'Administration détermine les règles de répartition entre ses membres des Jetons de présence alloués par l'Assemblée générale. Les règles de répartition pour 2008 sont identiques à celles de 2007 (en 2007, les Jetons de présence ont été répartis en divisant le montant total alloué annuellement par le nombre d'Administrateurs et attribués prorata temporis en cas de nomination en cours d'exercice). Le montant global des Jetons de présence des Administrateurs a été fixé à 64 000 euros pour 2008.

Les membres du Comité d'Audit se sont répartis des Jetons de présence pour un total de 4 000 euros pour l'exercice 2008. Les règles de répartition sont les mêmes qu'en 2007 (et la répartition suit la même règle que pour les Membres du Conseil d'Administration).

Les Jetons de présence sont attribués et répartis de la même manière dans les Filiales du Groupe.

Paolo MARTIGNONI

Président-Directeur Général

Rapport des Commissaires aux Comptes, établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le Rapport du Président du Conseil d'Administration de la société Gévelot SA

Exercice clos le 31 décembre 2008

Aux Actionnaires

Gévelot SA
6, boulevard Bineau
92300 Levallois-Perret

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société Gévelot SA et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225 37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2008.

Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil d'Administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que ce rapport comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du Conseil d'Administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le Rapport du Président du Conseil d'Administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 27 avril 2009

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Pierre RIOU

C R E A
Bernard ROUSSEL



Rapport sur les Informations Sociales et Environnementales

Sommaire

Préambule	page 87
Informations sociales	
1. Informations liées à l'effectif	page 88
2. Organisation du temps de travail	page 90
3. Rémunérations	page 90
4. Relations professionnelles	page 91
5. Conditions d'hygiène et de sécurité	page 91
6. Formation	page 92
7. Emploi et insertion des travailleurs handicapés	page 93
8. Œuvres sociales	page 93
9. Sous-traitance	page 93
Informations environnementales	
1. Consommation des ressources	page 94
2. Mesures prises pour limiter les atteintes à l'équilibre biologique, aux milieux naturels, aux espèces animales et végétales protégées	page 99
3. Démarches d'évaluation et de certification	page 99
4. Mesures prises pour assurer la conformité de l'activité des Sociétés du Groupe aux dispositions législatives et réglementaires	page 100
5. Dépenses engagées pour prévenir les conséquences de l'activité des sociétés du Groupe sur l'environnement	page 100
6. Moyens internes consacrés à la gestion de l'environnement, à la formation et l'information des salariés	page 101
7. Montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement	page 101
8. Indemnités versées au cours de l'exercice en exécution d'une décision judiciaire en matière d'environnement	page 102
9. Objectifs assignés aux filiales étrangères en matière d'environnement	page 102



Informations sociales et environnementales

Préambule

Depuis la Loi dite NRE (Article 116 de la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 relative aux Nouvelles Régulations Economiques), les Sociétés françaises sont tenues de préciser dans leur Rapport de Gestion la manière dont elles prennent en compte les conséquences sociales et environnementales de leur activité.

Ces dispositions ont pris effet à partir de la publication du Rapport Annuel portant sur l'exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2002.

La liste des informations à fournir par les Sociétés a été fixée par le Décret n° 2002-221 du 20 février 2002 pris en application de l'Article L. 225-102-1 du Code de Commerce et modifiant le Décret n° 67-236 du 23 mars 1967 sur les Sociétés Commerciales et créant les Articles 148-2 et 148-3.

L'Autorité des Marchés Financiers (AMF), dans le cadre de ses Recommandations, a souligné que : « Les risques et charges environnementaux pouvant avoir des conséquences importantes sur la situation financière des Sociétés Cotées, elle avait donc déjà été amenée à attirer l'attention de ces Entreprises sur l'importance de l'information à fournir en matière de politique environnementale et de ses impacts financiers ».

Comme pour les précédentes éditions, la Société Gévelot S.A., holding financier du Groupe Gévelot, a choisi de produire ce Rapport au titre des activités industrielles de ses principales filiales françaises ventilées par secteur de la manière suivante :

Extrusion à froid/Usinage

Gévelot Extrusion : regroupant l'ensemble de l'activité Extrusion du Groupe depuis le 1^{er} janvier 1995, elle est actuellement l'un des leaders européens de la fabrication de pièces forgées à froid et à mi-chaud pour l'industrie automobile,

Pompes/Technologie des fluides

PCM : créée en 1932 par Robert Bienaimé et René Moineau, inventeur du principe de la pompe à rotor excentré qui porte son nom, elle figure parmi les premiers fabricants mondiaux de pompes volumétriques pour le transfert et le dosage des fluides,

Mécanique/Equipements moteurs et gaz

Gurtner : fondée en 1907, elle conçoit et fabrique des produits destinés à la circulation des fluides, notamment dans le domaine des équipements moteurs (carburateurs pour deux-roues, pompes doseuses et vaporisateurs Gpl pour automobiles) et des équipements gaz (gaz naturel et Gpl).

Périmètre du Rapport

Les données publiées dans ce Rapport concernent l'ensemble des sites de production français du Groupe Gévelot.

Informations sociales

1. Informations liées à l'effectif des Sites Français

1.1 Effectif total hors intérim au 31 décembre 2008

Secteurs	2008			Total au 31.12.2008	Rappel 2007			
	Cadres	Etam	Ouvriers		Cadres	Etam	Ouvriers	Total
Extrusion à froid / Usinage	43	97	407	547	42	106	438	586
Pompes / Technologie des Fluides	143	62	116	321	141	62	116	319
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	9	48	70	127	11	53	71	135
TOTAL	195	207	593	995	194	221	625	1 040

Comme en 2007, les effectifs du Groupe sont en baisse d'environ 4,3 % par rapport à l'année précédente. Dans le Secteur Extrusion, la diminution des effectifs correspond aux départs naturels ainsi qu'à la réorganisation du Site d'Offranville (Seine-Maritime) avec le licenciement de 8 salariés en octobre 2008.

Le Secteur Pompes a conservé un effectif stable en 2008 par rapport à 2007.

Dans le Secteur Mécanique dont l'activité doit s'adapter à la baisse structurelle des fournitures de carburateurs, des mesures de réduction d'effectif ont été mises en place dès la fin 2008 et dont les effets se poursuivront en 2009.

1.2 Embauches de l'année 2008

Secteurs	Cadres		Etam		Ouvriers		Total au 31.12.2008		Rappel 2007	
	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD
Extrusion à froid / Usinage	6	0	5	1	3	1	14	2	17	2
Pompes / Technologie des Fluides	10	2	8	4	7	10	25	16	25	22
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	0	0	2	2	4	0	6	2	0	0
TOTAL	16	2	15	7	14	11	45	20	42	24

Globalement, les embauches réalisées en 2008 dans les Filiales du Groupe Gévelot ont eu pour objet de remplacer les départs naturels (démissions et départs en retraite).

Dans le Secteur Extrusion, des embauches ont également été réalisées pour renforcer l'expertise en lean manufacturing (système de gestion d'entreprise consistant dans la recherche de performance par l'amélioration continue et la diminution des gaspillages).

Dans le Secteur Pompes, le nombre des Contrats à Durée Déterminée (CDD) a diminué depuis 2007, les contrats conclus les années précédentes, plus particulièrement pendant la période des congés d'été, étant désormais remplacés par des contrats d'intérim.

Les embauches du Secteur Mécanique ont été effectuées au début de l'année 2008 pour remplacer les salariés partis en 2007 et répondre aux besoins de personnel liés au démarrage des nouveaux projets. Certaines de ces embauches ont consisté dans la titularisation d'intérimaires.

1.3 Licenciements et leurs motifs

Secteurs	Cadres		Etam		Ouvriers		Total 2008	Rappel 2007
	écono- mique	indivi- duel	écono- mique	indivi- duel	écono- mique	indivi- duel		
Extrusion à froid / Usinage	0	4	0	3	4	7	18	16
Pompes / Technologie des Fluides	0	1	0	1	0	1	3	5
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	0	0	1	0	0	1	2	9
TOTAL	0	5	1	4	4	9	23	30

Les licenciements du Secteur Extrusion sont essentiellement liés au plan de départs volontaires mis en place sur le Site d'Offranville (Seine-Maritime) en septembre 2008 ainsi qu'au système de gestion des compétences.

Les licenciements du Secteur Pompes sont en baisse par rapport à 2007 et correspondent à des licenciements pour inaptitude.

Les deux licenciements intervenus en 2008 dans le Secteur Mécanique concernent un licenciement pour faute et la suppression d'un poste Etam consécutif à la fermeture de l'agence commerciale de Béthencourt sur Mer.

1.4 Heures supplémentaires

Secteurs	Cadres	Etam	Ouvriers	Total 2008	Rappel 2007
Extrusion à froid / Usinage	0	2 672	7 475	10 147	16 762
Pompes / Technologie des Fluides	0	176	15	191	177
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	0	97	398	495	1 008
TOTAL	0	2 945	7 888	10 833	17 947

Les heures supplémentaires du Secteur Extrusion sont en forte baisse d'environ 40 % par rapport à 2007, année au cours de laquelle de nouvelles productions (Site d'Offranville) et des opérations de tri liées à des problèmes qualité (Site de Laval) avaient nécessité le recours aux heures supplémentaires. En 2008, le recours aux heures supplémentaires n'a eu lieu qu'au premier semestre en raison d'une activité soutenue en tout début d'année mais qui ne s'est pas maintenue par la suite en raison de la chute d'activité constatée dans le Secteur Automobile.

Dans le Secteur Pompes, le nombre d'heures supplémentaire est structurellement très faible et correspond à des besoins ponctuels ne sollicitant généralement qu'un ou deux salariés sur des commandes spécifiques.

Tous les ans en début d'année, le Secteur Mécanique a recours aux heures supplémentaires pour faire face à une hausse d'activité. En 2008, après un surcroît d'activité de nouveau constaté en début d'année, il n'a plus été nécessaire de recourir par la suite aux heures supplémentaires dont le nombre total a été divisé par deux par rapport à 2007.

1.5 Nombre moyen mensuel de travailleurs temporaires

Secteurs	Cadres	Etam	Ouvriers	Total 2008	Rappel 2007
Extrusion à froid / Usinage	0,00	1,60	26,00	27,60	76,30
Pompes / Technologie des Fluides	0,60	4,53	8,02	13,15	17,52
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	0,00	0,00	9,25	9,25	15,10
Total	0,6	6,13	43,27	50	108,92

Pour des raisons économiques évidentes, le recours à l'intérim est réduit au strict nécessaire dans le Groupe Gévelot. En 2008, l'intérim a permis aux différentes filiales de répondre à un surcroît d'activité ponctuel constaté en début d'année 2008. De ce fait, au 31 décembre 2008, pour toutes les filiales françaises du Groupe, huit intérimaires seulement étaient employés dans le Secteur Pompes.

1.6 Plan de sauvegarde de l'emploi

Le Secteur Extrusion a mis en place en 2008 un plan de départs volontaires sur son Site d'Offranville (Seine-Maritime) qui a concerné moins de neuf salariés et initié en début décembre un Plan de Sauvegarde de l'Emploi portant sur la suppression de 47 emplois en 2009. D'autres mesures pourraient suivre au printemps 2009 si l'activité reste aussi faible qu'en cette fin d'année 2008. Les autres filiales du Groupe n'ont pas eu recours en 2008 à ce type de dispositif.

2. Organisation du temps de travail

2.1 Durée hebdomadaire du temps de travail

Secteurs	Salariés à temps plein	Salariés à temps partiel
Extrusion à froid / Usinage	35 heures	20 / 30 / 30,75 heures
Pompes / Technologie des Fluides	35 heures	17,5 / 28 heures
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	35 heures	24 heures

L'activité des filiales du Groupe pouvant être soumise à des à-coups conjoncturels, les Accords de Réduction du Temps de Travail mis en place ont prévu le recours à la modulation du temps de travail afin d'adapter l'organisation du travail à la demande des clients dans l'intérêt commun des salariés et de l'entreprise. En 2008, dans le Secteur Extrusion, l'accord de modulation a permis d'accroître la variation d'activité entre le premier et le deuxième semestre.

En ce qui concerne le Personnel Cadre des Filiales du Groupe, la durée du travail est de 217 jours par an.

Selon les filiales et les sites, le personnel de production travaille en équipes (2X8, 3X8, nuit, week-end) afin d'optimiser la durée d'utilisation des équipements.

2.2 Absentéisme

L'absentéisme est exprimé par le ratio du nombre d'heures d'absence sur le nombre d'heures possibles de travail (les taux ci-dessous ne tiennent pas compte des absences maladie de longue durée).

Secteurs	Cadres	Etam	Ouvriers
Extrusion à froid / Usinage	0,56 %	2,36 %	3,88 %
Pompes / Technologie des Fluides	2,30 %	3,30 %	4,80 %
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	0,00 %	2,79 %	4,04 %

L'absentéisme s'est fortement réduit dans le Secteur Extrusion en 2008 à l'exception de celui de la catégorie socio-professionnelle des Etam en raison de plusieurs cas de longues maladies.

En 2008, le Secteur Pompes a modifié son mode de calcul de l'absentéisme pour le rendre conforme à celui des autres secteurs dans l'approche ci-dessus (retrait notamment des absences pour longue maladie). En 2008, les taux d'absentéisme sont restés stables dans ce Secteur par rapport à l'année précédente dans les catégories Etam et Ouvriers. En revanche, dans la catégorie Cadres, le taux a sensiblement augmenté en raison de quatre congés maternité et d'un arrêt maladie.

Le niveau d'absentéisme du Secteur Mécanique s'est légèrement dégradé en 2008 et devra faire l'objet d'une vigilance renforcée en 2009.

3. Rémunérations

3.1 Evolution de la masse salariale

Secteurs	DADS 2008	Rappel 2007
Extrusion à froid / Usinage	15 435 475 €	16 195 926 €
Pompes / Technologie des Fluides	11 578 308 €	11 460 065 €
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	3 694 165 €	3 541 132 €
TOTAL	30 707 948 €	31 197 123 €

Dans le Secteur Extrusion, la baisse de la masse salariale de 4,7 % correspond à une politique sociale maîtrisée ainsi qu'à la diminution de l'effectif par rapport à 2007.

L'augmentation de 1 % de la masse salariale du Secteur Pompes est en concordance avec la stabilité des effectifs et l'augmentation générale des salaires en 2008.

Dans le Secteur Mécanique, l'augmentation de la masse salariale de 4,3 % malgré la baisse des effectifs est due à un renforcement des compétences au niveau des embauches réalisées en 2008.

3.2 Participation et Intéressement des Salariés

Les salariés du Secteur Pompes ont perçu en 2008 un montant global de 350 K€ au titre de la Participation aux Résultats de l'Entreprise (contre 635 K€ en 2007) et de 198 K€ au titre de l'Accord d'Intéressement en vigueur (contre 317 K€ en 2007).

Dans les autres Secteurs, la situation économique n'a pas permis de distribuer de participation ni d'intéressement.

3.3 Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Toutes les filiales du Groupe Gévelot respectent les obligations inscrites dans le cadre de la Loi du 13 juillet 1983 ainsi que celles contenues dans les nouveaux articles L 1142-6 et R 3221-2 du Code du Travail édictant le principe de l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes dans l'évolution de leur carrière, tant en ce qui concerne leur formation que leur rémunération et leur position hiérarchique dans l'Entreprise.

4. Relations professionnelles

Les différents Organes représentatifs du Personnel présents dans le Groupe Gévelot sont :

Comité de Groupe	CG
Comités centraux d'entreprise	CCE
Comités d'entreprise	CE
Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail	CHSCT
Délégués du personnel	DP
Délégués syndicaux	DS

4.1 Représentation du Personnel par Secteur d'activité

Secteurs	DP	CE	CHSCT	DS	Organisations syndicales				
					CGC	CGT	CFDT	CFTC	FO
Extrusion à froid / Usinage	oui	oui	oui	oui	x	x	x	x	x
Pompes / Technologie des Fluides	oui	oui	oui	oui	x	x	x		
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz		oui	oui	non					

4.2 Accords collectifs

	ARTT	Intéressement	Participation	Accord syndical
Extrusion à froid / Usinage	oui	non	oui	oui
Pompes / Technologie des Fluides	oui	oui	oui	oui
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	oui	oui	oui	non

Aucune modification ni novation n'est intervenue en 2008 en ce qui concerne les Accords Collectifs mis en place dans le Groupe Gévelot.

5. Conditions d'hygiène et de sécurité

(en pourcentage)

Secteurs	Cadres		Etam		Ouvriers	
	fréq.	grav.	fréq.	grav.	fréq.	grav.
Extrusion à froid / Usinage	-	-	13,7	0,2	27,5	0,2
Pompes / Technologie des Fluides	4,8	-	-	-	92,2	2,6
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	ns	ns	ns	ns	15,3	0,3

ns = non significatif

Dans le Secteur Extrusion, comme les années précédentes, la politique volontaire en matière de sécurité a permis de continuer à réduire fortement le nombre d'accidents du travail.

L'augmentation du taux de fréquence dans la catégorie socio-professionnelle des Cadres correspond, dans le Secteur Pompes, à la rechute d'un accident du travail survenu chez un précédent employeur. En revanche, la baisse de ce même taux dans la catégorie socio-professionnelle des Ouvriers est le résultat des efforts de formation préventive, tout particulièrement sur le port des gants et des lunettes au poste de travail.

Après une stabilisation depuis 2005 et une amélioration notable en 2007, les taux du Secteur Mécanique se sont très légèrement dégradés en 2008 et devront faire l'objet de mesures préventives renforcées en 2009.

6. Formation

6.1 Pourcentage de la masse salariale consacrée à la formation des Salariés

Secteurs	2008	Rappel 2007
Extrusion à froid / Usinage	2,00 %	2,00 %
Pompes / Technologie des Fluides	1,96 %	2,11 %
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	1,48 %	2,43 %

Malgré un contexte économique aggravé dans le second semestre 2008, le Secteur Extrusion a maintenu son taux de formation au même niveau qu'en 2007.

Le Secteur Pompes a dispensé en 2008 davantage de formations en interne sur ses propres produits. Ces formations n'étant pas imputables sur le budget de la Formation Professionnelle, le taux de celle-ci a baissé alors que le nombre d'heures de formation a augmenté en 2008.

En 2007, le Secteur Mécanique avait accru son effort de formation (+ 30 % environ) dans le cadre des réorganisations intervenues à la fin de l'année. En 2008, la situation étant différente, le taux de formation est revenu au niveau de celui des années précédentes.

6.2 Nombre d'heures de formation

Secteurs	Cadres	Etam	Ouvriers	2008	Rappel 2007
Extrusion à froid / Usinage	966	2 108	3 045	6 119	6 297
Pompes / Technologie des Fluides	2 636	460	819	3 915	3 823
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	37	427	264	728	2 044
TOTAL	3 639	2 995	4 128	10 762	12 164

Dans le Secteur Extrusion, la formation a été essentiellement développée au second semestre dans le domaine du lean manufacturing.

Le Secteur Pompes a fait en 2008 un effort particulier sur la formation des nouveaux entrants à ses propres produits, ces formations représentant au total environ 250 heures de formation.

Dans le Secteur Mécanique, comme en 2007, l'effort a porté sur l'utilisation du DIF (Droit Individuel à la Formation), en particulier dans la catégorie socio-professionnelle Ouvriers à hauteur de 196 heures. Cependant, les difficultés structurelles persistantes et la dégradation de l'activité économique n'ont pas permis de maintenir en 2008 le niveau exceptionnellement élevé de formation réalisé en 2007 au titre du DIF.

6.3 Nombre de Salariés ayant suivi une ou plusieurs formations en 2008

Le nombre de stagiaires indiqué ci-dessous est inférieur au nombre total de formations, chaque Salarié n'étant pris en compte qu'une seule fois, qu'il ait suivi une ou plusieurs formations au cours de l'année.

Secteurs	Cadres	Etam	Ouvriers	2008	Rappel 2007
Extrusion à froid / Usinage	39	68	139	246	460
Pompes / Technologie des Fluides	93	29	61	183	184
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	2	14	12	28	67
TOTAL	134	111	212	457	711

Dans le Secteur Extrusion, la mise en œuvre de formations qualifiantes a concentré en 2008 les actions de formation sur un moins grand nombre de collaborateurs.

Malgré les efforts de formation évoqués au paragraphe précédent, dans le Secteur Pompes, le nombre de stagiaires est resté stable en 2008, de nombreuses formations ayant été reportées à 2009.

En 2007, le Secteur Mécanique avait mis en place un nombre important de formations au titre du DIF (Droit Individuel à la Formation) contre 17 seulement en 2008. Les autres types de formation ont été ciblées sur les métiers et les besoins liés aux audits notamment et ont concerné un moins grand nombre de collaborateurs.

7. Emploi et insertion des travailleurs handicapés

Nombre de travailleurs handicapés employés dans le Groupe au 31.12.2008

Secteurs	Cadres	Etam	Ouvriers	2008	Rappel 2007
Extrusion à froid / Usinage	0	1	12	13	15
Pompes / Technologie des Fluides	0	0	2	2	3
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	0	1	2	3	5
TOTAL	0	2	16	18	23

8. Œuvres sociales

Sommes versées au titre des œuvres sociales

Secteurs	2008	Rappel 2007
Extrusion à froid / Usinage	366 504 €	361 584 €
Pompes / Technologie des Fluides	156 269 €	148 279 €
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	53 642 €	60 140 €
TOTAL	576 415 €	570 003 €

Le Secteur Extrusion a maintenu en 2008 le niveau des œuvres sociales dont une partie est désormais consacrée au co-financement d'une mutuelle obligatoire sur le Site de Laval.

Le Secteur Pompes procède chaque année à la réévaluation du pourcentage des œuvres sociales attribué au Comité d'Entreprise du Site de Vanves (Hauts-de-Seine) de façon à se rapprocher progressivement de celui accordé au Comité d'Entreprise du Site de Champtocé (Maine et Loire) d'où la progression de son montant.

Le montant des Œuvres Sociales du Secteur Mécanique est en recul en 2008 du fait de la baisse de la masse salariale et des baisses du nombre de primes dites « de présence continue » (équivalent interne des primes de Médailles du Travail) par rapport à 2007.

9. Sous-traitance

Coût des achats de sous-traitance industrielle

Secteurs	2008	Rappel 2007
Extrusion à froid / Usinage	627 034 €	832 466 €
Pompes / Technologie des Fluides	2 908 020 €	2 298 358 €
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	242 155 €	260 685 €
TOTAL	3 777 209 €	3 391 509 €

La baisse d'activité constatée au deuxième semestre 2008 a logiquement diminué le recours à la sous-traitance dans le Secteur Extrusion d'environ 24,7 %.

Dans le Secteur Pompes, la hausse des coûts d'achats de sous-traitance industrielle correspond à la forte hausse du chromage des rotors pétrole (en raison d'un volume de fabrication plus élevé) ainsi qu'à la hausse de sous-traitance due à l'augmentation des volumes de ventes de l'activité « systèmes » en 2008 sur le Site de Rambouillet, soit une hausse globale de 26,5 %.

Malgré une légère baisse en fin d'année, le niveau d'activité relativement stable dans le Secteur Mécanique par rapport à 2007 a généré des coûts de sous-traitance en repli par rapport à l'année précédente (-7,1 %).

Informations environnementales

1. Consommation des ressources

Toujours soucieux de limiter l'impact de ses activités industrielles dans le milieu naturel, le Groupe Gévelot poursuit et améliore d'année en année la mise en place d'équipements et de processus destinés à réduire les quantités et la nocivité de ses rejets.

Cette démarche a par ailleurs permis aux Sociétés du Groupe de réduire progressivement les quantités de matières premières et de sources d'énergie utilisées, l'acier restant la matière première la plus utilisée et l'électricité la source d'énergie principale.

La gestion de l'eau reste une préoccupation majeure pour les filiales industrielles du Groupe, la diminution constante de sa consommation de plus de 30 % de 2002 à 2007 ayant été malheureusement interrompue par des fuites accidentelles dans le Secteur Extrusion en 2008.

1. 1. Ressources utilisées

Ressources	Secteurs par secteurs	Consommations		
		2008	2007	
Matières premières (en tonnes) (acier ^(°) , zamak, élastomères, divers...)	Extrusion à froid / Usinage	20 451	25 677	
	Pompes / Technologie des Fluides	1 201	1 307	
	Mécanique / Equipements Moteurs & Gaz	114	150	
	TOTAL	21 766	27 134	
Energies	électricité (en MWh)	Extrusion à froid / Usinage	27 587	31 500
		Pompes / Technologie des Fluides	4 895	4 710
		Mécanique / Equipements Moteurs & Gaz	984	1 050
		TOTAL	33 466	37 260
	gaz (en tonnes)	Extrusion à froid / Usinage (MWh)	27 409	31 700
		Pompes / Technologie des Fluides (Tonnes)	10	14
		Mécanique / Equipements Moteurs & Gaz (Tonnes)	-	4
		TOTAL	27 419	31 718
	fuel (en tonnes)	Extrusion à froid / Usinage	-	-
		Pompes / Technologie des Fluides	50	23 ^(°°)
		Mécanique / Equipements Moteurs & Gaz	-	-
		TOTAL	50	0
	Eau (en milliers de m³)	Extrusion à froid / Usinage	103	93
Pompes / Technologie des Fluides		4	3	
Mécanique / Equipements Moteurs & Gaz		2	3	
TOTAL		109	99	

(°) l'acier représente pour le Secteur Extrusion plus de 80 % des matières premières consommées

(°°) Chiffre 2007 corrigé

Dans le Secteur Extrusion, la diminution du volume des ressources utilisées est essentiellement due à la baisse d'activité constatée en 2008 de l'ordre de 12,4 % en moyenne et aux effets mix-produits. En revanche, la baisse de consommation de gaz a été obtenue grâce à la réorganisation des ateliers du Site d'Offranville qui a permis de réduire la consommation pendant la période d'hiver d'environ 15 % soit l'équivalent de 1 000 KW. En ce qui concerne l'eau, sa consommation a accidentellement augmenté en 2008 en raison de fuites et modifications de process qui ont fait l'objet depuis d'actions correctives.

Dans le Secteur Pompes, la baisse du tonnage de matières premières correspond au transfert de l'usinage des rotors pétroles dans le Site de Houston au Texas. La consommation d'énergie électrique a logiquement augmenté en raison de la mise en service d'une nouvelle presse à élastomère avec étuve fonctionnant en 3X8. L'utilisation d'une nouvelle cuve normalisée a permis par ailleurs de réduire la consommation de gaz de 40 %.

Dans le Secteur Mécanique, la baisse de consommation des matières premières et des énergies est le résultat de la baisse d'activité qui s'est poursuivie en 2008. La consommation de gaz a totalement disparu du fait du passage à l'alimentation électrique de tous les fours.

Actions mises en œuvre

En 2008, les actions mises en œuvre ont essentiellement concerné les réductions de consommation d'eau et d'électricité. En effet, bien que les économies en eau soient désormais plus difficiles à réaliser, des facteurs d'amélioration subsistent néanmoins, notamment par les recherches de fuites et la mise en place de processus plus économes.

L'électricité qui ne génère pas de rejets atmosphériques contrairement au fuel et au gaz constitue une énergie « propre » qui a continué d'être utilisée en priorité tout en recherchant à en optimiser et diminuer la consommation.

Secteurs	Actions
Extrusion à froid / Usinage	<p>Différentes actions ont été menées en 2008 sur le site de Laval (Mayenne), telles que la sensibilisation du Personnel et l'affichage au poste pour effectuer la coupure des énergies lors de l'arrêt des équipements, la mise en veille d'un four à 750°C au lieu de 800°C, la couverture des bains de traitement de surface le week-end pour limiter les déperditions calorifiques, la réduction de 20 % du débit d'azote des fours</p> <p>Sur le Site d'Offranville (Seine-Maritime), après rédaction d'un diagnostic énergétique par un Cabinet extérieur, des actions de réduction de la consommation d'énergie ont été mises en œuvre, notamment par le réglage et l'optimisation du rendement des deux chaudières gaz. Plusieurs campagnes de recherche de fuites d'air comprimé ont également été menées</p> <p>Sur le Site de Toucy (Yonne), le circuit du groupe froid de la tréfileuse a été mis en circuit fermé ce qui a permis de réduire la consommation d'eau</p>
Pompes / Technologie des Fluides	<p>Mise en place d'un circuit de retour des barrières hydrauliques permettant de récupérer et réutiliser l'eau des essais afin d'en diminuer la consommation sur le Site de Rambouillet (Yvelines)</p> <p>Mise en service de la Gestion Technique des Bâtiments sur le Site de Rambouillet (Yvelines)</p> <p>Début de l'automatisation de l'éclairage dans le magasin de Champtocé (Maine et Loire) pour réduire la consommation électrique</p> <p>Nettoyage des plafonds et mise en place de nouveaux panneaux translucides pour une meilleure clarté et une diminution des coûts d'éclairage</p>
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	<p>Suppression d'une des deux tours aéroréfrigérantes du secteur lavage (baisse de la consommation d'eau)</p> <p>Passage de tous les fours des presses de fonderie à l'alimentation électrique plus économique que le gaz</p>

Objectifs

- Poursuivre les actions de réduction des matières premières consommées et plus particulièrement celles concernant l'eau par mise en circuit fermé pour utilisation dans le refroidissement des équipements (Secteur Extrusion),
- Diminuer les températures des bains de traitement de surface pour réduire la consommation d'énergie (Secteur Extrusion),
- Analyser les consommations électriques grâce aux compteurs et sondes reliés à la Gestion Technique du Bâtiment afin d'identifier les équipements plus gros consommateurs et réduire leur consommation électrique (Secteur Pompes),
- Réduire la consommation électrique d'une façon générale et donc les puissances souscrites par contrat.

1.2 Rejets dans l'air

Nature des émissions atmosphériques

Les principaux rejets susceptibles d'être émis dans l'atmosphère par les filiales industrielles du Groupe Gévelot sont des composés organiques volatils (COV) provenant de solvants ou des gaz à effet de serre (CO₂) dégagés par les fours et certaines presses (presses à zamak).

Les autres rejets sont composés de poussières (ébavurage, polissage), de brouillards huileux (aérosols), de vapeurs d'eau (moulage, usinage, tours aéroréfrigérantes) et de particules de combustion (oxydes métalliques).

Actions mises en œuvre

Dès 2003, les actions des filiales industrielles du Groupe Gévelot ont été principalement axées sur la réduction des émissions de CO₂ par l'installation de filtres et de dispositifs d'aspiration. Parallèlement, le remplacement des solvants par des produits de substitution a également fortement contribué à diminuer la quantité des rejets nocifs dans l'atmosphère. Depuis 2008, les filiales du Groupe commencent à appliquer les dispositions de la Réglementation REACH (enRegistrement, Evaluation, Autorisation des substances CHimique) pour le choix des substances chimiques utilisées par leurs process.

Secteurs

Actions

Extrusion à froid / Usinage	Poursuite des campagnes de mesure des rejets atmosphériques sur tous les sites Optimisation de la qualité des rejets atmosphériques par une campagne de rénovation/ changement des brûleurs de fours des sites d'Offranville (Seine-Maritime) et de Toucy (Yonne) Mise en service d'une laveuse pour le lavage des filtres électrostatiques du service forge du Site de Toucy (Yonne)
Pompes / Technologie des Fluides	Nettoyage des circuits d'aspiration et des climatisations afin de réduire la quantité des rejets nocifs dans l'air Réglage des chauffages afin de diminuer la consommation d'énergie et les rejets dans l'atmosphère Analyse des rejets atmosphériques pour vérifier leur conformité aux normes en vigueur
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	Mise en place d'une aspiration de brouillard d'huile sur une machine transfert d'usinage Renforcement de la surveillance de la tour aéroréfrigérante

Objectifs

- Améliorer la qualité des rejets atmosphériques conformément aux prescriptions des Arrêtés Préfectoraux,
- Engager une campagne de mesure des rejets atmosphériques en 2009 pour les Sites de Laval et Offranville et en 2010 pour le Site de Toucy (Secteur Extrusion),
- Répertorier et remplacer progressivement les produits dangereux (cancérogènes, mutagènes et reprotoxiques) par des produits de substitution dans le cadre de la Réglementation REACH.

1.3 Les rejets dans l'eau et le sol

Nature des rejets

Les risques de rejets dans l'eau et le sol pourraient provenir essentiellement des process industriels (lavage, rinçage, condensats), des eaux de ruissellement et d'éventuelles fuites sur les machines ou les canalisations.

Actions mises en œuvre

Secteurs

Extrusion à froid / Usinage	Mise en place sur le Site de Laval (Mayenne) de débitmètres sur l'alimentation en eau des bains de rinçage pour diminuer de façon significative la quantité d'eau rejetée par la station de détoxification dans le milieu naturel de même que la quantité d'eau utilisée pour les baignoires, par conséquent, le volume des rejets Réduction des quantités de nitrites rejetées dans le milieu naturel grâce à la modification du process d'une chaîne de traitement de surface du Site de Laval (Mayenne) Installation de déshuileurs/débourbeurs supplémentaires sur les réseaux d'eaux pluviales des Sites de Laval (Mayenne) et Toucy (Yonne) Mise en place sur le Site d'Offranville (Seine-Maritime) d'une campagne de remplacement des produits les plus polluants du traitement de surface
Pompes / Technologie des Fluides	Achat d'une cuve « double peau » transportable pour le stockage de l'huile servant aux essais des pompes pour le pétrole et permettant d'éviter les fuites sur le sol Deuxième phase (sur trois) de la mise en place de rétentions auprès des machines pour éviter les fuites sur le sol Mise en place d'une structure de nettoyage des machines de dosage (récupération des produits et dégraisseur) après essais afin d'éviter les rejets dans le milieu naturel
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	Etanchéisation des sols des ateliers pour supprimer les infiltrations dans le sous-sol Mise en place de rétention sous les machines d'usinage

Objectifs

- Conserver le classement « A » (notation la plus élevée) délivré en 2008 par l'Agence de l'Eau Seine-Normandie pour la fiabilité de l'autosurveillance des eaux rejetées par le Site d'Offranville en Seine-Maritime (Secteur Extrusion),
- Poursuivre la réfection des voies de circulation extérieure et des réseaux d'eau associés du Site de Toucy dans l'Yonne (Secteur Extrusion),
- Poursuivre l'étude de faisabilité de mise en circuit fermé de l'eau industrielle du Site de Laval en Mayenne (Secteur Extrusion),
- Vérifier par des audits le niveau d'information des Personnels des fonctions SAV en matière de réglementation et mettre à leur disposition les moyens d'information nécessaires (fiches de retour, fiche de données de sécurité des produits, etc.) dans le Secteur Pompes,
- Reconduire l'analyse bimestrielle des rejets conformément à la convention passée avec la Ville de Pontarlier et la Communauté de Communes (Secteur Mécanique).

1.4 Nuisances sonores, olfactives et diverses

Les process industriels des Filiales du Groupe Gévelot ne sont pas, a priori, de nature à générer des nuisances olfactives. Néanmoins, d'éventuelles nuisances de ce type seraient traitées par les dispositifs d'aspiration mis en place pour le traitement des rejets dans l'air.

En ce qui concerne les nuisances sonores liées à l'activité (bruits des machines, des éjections de pièces, du soufflage d'air, des compresseurs, etc.), des mesures sont prises depuis plusieurs années pour réduire les bruits à leur source.

Actions mises en œuvre

Secteurs	Actions
Extrusion à froid / Usinage	Campagne de communication relative à la prévention et à la réduction du bruit sur tous les Sites industriels Mise en place de coussins anti-vibratoires sur une presse mécanique 80 tonnes sur le Site de Laval (Mayenne) Campagne de mesure de bruits et cartographie du site dans le secteur usinage du Site de Laval (Mayenne) et aux postes de travail sur le Site de Toucy (Yonne) Installation dans le Site de Toucy (Yonne) d'un compresseur d'air comprimé insonorisé (<85 dBA) et insonorisation des bols vibrants au service usinage
Pompes / Technologie des Fluides	Installation d'une protection insonorisante sur un compresseur sur le Site de Rambouillet (Yvelines) Mise en place sur le Site de Champtocé (Maine et Loire) de nouvelles buses sur les souffleries afin de réduire les émissions sonores
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	Utilisation de prothèses auditives personnalisées et adaptées à l'environnement de la fonderie

Objectifs

- Engager une campagne de contrôle du bruit en limite de propriété des Sites du Secteur Extrusion (report 2008),
- Réaliser une nouvelle cartographie du Site de Champtocé (Maine et Loire) afin de définir les éventuelles actions à engager suite à la construction des nouveaux bâtiments et extension des ateliers en 2008 (Secteur Pompes),
- Modifier le process de traitement des eaux industrielles pour améliorer la qualité de l'eau et diminuer d'éventuelles nuisances olfactives (Secteur Pompes).

1.5 La gestion des déchets

Nature des déchets

Déchets de production	Ventilation par secteurs	Quantités produites (tonnes)	
		2008	2007
Déchets industriels banals (DIB) (rebut de fabrication, tournures, emballages divers)	Extrusion	3 591	4 281
	Pompes	680	781
	Mécanique	17	55
	Total	4 288	5 117
Déchets industriels spéciaux (DIS) (boues hydroxydes, huiles hydrauliques, huiles solubles, etc.)	Extrusion	1 179	1 529
	Pompes	37	39
	Mécanique	11	14
	Total	1 227	1 582

Dans le Secteur Extrusion, la baisse d'activité constatée en 2008 est à l'origine de la diminution du volume de déchets traités par rapport à 2007. Néanmoins, des actions telles que l'utilisation du décapage mécanique plutôt que chimique et la réduction du taux d'humidité des boues métalliques par la mise en place d'un suivi des filtres ont permis de réduire les volumes des boues métalliques et d'hydroxydes métalliques.

Dans le Secteur Pompes, le volume de DIB a diminué du fait du transfert de la production des rotors pétrole sur le Site Houston (USA). En ce qui concerne les DIS, ce sont les modifications apportées aux équipements pour utiliser les huiles plusieurs fois (essais) qui ont permis de réduire les volumes de déchets d'huile.

La réduction des DIB dans le Secteur Mécanique est due à la valorisation par recyclage des déchets feraille et des rebuts d'usinage depuis 2008.

Mode de destruction des déchets

- documents internes :
 - Gestion documentaire interne de suivi des déchets
 - Suivi des enlèvements DIB
 - Evacuation des déchets chimiques
- documents externes :
 - Déclaration trimestrielle des déchets
 - Bordereau de suivi de déchets industriels
 - Agréments des prestataires de collecte et d'élimination

Actions mises en œuvre

Secteurs	Actions
Extrusion à froid / Usinage	Développement sur le Site de Laval (Mayenne) d'une organisation interne pour le recyclage du dégraissant des laveuses et la diminution des fréquences de vidange des bains (réduction du volume de dégraissant traité de 10 à 15 %) Mise en place dans le département « Presses » du Site de Laval (Mayenne) de bacs spécifiques permettant de réduire la consommation des emballages (carton et plastique) Traitement des déchets bois (palettes/caisses) et des containers vides du Site d'Offranville par de nouvelles filières de traitement Mise en place sur le Site de Toucy (Yonne) d'un indicateur de suivi des DIB et DIS solides ainsi que d'une nouvelle filière de récupération et valorisation des déchets « bois »
Pompes / Technologie des Fluides	Réaménagement de la zone de déchets clients (SAV) sur le Site de Champtocé (Maine et Loire) Mise en place de la gestion des déchets sur le Site de Rambouillet (Yvelines)
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	Valorisation par recyclage des déchets métalliques (ferraille et rebuts d'usinage)

Objectifs

- Pérenniser le processus de réduction des déchets par des campagnes de réduction à la source (sensibilisation du Personnel au tri sélectif dans tous les Secteurs du Groupe),
- Réduire la quantité des boues de phosphate d'environ 20 % par la modification du process des chaînes de traitement de surface de Laval (Secteur Extrusion),
- Réduire le nombre et par conséquent le volume de vidange des bains des équipements d'usinage de Laval (Secteur Extrusion),
- Faire pression sur les fournisseurs pour réduire les quantités d'emballages bois et plastiques (Secteur Extrusion),
- Mettre en place un indicateur de suivi des déchets liquides, lessives et solubles à Toucy (Secteur Extrusion),
- Privilégier l'élimination des déchets caoutchouc par incinération (technique moins polluante et permettant de réduire davantage le volume de déchets) (Secteur Pompes).

2. Mesures prises pour limiter les atteintes à l'équilibre biologique, aux milieux naturels, aux espèces animales et végétales protégées

Les activités des filiales industrielles du Groupe Gévelot ont peu d'impact sur les espèces animales et végétales. Néanmoins, la réduction des nuisances de toute nature étant un objectif constant du Groupe, ses Filiales continuent d'installer et d'améliorer les dispositifs mis en place pour limiter leur impact dans le milieu naturel et d'effectuer régulièrement des mesures et des contrôles (systèmes de filtration, stations de détoxification, déshuileurs-débourbeurs).

Actions mises en œuvre

Secteurs	Actions
Extrusion à froid / Usinage	Réalisation d'exercices de simulation annuels d'utilisation des kits de 1 ^{ère} urgence (tous Sites) Utilisation de produits de traitement de surface sans nitrite sur le Site de Laval (Mayenne) Sécurisation de la conduite de la station de détoxification du Site d'Offranville (Seine-Maritime) par la polyvalence des compétences de trois personnes Réfection du parking de stationnement du Personnel du Site de Toucy (Yonne) avec écoulement des eaux pluviales vers un déshuileur/débourbeur avant rejet dans le milieu naturel
Pompes / Technologie des Fluides	Couverture partielle de l'espace de stockage des DIB sur le Site de Champtocé (Maine et Loire) afin d'éviter un remplissage prématuré des bennes par les eaux de pluie Remplacement de produits entrant dans la composition des mélanges élastomère par des composants neutres pour l'environnement
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	Surveillance accrue de la tour aéroréfrigérante restante avec achat d'un indicateur de mesure de conductivité ainsi que de lames gélosées pour le dénombrement des bactéries et moisissures

Objectifs

- Mettre en circuit fermé le réseau d'eau industrielle du Site de Laval pour ne plus prélever cette ressource dans le milieu naturel (Secteur Extrusion),
- Dans le cadre de la Réglementation REACH, recenser toutes les familles de produits utilisés et vérifier qu'aucun des 15 premiers produits de la liste n'est utilisé dans un des process,
- Demander aux fournisseurs du Groupe de se conformer à la Réglementation REACH,
- Mettre en œuvre la surveillance de la conductivité et du dénombrement des bactéries et moisissures de la tour aéroréfrigérante (Secteur Mécanique).

3. Démarches d'évaluation et de certification

Conformément à la politique du Groupe Gévelot et pour répondre aux souhaits de son Actionnariat soucieux du respect de l'Environnement, des systèmes de management environnementaux ont progressivement été mis en place dans les filiales industrielles.

Des audits externes de certification et de suivi sont régulièrement menés pour valider ces systèmes de managements environnementaux dans toutes les filiales industrielles du Groupe.

Evaluation/Certification : les démarches entreprises

Secteurs	Actions
Extrusion à froid / Usinage	Renouvellement de la certification ISO 14001 du Centre Technique et de Développement et des sites de production de Laval, Offranville et Toucy Réalisation du bilan carbone du Centre Technique et de Développement de Laval
Pompes / Technologie des Fluides	Démarrage de la certification OHSAS 18001 (Sécurité du Personnel) dans les Départements Oil & Gas de tous les Sites
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	Obtention de la certification ISO 14001 en mars 2008

4. Mesures prises pour assurer la conformité de l'activité aux dispositions législatives et réglementaires

Démarches de mise en conformité

Un nouveau programme d'audit réglementaire a été mis en œuvre en 2008 dans le Secteur Extrusion : désormais, les textes identifiés comme étant applicables aux usines sont audités exigence par exigence et non plus de façon synthétique.

Implication progressive des fournisseurs du Groupe au Règlement REACH (enRegistrement, Evaluation et Autorisation des substances Chimiques) afin de s'assurer du respect des préconisations de ce règlement par l'ensemble des partenaires du Groupe Gévelot.

Dans le cadre de la Réglementation des Installations classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), toutes les filiales du Groupe procèdent à des contrôles périodiques.

Dans le Secteur Mécanique, une veille réglementaire a été mise en place avec la collaboration de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Pontarlier (Doubs).

Secteurs	Actions
Extrusion à froid / Usinage	Etablissement de plannings d'audit réglementaires par établissement Mise en conformité des activités du site de Laval (Mayenne) pour répondre aux dispositions du nouvel Arrêté Préfectoral de février 2008
Pompes / Technologie des Fluides	Application progressive des dispositions de la Réglementation REACH afin d'éliminer les produits toxiques concernés Veille réglementaire dans le cadre des rubriques de la Réglementation ICPE et REACH
Mécanique / Equipements Moteurs et Gaz	Identification et traitement d'impacts environnementaux significatifs (dont la mise sous surveillance de la contamination de la tour aéroréfrigérante)

Objectifs

- Renforcer les partenariats avec les instances officielles (DRIRE, Agences de l'Eau, etc.) et les principaux sous-traitants en matière de maîtrise et de protection de l'environnement (filiales de traitement des déchets, laboratoires d'analyses, etc.),
- Développer l'application de la Réglementation REACH et accroître la sécurité des personnes au travail par le remplacement des produits nocifs par des produits neutres,
- Réduire le nombre de points d'Impacts Environnementaux Significatifs (Secteur Mécanique).

5. Dépenses engagées pour prévenir les conséquences de l'activité du Groupe sur l'environnement

En 2008, les filiales du Groupe Gévelot ont engagé 882 360 euros de dépenses pour prévenir les conséquences de leur activité sur l'Environnement contre 983 000 euros en 2007.

La baisse de ce montant, constatée pour la deuxième année consécutive, confirme que les actions et investissements passés ont commencé de produire leurs effets et que les actions récurrentes d'entretien et de contrôle constitueront dans le futur l'essentiel des dépenses engagées pour prévenir les conséquences de l'activité du Groupe sur l'Environnement.

Objectifs

- Poursuivre la mise en rétention des machines,
- Installer des obturateurs sur les canalisations d'eaux usées et eaux pluviales,
- Poursuivre la réfection des plafonds et le remplacement des panneaux transparents des plafonds des ateliers (Secteur Pompes),
- Poursuivre la démarche ISO 14001 (Secteur Mécanique).

6. Moyens consacrés à la gestion de l'environnement, à la formation et à l'information des salariés

Toutes les filiales du Groupe Gévelot disposent désormais des structures et moyens nécessaires à la réalisation des objectifs de gestion de l'Environnement.

Dans le Secteur Pompes, les audits internes mis en place permettent de contrôler régulièrement les connaissances en matière de protection environnementale des personnels concernés et des réunions d'information sont organisées chaque trimestre pour le suivi des plans d'action. Par ailleurs, en 2009, un poste d'Agent Qualité Environnement sera créé sur le Site de Champtocé (Maine et Loire).

Nature des formations

- Audit norme ISO 14001,
- Gestion des sols pollués,
- Sensibilisation à l'utilisation des kits médicaux de 1^{ère} urgence,
- Sensibilisation du Personnel au tri sélectif,
- Formation des personnes intervenant sur les tours aérofrigorifères,
- Formation à la veille réglementaire.

Objectifs

- Sensibiliser le Personnel aux risques chimiques, au tri sélectif des déchets et à la maîtrise de l'énergie,
- Informer systématiquement tous les services sur les principales exigences des Normes 9001 et 14001 par rapport à leur activité,
- Poursuivre la politique de prévention par l'analyse des risques sur la sécurité et l'environnement et par la sensibilisation de tout le Personnel au respect de l'environnement.

7. Montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement

7.1 Garanties souscrites

Le Groupe Gévelot a souscrit depuis 1998 un contrat d'Assurance Responsabilité Civile Environnement auprès de la Compagnie d'assurance Zurich International.

Ce contrat a pour objet de garantir les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile que le Groupe Gévelot pourrait encourir en raison de dommages corporels, matériels et immatériels causés à des Tiers et résultant :

- de l'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance liquide ou gazeuse diffusée dans l'atmosphère, le sol ou les eaux,
- de la production d'odeurs, bruits, vibrations, variations de températures, ondes, radiations et rayonnements excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage,

ainsi que le paiement des frais engagés pour :

- procéder aux opérations visant à neutraliser, isoler, éliminer toute menace réelle et imminente des dommages objets de la garantie,
- éviter l'aggravation réelle et imminente des dommages objets de la garantie,

En 2008, le montant des garanties souscrites, tous dommages confondus, s'élève à 5 millions d'euros pour une prime annuelle de 36 600 euros.

7.2 Provisions constituées

Gévelot Groupe - Holding

Après une étude simplifiée (avril 2003), puis une étude détaillée (avril 2004) sur l'évaluation des risques pour les ressources en eau concernant l'ancien Site industriel Gaupillat à Meudon (dont l'activité a cessé en décembre 1997), Gévelot SA a dû de nouveau faire réaliser en 2005, à la demande de la Préfecture des Hauts-de-Seine, une étude complémentaire sur les ressources en eaux dans les environs de ce site.

Début 2007, Gévelot SA a été informée officiellement par l'Administration que cette étude et ses conclusions avaient été acceptées par la Préfecture des Hauts-de-Seine. Début 2008, et pour faire suite aux conclusions de l'étude réalisée par les Propriétaires du site, la Préfecture des Hauts-de-Seine a informé Gévelot SA qu'aucune réhabilitation complémentaire (à celle précédemment définie) ne lui serait prescrite en sa qualité de dernier exploitant.

En 2008, Gévelot SA a confirmé à la Préfecture des Hauts-de-Seine, à la demande de celle-ci, qu'elle s'engageait à prendre à sa charge les coûts de remise en état du site pour un usage industriel (enlèvement et mise en décharge des citernes enterrées et des parties polluées de la dalle béton).

Dans ces conditions, et dans l'attente du devenir du Site (projet d'aménagement urbain par la ville de Meudon), la provision constituée dès 2002 par Gévelot SA pour couvrir les frais de remise en état pour un usage industriel du site de Meudon a été maintenue à l'identique.

8. Indemnités versées au cours de l'exercice en exécution d'une décision judiciaire en matière d'environnement

Le Groupe Gévelot n'a, à ce jour, fait l'objet d'aucune décision judiciaire en matière d'environnement.

9. Objectifs assignés aux filiales étrangères en matière d'environnement

Les filiales étrangères du Groupe Gévelot sont soumises aux mêmes objectifs environnementaux que les filiales françaises du Groupe. Toutefois, la Législation en la matière variant encore notablement d'un pays à l'autre, même à l'intérieur de la Communauté Européenne, chaque filiale a dû concilier les exigences du Groupe avec les exigences nationales.

De ce fait, les données émanant des filiales étrangères consolidées par intégration globale n'ont pu être consolidées dans le présent Rapport.

Notes

Notes



Société Anonyme au capital de 33 514 005 euros
Siège social, Direction et Administration :
6, boulevard Bineau
92300 Levallois-Perret
562 088 542 R.C.S. Nanterre – SIRET N° 562 088 542 00369

www.gevelot-sa.fr